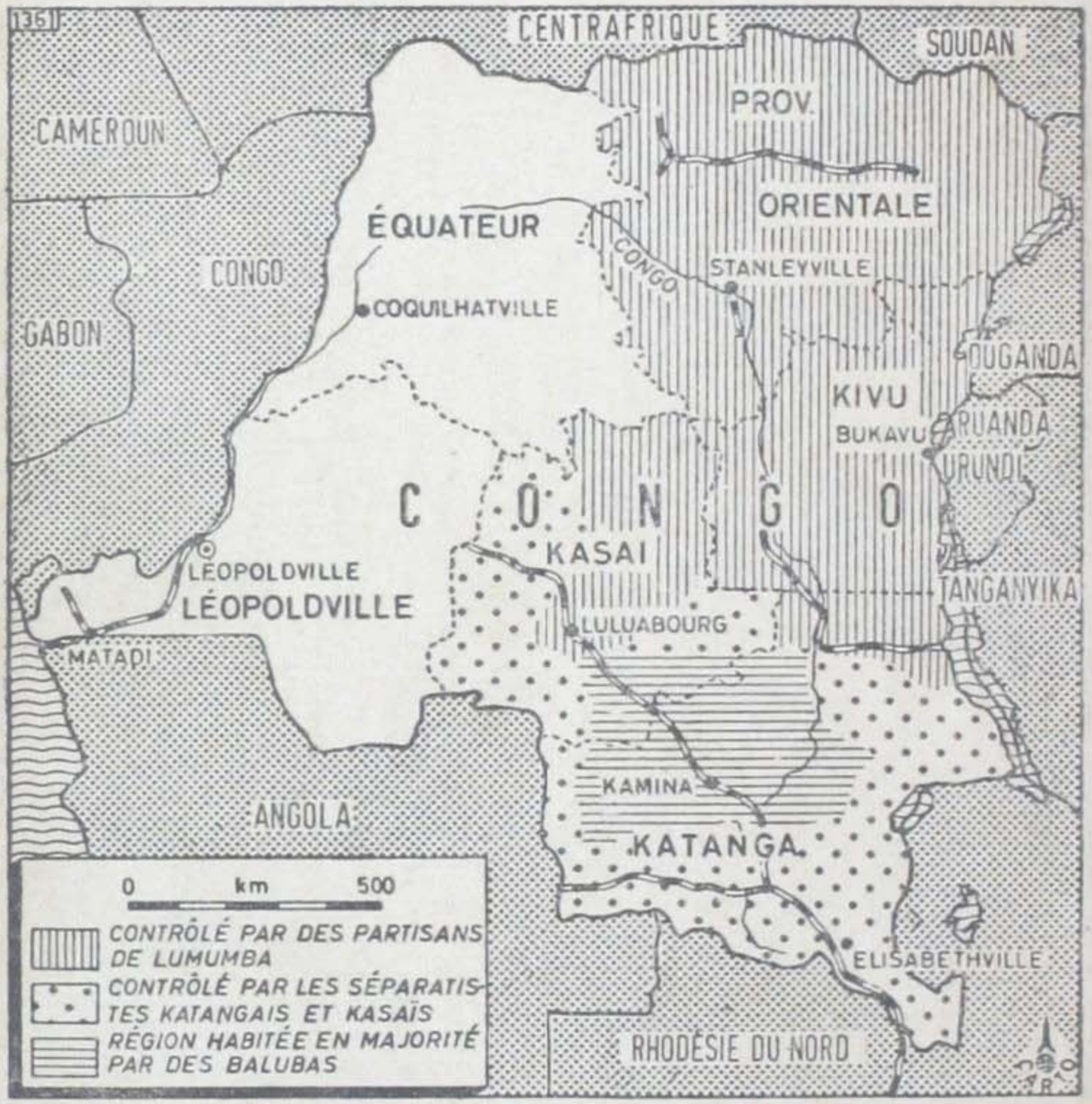
136
CENTRAFRIQUE
SOUDAN
CAMEROUN
PROV.
ORIENTALE
ÉQUATEUR
CONGO
STANLEYVILLE
COQUILHATVILLE
GABON
OUGANDA
KIVU
BUKAVU
RUANDA
URUNDI
C O N G O
KASAI
LEOPOLDVILLE
LÉOPOLDVILLE
TANGANYIKA
LULUABOURG
MATADI
KAMINA
ANGOLA
KATANGA
ELISABETHVILLE
RHODÉSIE DU NORD
0 km 500
CONTRÔLÉ PAR DES PARTISANS DE LUMUMBA
CONTRÔLÉ PAR LES SÉPARATISTES KATANGAIS ET KASAÏS
RÉGION HABITÉE EN MAJORITÉ PAR DES BALUBAS

PIERRE DE VOS

Vie et mort de LUMUMBA

CALMANN-LÉVY
PARIS

101966
Eg/DT663.L8 V92
Africana

© CALMANN-LÉVY, 1961
Tous droits de traduction, reproduction et adaptation réservés pour tous pays, y compris la Russie (U.R.S.S.).

Imprimé en France

De la tombe au berceau

— Un fameux colis pour vous, Elisabethville !

La tour de contrôle de la capitale de M. Moïse Tshombé — la capitale du cuivre et de l'uranium — est un bâtiment grisâtre, utilitaire et fonctionnel, hérissé d'antennes, tel que les Belges en ont semé sur tous les aérodromes du Congo. Nous sommes le 18 janvier 1961. Au bout du tarmac, la brousse baigne dans une chaleur morne qui ternit tout ce qu'elle touche comme le soleil voilé de la saison des pluies. Dans la tour, trois hommes, deux Blancs et un Noir massif aux lèvres fortes, boudiné dans son complet-veston, ont un sourire bizarre. Ils regardent l'avion qui fonce vers la piste en bourdonnant comme une mouche.

— Cette fois, dit le gros homme noir, je tiens ma revanche.

C'est M. Godefroid Munongo, ministre de l'Intérienr du gouvernement katangais. Peut-être

devrait-il dire qu'il tient non seulement sa revanche, mais surtout sa vengeance : Patrice Lumumba n'avait-il pas déclaré qu'il le fusillerait, lui dont les veines charient un sang princier, lorsque ses troupes entreraient à Elisabethville? Les conseillers blancs de M. Munongo acquiescent avec ce sourire figé qui ne les quitte plus. Le haut-parleur de la tour, toujours en contact avec l'avion qui vient de Léopoldville, diffuse les derniers messages, et tout à coup le chant rauque d'une sirène s'élève comme une incantation des temps modernes. C'est le moment que les gendarmes katangais et leurs officiers belges attendaient pour passer à l'action suivant un plan minutieusement établi par M. Munongo lui-même, qui tient à conserver sa proie. Lumumba c'est le diable : il faut s'en méfier. La route qui mène de la ville à la plaine est interdite, toute circulation en est bannie. Jamais on n'a vu tant de forces de l'ordre déployées autour des hangars, au mépris des indolents « casques bleus » suédois, une poignée à peine, profondément inconscients de ce qui va se passer. Certes, ils sentent qu'il y a quelque chose de bizarre dans l'air. Mais quoi? Déjà l'appareil se pose. Une camionnette bourrée de gendarmes noirs s'en approche à une allure folle. La porte s'ouvre au milieu de la carlingue. Pas besoin d'échelle ni de passerelle. Un Noir de haute taille, le visage tuméfié, la barbe arrachée, les mains entravées dans le dos, est littéralement jeté hors de l'avion. Il tombe, il va s'écraser sur le sol, mais dix gendarmes le cueillent au vol, tandis qu'un personnage officiel se met à hurler, les mains en porte-voix pour couvrir les derniers hoquets du moteur :

— Il ne faut pas qu' « il » souille le sol katangais ! Il ne faut pas que ses pieds se posent par terre !

On « le » transporte comme un sac, lui qui tant de fois fut porté en triomphe quand il descendait d'avion tel un prophète, et on le lance à bout de bras au fond de la camionnette. Aussitôt les coups de crosse, les coups de pied, les coups de poing pleuvent dru sur le prisonnier qui gémit.

Deux autres Noirs subissent le même sort, mais on se soucie peu qu'ils foulent, eux, le sol katangais : ce ne sont ni des prophètes, ni des demi-dieux invulnérables aux balles, mais des comparses. On les bat sans pitié sur le sol brûlant. Écœuré, l'équipage belge de l'avion comme Pilate se détourne. Sidérés, les Suédois cherchent toujours à comprendre. Déjà la camionnette est repartie, suivie de deux automobiles et d'une escorte qui roule dans un bruit d'enfer. Les captifs sont étendus au fond du véhicule. Des Katangais se sont assis sur eux, comme sur des ballots, et rient à pleines dents. En quittant l'aérodrome, les prisonniers ne verront pas l'énorme panneau peint de frais qui accueille en ces termes les visiteurs du nouvel État : « Bienvenue au Katanga libre et indépendant. »

La brousse sèche et aride, la savane la plus terrible de l'Afrique centrale, pauvre, déserte, piquée de termitières, commence au bout de la piste en béton. C'est, pour la scène finale, le décor idéal d'un théâtre sans spectateurs et sans témoins gênants. La camionnette s'arrête. Les moteurs et les hommes font silence. La brousse est grise, couleur de mort. Un seul des acteurs élève la voix. Il tient une baïonnette à la main droite :

— Tu te crois toujours invulnérable? Quand on tire sur toi, tu craches toujours les balles?

Que pourrait-il répondre? On l'a tellement battu, on l'a tellement humilié qu'il n'a plus la force d'ouvrir la bouche. Son interlocuteur répète néan-

moins sa question en appuyant sur la poitrine la pointe de la baïonnette.

— Tu te crois toujours invulnérable? Allons, parle, salaud !

C'est l'heure de mourir. L'homme fait signe que oui : il est invulnérable — à moins qu'à force de souffrance il ne sache plus très bien ce qu'il dit. Lentement, avec une minutie de bourreau savamment exercé, on lui enfonce la baïonnette entre les côtes. Dans un moment le meurtre sera consommé et Patrice Lumumba s'envolera au Panthéon des prophètes de l'Afrique.

A Katako-Kombe, sur une litière de paille, Agnès Lumumba a donné le jour, le 2 juillet 1925, à un garçon. Son mari, un paysan qui cultive un peu de chikwangue et qui élève quelques poules en même temps que ses enfants, court à la mission annoncer la nouvelle aux « Monpès », les « Mon Père ». Un missionnaire vient voir le bébé.

— Comment vas-tu l'appeler?

— Patrice, comme toi, Tata ! dit fièrement Lumumba.

L'enfant a de la chance de ne pas recueillir, comme tant d'autres, les prénoms de Sigismond, Symphorien, Ambroise ou Anicet, les missionnaires ayant pris l'habitude de remettre en circulation les patronymes les plus burlesques du calendrier pour que la chrétienté, sur ces terres ingrates, n'oublie pas ses saints. De la chance aussi d'être le fils d'un croyant, car les païens ont une prédilection pour d'autres noms étranges : Allumette, T.S.F., Automobile ou Cigarette.

Patrice dort, mange, joue et grandit tout nu, comme tous les enfants noirs de Katako-Kombe, petit village du nord du Kasaï.

En 1931 il a six ans. Son père, en bon paysan, l'emmène aux champs. Patrice travaille. S'il n'y avait pas les missionnaires, les pères passionnistes, il n'apprendrait jamais à écrire, mais celui qui l'a baptisé tient à ce qu'il aille à l'école. « S'il travaille bien, on pourrait même en faire un catéchiste », dit-il au père Lumumba, ébloui. Mais il y a un oncle dans la famille et cet oncle aime l'uniforme. « Il faut qu'il entre à la Force publique et qu'il devienne sous-officier comme moi. Qu'il serve le pays ! » dit le sergent-major Victor Lundula qui deviendra en 1960, vingt-neuf ans plus tard, le premier commandant en chef de l'armée nationale congolaise.

Patrice, pour aller en classe, porte le pagne. Il apprend vite et bien. Ce qui l'étonne, rappellera-t-il plus tard, c'est l'histoire sainte où les missionnaires lui expliquent comment le pauvre petit Jésus naît dans une crèche :

— Il y avait là de la paille, un bœuf, et un âne. Joseph et Marie, sur les images de nos manuels scolaires, étaient somptueusement vêtus, alors que mes parents se promenaient également nus. Confusément, j'ai compris que les Noirs et les Blancs ont de la misère des notions peu concordantes...

L'histoire sainte l'attire particulièrement parce qu'elle le fait rêver. L'histoire tout court — il s'agit bien entendu de l'histoire de Belgique — le séduit tout autant. Le massacre de six cents Franchimontois à Liège par les mercenaires de Louis XI le fait frémir et la bataille des Éperons d'Or l'emplit d'exaltation, tout comme les récits des luttes belges contre les esclavagistes arabes au Congo.

— Il est studieux, constatent les pères. Il faut le sortir de son milieu, le pousser.

Chez lui, en effet, Patrice Lumumba travaille difficilement. Il n'y a pas de lumière dans la

case et la nuit tombe à six heures. Quand l'obscurité est là, étendu sur une natte aux côtés de ses trois frères, il ne peut plus lire. Il rêvasse, il rumine, il forme des plans pour l'avenir. Son père voudrait qu'il devienne catéchiste ! Il y a déjà quelques prêtres congolais... Son oncle Lundula voudrait qu'il soit soldat ; mais, pour un Noir, le bâton de maréchal c'est le grade de premier sergent-major : pour éviter toute confusion et pour rester supérieurs en tout état de cause, les Belges débutent au grade d'aspirant. Hélas pour les missionnaires et pour son oncle, Patrice Lumumba n'a ni la vocation religieuse, ni celle des armes. De ce point de vue, il déçoit.

Dans la région de Katako-Kombe, comme partout ailleurs au Congo du reste, missionnaires catholiques et protestants se font la guerre des conversions. C'est à qui baptisera le plus. Patrice Lumumba est remarqué par les missionnaires protestants, des Suédois, qui — ravis de souffler aux pères un de leurs meilleurs éléments — lui proposent de devenir infirmier. Or l'infirmier, à cette époque, est vraiment au sommet de l'échelle sociale des Noirs. L'infirmier porte une belle blouse blanche comme le médecin européen, il est à la fois craint et adulé. C'est le caïd du village, et l'égal du sorcier qui, bien souvent, le redoute comme la lèpre. A la consternation de son père, Patrice Lumumba passe chez les protestants. Il a treize ans, c'est pratiquement un homme sous ces tropiques où les êtres sont précoces. Son père ne lui pardonne guère d'être un transfuge et lui en fait le reproche.

— Les « Monpès », dit-il à Patrice, m'ont dit que tu es un homme perdu. Réfléchis, mon enfant. Il ne faut pas être méchant, il faut être bon. Les protestants, c'est le diable.

Entre Patrice et son père, un fossé se creuse lentement. L'affection qu'ils se portent mutuellement demeure entière : c'est la loi du sang, mais ils ne se comprennent plus. Ils ne parlent plus le même langage. Émile Lumumba est un être arriéré et fruste, sans imagination. Il craint Dieu et les sorciers avec une égale terreur. Patrice est maintenant ce que les Blancs appellent avec mépris un « évolué ». Un seul Noir le comprend, Victor Lundula, son oncle soldat. Patrice a renoncé aux armes, mais il ne l'assiste pas moins en secret, quoiqu'il craigne les représailles des bons pères. Pendant deux ans, l'enfant suivra les cours d'infirmier à l'institut de Tshumbe Sainte-Marie, qu'il quittera sans avoir obtenu son diplôme. Au lieu de lire des traités de médecine ou des manuels d'infirmier, il profite de l'électricité, le soir, pour dévorer pêle-mêle Voltaire, J.-J. Rousseau, Agatha Christie, Victor Hugo, Molière, Churchill et Georges Simenon. Tout ce qui lui tombe sous la main est lu la nuit. Et le jour, au lieu d'étudier, il continue de rêver.

Il ne sera donc pas infirmier. Quand il délaisse l'école protestante, grand, maigre, le dos un peu voûté, il ne sait où aller. Sa timidité, sa gaucherie l'embarrassent. Son bagage est léger sur tous les plans. Il n'a même pas appris à taper à la machine, ce qui est indispensable pour être accepté comme « clerc », c'est-à-dire employé aux écritures. Et son balluchon n'est pas lourd : une chemise au col usé et un pull-over roulés en boule, en plus de ce qu'il porte sur lui, une paire de bottines trouées, cadeau de l'oncle Victor, un pantalon minable avec une corde en guise de ceinture et une chemise à grands carreaux. Mais en fait, en cette année 1943, les Noirs mieux vêtus se comptent sur les doigts d'une seule main

à Kindu, au Maniema, le « pays des mangeurs d'hommes », où Patrice vient échouer. Il y a du chômage à Kindu quand il y débarque, couvert de poussière. Devant la plupart des entreprises, une pancarte et deux mots : « Apana Kazi » — Pas de travail. Lumumba n'a plus un sou en poche, mais la solidarité du clan joue. Un Mutetela n'abandonne jamais un autre Mutetela et le jeune Noir est accueilli par un cousin. D'habitude, au Congo, les gens qui sont recueillis par un cousin ou quelque autre parent s'installent définitivement chez lui et vivent à ses crochets, sans aucun complexe, des mois, voire des années· Pourquoi travailler quand on est assuré du gîte et du couvert, quand il y a du soleil et des femmes? Patrice Lumumba, chose curieuse, n'a pas cette réaction bantoue. Il a soif d'indépendance, il veut vivre sa vie et jamais encore à Kindu on n'a vu un nègre se démener à ce point pour travailler. « Celui-là, avec ses yeux vifs et ses longs doigts, porte pour la première fois un coup à la légende du Congolais paresseux », dit le directeur local du Syndicat minier africain qui, séduit, l'engage sur-le-champ.

A Katako-Kombe, chez son père, au Kasaï, ainsi que chez les missionnaires catholiques et protestants de Tshumbe Sainte-Marie et de Wembo Nyama, le jeune Africain n'a connu que la pauvreté, la misère indicible des Noirs de la brousse. A Kindu, il trouve pour la première fois une petite ville congolaise, et plus de Blancs qu'il n'en a jamais vu. Et, comble de la richesse, les travailleurs africains de la Symetain ont des maisons « en dur », autrement luxueuses que les cases de paille et de boue séchée, les cases de « poto-poto » de la savane. Patrice Lumumba, en 1944, décide que le Maniema est l'antichambre

du paradis terrestre. De plus, il y trouve de nouvelles lectures, la bibliothèque est bien fournie et, chose qu'il n'imaginait même pas, il découvre à Kindu une poignée de Noirs qui comme lui lisent, qui suivent l'actualité internationale en écoutant les bulletins d'information en français de Radio-Congo belge, qui commentent les événements et surtout ont pris conscience de leur valeur personnelle, qu'ils surestiment généralement, il est vrai, Patrice Lumumba s'en rendra bientôt compte.

Pendant quelques mois, il fait devant les autres « évolués » un complexe d'infériorité. Ils se moquent de lui :

— Toi, qui sors de ta brousse, tu ne connais rien.

— Retourne manger ta chikwangue chez ta mère.

Il est timide, effroyablement timide. Mais il serre les dents, se jure de réussir et de faire mieux que ces « intellectuels » dont les préoccupations sont purement matérielles.

Il a maintenant sa maison, et de Tshumbe Sainte-Marie il fait venir Pauline, une Mutetela qu'il aimait depuis longtemps et qu'il peut acheter avec son premier salaire. Pauline ne connaît pas le français, elle ne sait ni lire ni écrire, elle est comme toutes les femmes congolaises, les missionnaires n'ayant pas eu l'occasion jusque-là de s'occuper de l'éducation des filles. L'enseignement, en effet, n'est confié qu'aux missions protestantes et catholiques, qui doivent aussi évangéliser, soigner les malades et parfois tracer des routes et construire des ponts, le tout avec des effectifs réduits dans un territoire d'une étendue correspondant à quatre fois celle de la France. D'ailleurs, les hommes noirs ne tiennent pas encore à avoir

des compagnes savantes. Pour Patrice Lumumba comme pour les autres, la femme est l'esclave qui cultive le champ, fait la cuisine et des enfants.

Le jeune nègre travaille avec acharnement. Il a soif de compliments et d'éloges. Il les guette, les provoque. Il flatte ses supérieurs, cherche à les satisfaire par tous les moyens : quand l'un d'eux cherche une « ménagère », c'est-à-dire une compagne à la peau d'ébène, Patrice n'hésite pas. Il alerte tous ses amis du quartier indigène — le « Belge » comme on dit au Congo — jusqu'à ce qu'ils découvrent la perle rare que lui-même ramène triomphant à ses chefs européens. Refusant toute récompense en argent, il sait qu'il fait le meilleur placement.

Son travail est impeccable. Contrairement aux autres employés, indolents par nature, il prend des initiatives, abat souvent plus de besogne que le Blanc lui-même — ce qui jusque-là était considéré comme parfaitement utopique, le principe du nègre fainéant étant solidement ancré dans les esprits de tous les coloniaux belges. Le soir, Patrice continue à lire. Il écoute la radio, ou se rend au « Cercle des évolués » fondé par les dirigeants de la société pour occuper les loisirs des employés noirs. Son complexe d'infériorité a bientôt disparu. Et comme il jouit de l'appui de ses chefs belges, il devient un membre influent du cercle. Jusqu'à son arrivée, on s'y réunissait surtout pour boire de la Primus, excellente bière congolaise et seule boisson accessible aux Africains, les Blancs s'étant réservé le privilège de consommer de l'alcool et la vente de spiritueux aux nègres étant sévèrement punie. Le cercle était avant tout mondain. L'élite noire s'y réunissait pour imiter — « singer », disaient les colons — les réceptions organisées par les Européens de

l'endroit et fatalement fermées aux Congolais. Ceux-ci s'y donnaient du « monsieur » à longueur de soirée et buvaient énormément, en définitive très satisfaits de leur sort. Quant aux conversations, elles se limitaient aux cancans sur les patrons belges et à l'expression d'un souverain mépris pour les non-évolués, tous ceux qui ne portaient ni col ni cravate. Lumumba, sans qu'on s'en rende compte, donnera en peu de temps une orientation nouvelle à ces soirées dont la vanité l'irrite et le blesse. Pendant des mois, il s'abstiendra d'intervenir dans les conversations sauf pour souffler le froid, d'un mot parfois, sur ces futilités qui l'agacent. Il suffit qu'il dise : « En Afrique-équatoriale française, le gouverneur général Éboué est un Noir, et c'est lui qui, le premier, s'est rallié à de Gaulle. Je l'ai lu hier dans des journaux que mon patron m'a prêtés... » Il suffit de cela pour que les évolués du cercle de Kindu se mettent à rêver tout haut et pour que le débat prenne un vague aspect constructif. Alors, Lumumba écoute religieusement et plus tard il réfléchit à tout ce que l'on a dit.

Il n'a pourtant rien d'un nationaliste à ce moment. Tout au plus est-il un peu jaloux des Européens, de leurs belles femmes, de leurs autos luxueuses, de leurs grandes maisons fraîches et de leurs frigos. Il aurait voulu naître Blanc pour dominer, pour ne pas être timide. Il observe les Belges, examine leur comportement. Il les épie, étudie leurs réactions. Il est frappé surtout par leur vivacité d'esprit, qu'il compare à la lenteur des Noirs. Puis, ses déductions faites, il calque ses attitudes sur celles des Européens, se livre à de véritables exercices pour leur ressembler. Bientôt, dans certains domaines, il les dépassera...

Sous son impulsion, les réunions du Cercle des

évolués de Kindu se modifient. On y discute enfin de choses sérieuses et les Belges qui se soucient incontestablement du développement intellectuel de leurs « protégés » sont les premiers à s'en féliciter. Plusieurs membres du cercle se sont mis à écrire. Ils envoient au *Courrier d'Afrique* à Léopoldville, et surtout à *La Croix du Congo*, un journal missionnaire catholique, des comptes rendus de réunions, des annonces de mariage, de fiançailles, de naissance ou de décès — si ce n'est des articles à la gloire de l'un ou l'autre Européen particulièrement choyé. Patrice Lumumba, lui, songerait plutôt à la poésie. Il s'en préoccupe beaucoup, en cachette, et adresse ses poèmes à *La Voix du Congolais*, mensuel assez médiocre (mais parfaitement adapté à la mentalité indigène) publié à Léopoldville par les soins du Gouvernement général de la colonie. Les poèmes de Lumumba sont très mauvais. Il en compose à la gloire « de notre grand roi Léopold II, bâtisseur d'empire », qu'il remercie d'avoir délivré l'Afrique des ténèbres de l'esclavagisme. Il en écrit sur les bons Blancs qui font vivre les pauvres Noirs, sur la grandeur du travail, sur « Mputu », le pays des Belges, cette Belgique qu'il rêve de connaître et qui passe à ses yeux comme à ceux de tous les Congolais comme la plus grande nation du monde.

A force d'écrire, son style s'affine. Il passe de la poésie à la prose, des éloges aux timides revendications. Sans bien le comprendre peut-être Patrice Lumumba est déjà un nationaliste agissant.

— Pourquoi, écrit-il en 1948, y a-t-il des Blancs qui traitent moins bien leurs Noirs que leurs chiens?

« *Votre charité chrétienne me crispe* »

Ce n'est pas sans hésiter que les responsables de *La Voix du Congolais* et *La Croix du Congo* publient cette prose éloquente. Jamais, au Congo, on n'a vu un Noir aussi impertinent. Dix ans plus tôt, c'eût été la chicotte. Mais les temps changent. Les missionnaires qui dirigent *La Croix du Congo* sont progressistes — « des communistes en soutane blanche », disent les colons — tout comme les fonctionnaires blancs de *La Voix du Congolais*, mensuel du gouvernement que dirige M. Quick, vieil administrateur aux cheveux blancs qu'assiste le jeune fils du gouverneur général Ryckmans, le frère de celui qui mourra héroïquement à Thysville, assassiné par les mutins de l'armée congolaise en août 1960. Tous ces hommes blancs de bonne volonté, comme le gouverneur Pierre Ryckmans, ont, sans se concerter, décidé que quelque chose doit changer, en Afrique belge. Quand il quitte le Congo, qu'il

a géré pendant douze ans, Pierre Ryckmans publie son testament politique où il se prononce en faveur d'une doctrine sociale révolutionnaire et d'une marche à pas redoublés vers l'émancipation des populations indigènes. Le discours qu'il intitule « Vers l'avenir » scandalise les milieux d'affaires qui « puniront » le gouverneur général sortant d'une façon bien simple : ils ne lui donneront aucun mandat dans aucune entreprise coloniale, ce qui est pourtant la tradition. Avant lui, en effet, tous les autres hauts fonctionnaires, un peu souples, ont été récompensés : en général ils deviennent administrateurs de société. Pierre Ryckmans, lui, sera anobli par le roi Baudouin à titre posthume... quand son fils André aura été massacré — certains disent mangé — par les mutins de Thysville en 1960.

Les milieux progressistes accueillent donc avec réticence d'abord, avec enthousiasme ensuite, les textes de Patrice Lumumba. En 1947-1948, il est un des dix Congolais, sur un total de douze millions, qui savent et osent s'exprimer. Lumumba, en outre, est convaincu d'être un ami sincère des Belges, un collaborateur aussi dans le bon sens du terme, de l'administration coloniale.

— Mais entre amis, écrit-il aux dirigeants de ces journaux, il ne peut y avoir de secrets. Je vous dis ce que je pense et ce que des milliers d'évolués pensent comme moi. Félicitez-vous donc de ma franchise.

On s'en félicite, et on l'encourage. Au cercle de Kindu, ses prises de position sont commentées avec passion. Il ne fait pas encore de politique, il aborde les problèmes qu'il connaît le mieux : les relations entre Blancs et Noirs, l'éducation de la femme indigène, l'accession à la propriété foncière. Dans les réunions, il prend rarement

la parole. Il est toujours timide, au fond. Il ne prend conscience de sa valeur personnelle que la plume en main. Cependant le jeune évolué n'a aucun sens des nuances et dans les rédactions à Léopoldville ses textes sont souvent adoucis, épurés, édulcorés de leur charge explosive.

Les Européens de Kindu qui s'intéressent aux Africains, les Blancs pour qui le Congo est autre chose qu'un cocktail permanent ou un court de tennis, continuent à encourager Lumumba et tentent de dialoguer avec lui. N'est-il pas intéressant de savoir ce qu'il pense? Les missionnaires l'interrogent sur les griefs qu'il adresse à l'Église. Il leur faut une bonne dose de patience avant de lui faire livrer le fond de sa pensée. Ce qu'il leur répond? Ceci :

— Votre charité chrétienne me crispe. Pour Dieu, tous les hommes sont égaux, dites-vous. Alors pourquoi y a-t-il deux catégories de croyants, les Blancs qui occupent les premiers rangs à la messe et les Noirs qu'on parque derrière...

Les missionnaires eux aussi, en hommes avisés, ne manquent pas de franchise :

— Tu dois comprendre, Patrice, bien que ce soit pénible. Les Blancs n'aiment pas l'odeur du Noir. La plupart de tes frères ne sont pas des évolués et ne se soignent pas. Ils sentent mauvais. S'il fallait mélanger Blancs et Noirs à l'Église, les Blancs ne viendraient plus.

Lumumba frémit, rétorque agressivement :

— Nous ne faisons pas tant d'histoires, et Dieu sait si nous trouvons, nous, que le Blanc pue. Pour nous, il sent le cadavre. Et si votre religion tient compte des odeurs, gardez-la !

On pardonne à Patrice. Mieux, on commence à l'inviter avec les Blancs dans les réunions restreintes. Il est un peu l'oiseau rare, l'être extra-

ordinaire qu'on montre aux administrateurs de société qui viennent en inspection tous les ans, en juillet et en août — ces « Belgicains » que les coloniaux traitent avec une politesse méprisante et qu'ils appellent les « pèlerins de la saison sèche ».

— Voilà un Noir, leur dit-on, vous voyez qu'on peut faire quelque chose, parfois, des Congolais. Dis quelque chose à M. X..., Patrice.

Et Patrice parle, de sa voix basse. Il parle de son peuple, remercie pour les réalisations, dit les choses agréables que ses interlocuteurs désirent entendre. Il sait maintenant, et il saura de plus en plus, comment on flatte les hommes et les avantages qu'un nègre habile peut en retirer. De temps en temps, quand il y est invité, il a un accès de franchise illimitée et alors il n'hésite pas à choquer par sa grossièreté, mais en général il est d'une politesse et d'une serviabilité exquise.

— Seuls les vrais charmeurs, confiera-t-il plus tard à un ami européen, peuvent impunément cracher à la figure de leurs chefs. A condition, évidemment, de ne pas le faire trop souvent.

Au Cercle des évolués, son exemple porte ses fruits. On y boit un peu moins, on y réfléchit davantage, des vocations s'y ébauchent. Le club deviendra une véritable pépinière de jeunes nationalistes. Mais en attendant, tous ces évolués n'ont qu'un objectif : obtenir la « carte d'immatriculation », récompense suprême créée en 1948 par l'administration belge. Les Noirs immatriculés sont des citoyens à part entière; ils ont les mêmes droits que les Européens. Pour recevoir cette carte, l'Africain doit passer une série de tests et subir une période d'essai, de rodage. Il doit être parrainé, agréé par les services judiciaires, avoir des revenus suffisants, bref : prouver

qu'il sait vivre moralement et matériellement comme un Blanc. L'examen est impitoyable, on s'en doute, mais grâce à son charme naturel, Lumumba jouit d'appuis considérables. Ses employeurs, les autorités administratives et les missionnaires tiennent à ce qu'il brille. N'est-il pas le symbole d'une classe montante qu'il faut favoriser? Sans appuis d'ailleurs, Lumumba n'aurait pas passé l'examen, car le tribunal de Stanleyville qui doit se prononcer sur son cas rejette l'immatriculation. Motif : « Immaturité du postulant ». Des Blancs interviennent en sa faveur et la cour d'appel de Léopoldville réforme le jugement de Stanleyville. Enfin le pas est franchi. L'évolué en est assez fier. Son diplôme et sa nouvelle bicyclette font tout son orgueil du moment. Une nouvelle étape de sa vie commence.

Lumumba, maintenant, veut sortir du Maniema, prison dorée. Déjà, Kindu lui paraît étriqué. Les journaux de Léopoldville et ceux qui viennent de Belgique et que ses patrons lui prêtent, lui parlent de cieux plus cléments. Léopoldville, capitale de cent cinquante mille âmes (qui va tripler sa population en dix ans), c'est, pour tous les Congolais de l'intérieur du pays la ville lumière, le Paris dont on rêve. Léopoldville, c'est la Mecque des évolués et le commis aux écritures de Symaf-Symetain n'éprouve aucune peine à s'y faire envoyer. Il s'est lié d'amitié avec un fonctionnaire des P.T.T. de Kindu, qui le signale à la direction générale des Postes à Léopoldville. La réponse est immédiate :

— Nous avons besoin de jeunes agents congolais intelligents. Votre protégé est d'autant plus digne d'intérêt que vous affirmez qu'il parle, outre le français, le tshiluba, le lingala et le

swahili. Il nous manque des éléments de valeur à envoyer dans les provinces de l'Est.

Patrice a, en effet, le don des langues, et même un don peu commun. Il y a, au Congo, deux langues véhiculaires : le lingala, idiome de la Force publique (l'armée) que l'on entend tout le long du fleuve Congo entre l'embouchure et Stanleyville; le swahili, qui se parle dans l'est du pays, dont le Katanga, mais qui se comprend aussi du Cap au Caire. Au Congo peu de Noirs parlent à la fois l'une et l'autre langue véhiculaires. C'est donc un atout précieux qui fait accepter avec enthousiasme la candidature du jeune Mutetela et qui, plus tard, servira sa carrière politique.

Quand il débarque à Léopoldville, il retrouve son oncle, Victor Lundula, toujours sergent-major. « Un soldat d'élite », disent ses chefs. Lundula est de passage au camp militaire, le « camp Léopold » qui, au lendemain de l'attaque de l'ambassade ghanéenne en 1960 par les troupes du colonel Mobutu, sera rebaptisé « camp Colonel-Kokolo », l'officier congolais abattu par les casques bleus.

Patrice ne peut pas loger chez son oncle au camp militaire, mais le mécanisme bantou joue de nouveau : des frères de race, des Batetelas, l'hébergent en attendant qu'il trouve à louer une natte dans une maison. La crise du logement est épouvantable dans la cité-champignon qu'est la capitale congolaise. Le ministre belge des Colonies, M. Pierre Wigny, vient de mettre sur pied un plan qui prévoit la construction d'un très grand nombre d'habitations pour les indigènes, mais l'invasion de Léopoldville par les Noirs de la brousse est telle que la crise ne cesse de s'aggraver. Fort heureusement, Lumumba

n'est pas exigeant. Il a laissé sa femme et son petit garçon à Kindu. Il est seul, prêt à des sacrifices considérables pour réussir. A peine regrette-t-il la confortable maison en « dur » qu'il occupait au Maniema : Léopoldville offre bien d'autres avantages.

Émerveillé, Patrice erre dans les rues de la capitale. Il découvre un monde nouveau qu'il devinait confusément, certes, mais dont il ne mesurait pas la réalité. La ville s'étend le long du Stanley Pool, sur plus de douze kilomètres, et baigne dans une somptueuse végétation. Au bord du fleuve, la ville blanche où les Noirs ne peuvent entrer que pour travailler. A l'intérieur, le « Belge », la cité noire, séparée de la capitale européenne par l'avenue du Général-de-Gaulle. Dans le plus vieux quartier du « Belge », les cases sont misérables : c'est la lèpre des bidonvilles, mais plus loin, au-delà de la tranchée Cabu, le plan décennal a fait son œuvre. Grâce à l'Office des cités africaines, grâce à l'Otraco — l'Office des Transports où l'État détient la majorité des actions — grâce aussi à certains employeurs européens qui connaissent une prospérité sans pareille, des maisons claires et riantes se dressent dans de petits jardins. Ces maisons valent en confort celles de la Symetain, à Kalima. Le cœur de Lumumba déborde de reconnaissance : les Belges lui paraissent pleins de bienveillance pour les Congolais. Ils les logent — le contrat de travail prévoit que l'employeur héberge ses travailleurs; ils les nourrissent — le patron doit à son employé une ration hebdomadaire en argent ou en vivres. Patrice se sent humble et minuscule devant tant de sollicitude. Bien qu'elle l'atteigne dans sa dignité de nègre, qu'il brandira si souvent lorsqu'il aura conquis le pouvoir, il comprend ce

que signifie la phrase rituelle des travailleurs qui s'adressent à leur patron :

— Blanc, tu es mon père et ma mère...

Le jeune Mutetela se sent Belge, plus Belge que jamais quand ses frères de race lui font traverser le fleuve à bord d'une vedette de la Fima pour visiter Brazzaville. La capitale de l'A.E.F. est une belle au bois dormant. Rien n'y bouge, rien n'y trouble une apparente léthargie. A côté de Léopoldville, elle fait figure de sous-préfecture. C'est Angoulême comparée à Paris. Lumumba, le soir, rentre chez lui et le lendemain il fait part de ses impressions au directeur des Postes, M. Wery :

— On est fier d'être Belge quand on rend visite aux voisins !

Car il est sincère. Naïvement, certes, mais il l'est. Il veut collaborer avec les Belges, les aider à bâtir son pays. Il le pense. Il l'écrit dans les articles qu'il donne à *La Voix du Congolais* et à *La Croix du Congo*. Il le dit aux Blancs et aux Noirs qu'il rencontre dans les rédactions de ces deux publications. Arrivant de l'intérieur, primitif, il est rempli d'enthousiasme et d'une admiration sincère pour l'œuvre belge. Assez vite cependant, l'amertume, s'emparera de lui et son âme se serrera avec une même sincérité. Un dimanche, un mois après son arrivée à Léopoldville, il déambule en rêvant dans les rues de la ville blanche. Distrait il bouscule une Européenne. Il n'a pas le temps de s'excuser que sa « victime » s'écrie :

— Tu ne peux pas faire attention, sale macaque?

Pour un Congolais, c'est l'injure suprême. Pour Lumumba, c'est une révélation. Jamais on ne l'a traité ainsi à Kindu où tous les Blancs sans

exception le connaissaient et l'estimaient. Il est « immatriculé », il est donc l'égal de cette femme blanche. De quel droit...

Et soudain, il constate qu'immatriculé ou non, il ne sera toujours qu'un nègre aux yeux des Blancs. Il s'en ouvre aux missionnaires et au directeur blanc de *La Voix du Congolais*. Ils sont émus de sa déception :

— Tu as raison, lui disent-ils. L'immatriculation, c'est de la poudre aux yeux. En théorie, tu as tous les droits et le gouvernement devrait être félicité de sa politique progressiste. Mais tu viens de constater qu'on ne renverse pas la barrière raciale à coups de décrets. Elle est dans les cœurs, les lois ne l'en extirperont pas de sitôt. Il y faudra du temps, Patrice. Beaucoup de temps.

Un grand rêve s'effondre comme un mur qui soutenait un précieux édifice. Le réveil est à la mesure de l'espoir déçu. Dans l'esprit de Lumumba, l'immatriculation, c'est-à-dire la promotion sur le plan humain, ce n'était pas seulement, ce n'était pas surtout des contacts amicaux avec les Européens, la prohibition obligatoire et définitive du trop célèbre « macaque ». Ce n'était pas de s'asseoir ensemble devant une même table et les mêmes alcools. C'était, à juste titre, l'égalité dans les possibilités (enseignement, propriété foncière, crédit, organisation d'un droit civil et d'un droit successoral), devant l'autorité (justice égale à tous), dans la dignité (suppression des mesures de discrimination raciale), dans la liberté (libertés fondamentales). Maintenant, il ne croit plus au papier qu'il a dans sa poche. Que lui apporte l'immatriculation? Elle n'empêchera pas des femmes blanches de l'insulter. A supposer que, dans la ville européenne, il aille s'asseoir à la

terrasse de l'hôtel A.B.C., le long du fleuve, on tentera de l'expulser grossièrement. Dans la meilleure perspective, on le tolérera peut-être s'il parvient, en exhibant sa carte comme un laissez-passer, à prouver qu'il jouit en principe des mêmes droits que ceux des Blancs. De plus, s'il brave tous ces obstacles, ne l'accusera-t-on pas d'être un provocateur, une mauvaise tête? Tout cela pourrait nuire à sa carrière. Mieux vaut se résigner.

C'est ce que lui conseillent les autres immatriculés de Léo. Ils ont constitué un « Cercle des immatriculés ». Tous sont aigris, amers. Depuis qu'ils bénéficient, si l'on peut dire, d'un statut nouveau, ils ont pris conscience de ce que Lumumba, après Richard Wright, appellera la « négritude ».

— Nous ne sommes pas Européens, disent-ils, et nous ne le serons jamais. En outre, le statut d'immatriculé nous sépare des autres Congolais qui nous prennent pour des snobs, voire pour des traîtres à notre race. Il ne faut pas que le fossé se creuse entre les autres évolués et nous. Sinon, nous nous retrouverons seuls, effroyablement seuls. Nous aurons beau être l'élite comme on dit, nous n'en serons pas moins les plus malheureux des nègres. Fais comme nous, Patrice, oublie que tu es immatriculé, ne le clame pas sur tous les toits. Sauf si c'est pour en tirer, chez les patrons blancs, un quelconque avantage.

Lumumba suit ce conseil, mais il est déprimé. Il a perdu ce qui était à l'époque sa plus grande illusion. Comment retrouver la paix intérieure? En travaillant avec acharnement à l'école des P.T.T. où ses progrès sont considérés comme remarquables. Aux heures creuses, il continue à lire énormément, mais de l'avis de ses profes-

seurs blancs il lit trop vite, il digère mal ses lectures. Comme il se sent isolé et que, par ailleurs, il n'a pas de logement agréable, il sort beaucoup. Au « Belge » de Léopoldville, la vie nocturne est agitée, nerveuse comme dans les grandes métropoles. Patrice court les cabarets, fait de l' « O.K. bar » son quartier général, séduit les filles qu'il impressionne par sa taille, par son physique ascétique, par une sobre élégance et par son langage habile. C'est aux filles, en somme, qu'il tiendra ses premiers discours. Elles n'y comprendront rien, mais qu'importe : elles l'écoutent, sidérées. Ses aventures galantes sont innombrables. Il est Casanova sans le savoir, mais il n'y attache aucune importance : les femmes sont agréables et c'est tout. Ses ambitions véritables sont ailleurs.

Un peu plus d'un an après son arrivée à Léopoldville, Lumumba est appelé à la direction des Postes à Kalina, le quartier administratif de la capitale.

— Assieds-toi, lui dit le directeur.

C'est un honneur qu'on lui fait, car les indigènes restent toujours debout en présence du Blanc quand celui-ci ne les reçoit pas sur la « barza », la terrasse. C'est encore l'époque où, à la Poste et dans les services publics, les employés sont tenus de servir les Européens avant les nègres, ceux-ci seraient-ils des évolués; l'époque où les Noirs ne sont pas admis dans les magasins et où l'on ne daigne les servir que sur le pas de la porte, si ce n'est à un guichet spécial.

— Patrice, dit le directeur, tu es un bon élève. Tes professeurs l'affirment. Tu as obtenu quatre-vingt-dix-sept pour cent des points aux derniers examens. Aussi avons-nous décidé de te confier une fonction de prestige. Il nous faut un compta-

table à l'Office des chèques postaux à Stanleyville. Cela te va?

Lumumba est séduit. La carrière de fonctionnaire s'ouvre enfin devant lui. S'il accepte, il deviendra l'un des évolués les plus en vue du chef-lieu de la Province-Orientale. Il n'hésite pas. Dès le lendemain, il s'embarque à bord du *Général Olsen* à destination de son nouveau poste. Sa qualité d'immatriculé devrait lui valoir une cabine à bord du bateau, mais, pure coïncidence, toutes les cabines sont occupées. Il voyage donc sur le pont avec les autres nègres.

A Stanleyville, il retrouve Pauline et ses deux petits garçons. On lui donne, au quartier de Mangobo, une belle maison qui baigne dans les bougainvillées. A la poste il est considéré. Mais il ne restera pas longtemps dans cette ville. Il y a un remplacement à faire à Yangambi, dans la même province, où se trouve le siège principal de l'I.N.E.A.C. — l'Institut national pour l'étude de l'agriculture au Congo. A Yangambi plus qu'à Stanleyville encore, Patrice Lumumba est un petit roi. Il y débarque avec l'auréole de celui qui est allé à la Mecque de tous les Noirs : la capitale. Les évolués de l'endroit, et ils sont assez nombreux à l'I.N.E.A.C., lui demandent de décrire ce qu'il a vu à Léo, comment on y vit, comment les Blancs s'y comportent. Le petit commis des postes, pour la première fois, prend la parole en public et, à sa stupéfaction, constate qu'il captive ses auditeurs. Il marmonne d'abord, puis se dérouille, s'emballe, atteint vraiment à l'éloquence. Ses exposés sont chaleureusement applaudis, il découvre une corde nouvelle à son arc et se promet bien de l'exploiter.

Il voit rarement les Belges de l'I.N.E.A.C. : ils vivent entre eux, repliés sur eux-mêmes, sont

pour la plupart corrects et aimables. Ce sont des chercheurs, des agronomes, des chimistes.

— Des gens bien élevés et intelligents, dira-t-il plus tard en racontant sa vie. Ce n'étaient pas des « petits Blancs ». Car à l'époque, je faisais déjà la distinction entre les Belges d'une certaine classe sociale et d'une certaine éducation — qui se comportaient dignement et nous respectaient — et ceux venus au Congo alors qu'ils n'étaient rien en Belgique. Ceux-ci se conduisaient odieusement. Pour eux, tous les Noirs étaient des macaques et les évolués — plus intelligents qu'eux — en premier lieu. Leurs femmes étaient plus dangereuses encore. Paresseuses, servies par des boys alors qu'en Belgique elles allaient elles-mêmes faire les ménages des autres, elles se prenaient pour des duchesses en Afrique. Nous insulter était pour elles un passe-temps, et en tout cas un défoulement.

Sans doute Lumumba, qui nuance très peu, exagère-t-il. Mais il est évident que ce sont les « petits Blancs » qui ont détruit toute l'œuvre de rapprochement humain accomplie par beaucoup de Belges de bonne volonté.

A Yangambi, toutefois, « ce sont de bons Blancs ». Et aux yeux des Congolais, le commis des postes est un caïd. Il gagne plus que la plupart d'entre eux : cinq mille francs par mois — l'équivalent de cinq cents nouveaux francs — la moitié environ de ce que gagne un commis européen. Les autres employés dépassent rarement les trois mille ou quatre mille francs. Il n'empêche que Patrice vit difficilement. Il a des besoins que les autres « clercs » n'ont pas encore : il veut acheter des livres, être élégant, avoir la radio, recevoir des amis pour discuter avec eux des problèmes du pays. Son salaire ne

lui suffit plus et l'argent qu'il manie par pelletées à la poste lui brûle les doigts. Il chaparde des timbres par-ci par-là, oublie d'inscrire un virement, dissimule un billet de cent francs. Ne se croyant pas malhonnête, il n'a guère de remords. Prudent, il calcule minutieusement, fût-ce pour des larcins dérisoires, les chances d'être pris. Il n'est pas prêt à briser sa carrière, qu'il veut brillante, pour des peccadilles. Il a besoin d'argent aussi parce qu'il a une liaison avec Emma, une jolie Noire aux yeux d'amande qu'il a fait venir de Bumba. Emma aime les beaux pagnes et affole Patrice. Elle lui coûtera cher et, finalement, heureusement pour lui, l'abandonnera pour devenir la « ménagère » d'un commerçant grec d'Aketi.

Les mois passent. Le jeune Mutetela vit bien. Il a acheté des lunettes qui lui donnent l'air distingué. Les Blancs se moquent de lui, prétendent que ce sont des « lunettes d'apparat » faites de verre à vitre. C'est faux. Lumumba est myope et ses lectures effrénées, le soir, à la lueur d'une lampe à pétrole, ont abîmé ses yeux. Par contre il est vrai que ses lunettes ajoutent à son prestige. A la poste, ses chefs l'admirent, le congratulent, mais se méfient. Le commis Patrice fait tout, sait tout. Il est capable de diriger le secteur postal aussi bien qu'un Européen, mais il y a dans les comptes des trous inexplicables. Il y a des fuites que personne n'est capable de déceler mais qui se devinent. Est-ce Lumumba? On n'ose même pas lui en parler. Mais quand, après plusieurs mois, il rentre à Stanleyville, le remplacement terminé, un dossier secret le suit qui dit en substance : « Élément remarquable, collaborateur de très grande valeur. Mais sa moralité et son honnêteté laissent à désirer. »

Le directeur des Postes du chef-lieu de la Province-Orientale est irrité. Il n'a qu'une fonction à conférer à Lumumba : comptable aux Chèques postaux. C'est dire que Lumumba se précipite en quelque sorte dans la gueule du lion. « Il va de soi que je vais être volé, décrète le directeur, mais je suis bien obligé de courir le risque. » Les cadres et les budgets ne prévoient pas, pour cette fonction, la désignation d'un Blanc et chez les Noirs Lumumba est seul à la hauteur. Pendant des mois donc, le directeur se montre d'une vigilance exceptionnelle. A tout bout de champ, il procède à des sondages. Tout est régulier.

— Ils se sont trompés à Yangambi, dit-il au procureur du roi. Je suis prêt à confier mon portefeuille à cet évolué. Il est trop intelligent pour se « mouiller ».

Lumumba ne se mouille pas. Bien trop malin. L'espace de quelques mois, il réduit son train de vie. De toute façon, il n'a plus Emma. Le soir, il lit et il écrit. Des articles et des lettres qui partent vers l'Europe, où il prend contact avec des organisations professionnelles et politiques. Il s'occupe aussi d'associations locales et devient le directeur de l'Assanef (l'Association des anciens élèves des écoles des frères), malgré le fait qu'il n'ait jamais étudié chez les Frères, mais bien chez les pères passionnistes. Il voit beaucoup de monde, devient très populaire.

Petit à petit, il se sent moins surveillé et, comme à Yangambi, il « complète » ses revenus à la poste. Son patron, M. Roger Tavernier, ne voit rien, mais se doute de quelque chose. Quant le procureur du roi l'interroge sur l' « immatriculé » Lumumba — car les immatriculés sont suivis tout au long de leur carrière —

M. Tavernier rédige un rapport secret dans le style de celui de Yangambi : « Très bien, exceptionnel même, mais moralité et honnêteté à surveiller. » En bon fonctionnaire, il fait parvenir ce pli confidentiel par la voie hiérarchique, c'est-à-dire qu'il l'envoie par porteur au directeur provincial des Postes qui se chargera de transmettre la note au procureur du roi. Mais la note est à peine partie que Patrice Lumumba fait irruption dans le bureau de M. Tavernier et l'apostrophe avec indignation :

— Vous avez brisé ma carrière en envoyant ce rapport. C'est un mensonge, vous le savez bien. Vous êtes incapable de prouver vos accusations !

Puis il sort en claquant la porte. Consterné, M. Tavernier téléphone au directeur provincial des Postes pour savoir comment son rapport confidentiel a pu être porté à la connaissance de l'évolué vingt minutes après son expédition. M. B. se montre formel :

— L'indiscrétion ne s'est pas commise dans mes services. Votre Lumumba est vraiment très fort.

M. Tavernier rappelle Lumumba, l'apaise et lui donne sa parole : il adoucira le rapport. Le même jour, il adresse au procureur du roi un addendum pour souligner que les faits reprochés à Patrice Lumumba remontent à deux ans et qu'ils se sont déroulés à Yangambi.

A Stanleyville donc, rien n'a encore été découvert. Le rapport ne modifie en rien la vie de Lumumba, toujours bien noté et très actif. Le soir, à son domicile, les évolués et les travailleurs défilent. Certains l'appellent « monsieur l'Avocat ». Ils lui demandent de trancher leurs palabres, d'écrire à leurs parents ou à leur fiancée, de leur

obtenir des prêts ou des augmentations. Le voilà bientôt président provincial de l'A.P.I.C. — l'Association du personnel indigène du Congo — espèce de syndicat créé à Léopoldville en 1946 pour la défense des intérêts des agents noirs de l'administration.

Le moment est venu de se lancer dans la politique. Au lendemain de la guerre, les syndicats belges se sont introduits au Congo, les syndicats chrétiens d'abord, les syndicats socialistes F.G.T.B. ensuite. Ces deux organisations rivales ont mordu sur le Congo : ce sont des puissances avec qui il faut compter. La première appuyée par les missionnaires, la seconde par les laïcs progressistes, la C.S.C. et la F.G.T.B. luttent à couteaux tirés dans leurs surenchères. Dans ces syndicats, les postes de commandement sont pris. Mais le syndicalisme a fatalement introduit une certaine politisation annexe, les syndicats chrétiens représentant en quelque sorte le Parti social chrétien de Belgique (P.S.C.), la F.G.T.B. le Parti socialiste belge (P.S.B.). Reste le parti libéral belge — formation politique assez réactionnaire n'ayant rien de commun avec les « libéraux » en France — qui n'est pas encore représenté. En 1954, à Bruxelles, un gouvernement socialiste-libéral est constitué et le portefeuille des Colonies est confié à un libéral M. Auguste Buisseret. Une ère nouvelle s'ouvre pour le libéralisme au Congo qui jusque-là s'était presque toujours trouvé sous le contrôle de politiciens catholiques. Le président de l'A.P.I.C. de Stanleyville entrevoit les immenses possibilités d'une action plus large. Il fonde avec des Européens aussi opportunistes que lui la section provinciale du Parti libéral à Stanleyville. Il va de soi qu'il en sera proclamé vice-président.

En 1955, quelques mois avant le voyage triomphal du roi Baudouin en Afrique, l'ascension du modeste commis des Postes se précise. Les Blancs disent déjà :

— Patrice Lumumba, c'est quelqu'un à Stanleyville.

Je n'ai pris que l'argent volé par les Belges

Les activités de Patrice Lumumba ne cessent de croître. Vice-président du parti libéral, il multiplie les réunions et fait distribuer par les jeunes les pamphlets qu'il rédige lui-même. Les jeunes sont séduits par son éloquence et son dynamisme. Ils affluent au parti libéral, à la stupéfaction du ministre libéral des Colonies et des syndicalistes chrétiens et socialistes qui en éprouvent des craintes fondées. Il y a un non-sens dans ce succès. En Belgique, le parti libéral a la réputation d'être le « parti des vieux » et de s'éteindre lentement. Son conservatisme n'est plus d'époque; ses théories sont périmées. La jeunesse belge vote social-chrétien ou socialiste. Or, au Congo — ou tout au moins à Stanleyville, fief de M. Lumumba (car les Belges de la métropole lui disent « monsieur ») — c'est tout le contraire : contre toute logique, les jeunes se font libéraux... En fait, les jeunes libéraux de

Stanleyville sont des « lumumbistes » avant la lettre, et rien d'autre.

Patrice Lumumba, petit à petit devient un nationaliste fervent. Le glissement s'est opéré insensiblement mais irrémédiablement, mais ni les Européens ni les Congolais ne le réalisent tout à fait. Lumumba lui-même le sait-il? Mesure-t-il déjà le chemin parcouru? Ses campagnes ne se limitent plus à des revendications d'ordre matériel — « à travail égal, salaire égal », retraite pour le travailleur, statut des fonctionnaires et des employés. La métamorphose s'accomplit : il fait naître parmi les évolués des aspirations idéologiques; il souhaite l'égalité des races, il exalte la fierté nationale.

C'est l'époque aussi où, en marge de l'A.P.I.C. que Patrice Lumumba préside, les employés indigènes des Postes créent leur propre association destinée à défendre leurs intérêts : l'A.P.I.P.O., c'est-à-dire l'Association des postiers indigènes de la Province-Orientale. On cherche un président. Tout naturellement Lumumba apparaît comme un *deus ex machina*. Son chef européen, M. Roger Tavernier, s'inquiète. L'un des premiers, il comprend que son protégé s'est véritablement lancé dans la politique et que toutes les organisations qu'il préside en ont fait un « homme fort ». M. Tavernier décide donc qu'il faut noyauter la nouvelle A.P.I.P.O. Il convoque le président :

— Patrice, lui dit-il, tu sais que les Blancs de la poste sont tes amis et qu'ils aiment les Noirs. Nous voudrions entrer à l'A.P.I.P.O. pour vous aider. Après tout, nous sommes des postiers au même titre que vous, les Congolais.

Derrière les lunettes du Mutetela, les yeux brillent. Il a compris le manège. Il en est ravi,

parce que d'abord c'est un hommage rendu à sa nouvelle personnalité et qu'ensuite la caution des Blancs peut lui obtenir certains avantages. Aussitôt dit aussitôt fait : M. Tavernier devient son vice-président, ce qui lui permet de le traiter (presque) sur un pied d'égalité. L'un est le chef au bureau, mais l'autre est patron à l'A.P.I.P.O.

C'est vers ce moment que se situe le périple africain du roi Baudouin. Voyage utile, car les Noirs ne savaient plus très bien qui était leur roi. Jusqu'en 1945, on leur avait chanté les louanges du roi prisonnier, Léopold III. Puis on leur avait distribué des photos du frère du roi, le régent Charles, qui en 1947 parcourut le Congo où on le présenta comme le chef de l'État, sans expliquer que c'était provisoire. En 1951 enfin on leur avait dit que Charles était parti, que Léopold s'en allait à son tour et que Baudouin, qui avait régné pendant un an comme prince royal, montait sur le trône. Pour des esprits noirs, et lents, cela faisait beaucoup de grands chefs en peu de temps. Mais il y a un autre motif au voyage de Baudouin. L'avènement en 1954 d'un ministre libéral des Colonies a introduit dans la colonie une querelle scolaire d'une certaine ampleur. Jusque-là, les missions catholiques et protestantes dispensaient l'enseignement, tant aux Blancs qu'aux Noirs, pratiquement en exclusivité. M. Buisseret, anticlérical avant tout, a décidé de développer l'embryon d'enseignement officiel qui existe pour les Blancs et d'en faire bénéficier les Africains. A quoi les chrétiens rétorquent que tous les moyens existants, tout le potentiel scolaire confessionnel doivent être utilisés pour réaliser « à moindres frais » la formation accélérée des élites et des cadres. L'enseignement d'État, disent-ils, coûte plus cher que celui des missions,

et c'est donc gaspiller que de le développer.

La concurrence des enseignements fait désormais partie du système congolais. Rapidement elle cessera d'être simplement l'affaire des Blancs qui s'entêtent dans des conceptions opposées. A travers cette faille du front commun des colonisateurs, le colonisé pousse ses avantages. Courtisé par les socialistes, objet des prévenances des libéraux, retenu aux basques par les chrétiens, il se dit qu'après tout le moment est venu de s'exercer à son jeu personnel. Le démon de la politique pénètre l'homme noir, il est déjà trop tard pour l'exorciser, d'autant plus que la pression anticolonialiste extérieure agit sur le Congo. Cela vaut pour les évolués. La masse, elle, reste attachée à des considérations plus sommaires : augmentation périodique des salaires, droit de propriété, crédit à la construction, intensification des cultures vivrières. Mais enfin, il y a désormais un malaise congolais. Dès lors, se posera très vite le vrai problème racial : la séparation des races, et le vrai problème social : le niveau de vie des masses. La crise économique qui commence après une prospérité considérable ne facilitera pas leur solution.

Le gouverneur général Petillon est un composé bizarre de rêveur et de progressiste. Il entend situer le Congo dans un monde qui lentement se forge, un monde où le colonialisme n'aurait plus de place. Son idée, c'est d'instituer la « communauté belgo-congolaise », mais il lui faut une caution majeure, irrécusable, et qui s'impose d'emblée aux deux races : celle du jeune roi des Belges, qui est aussi le roi au Congo. Présentées par le roi, des idées novatrices s'imposeront d'autant plus facilement, songe-t-il. Le voyage royal sera donc quasiment son œuvre personnelle

et le gouverneur général y prendra figure de grand vassal présentant à son suzerain le plus immense et le plus riche de ses fiefs. C'est de ce périple que date, entre les deux hommes, l'amitié sincère, mais peut-être scellée sur une utopie, qui conduira bientôt le gouverneur général au fauteuil de ministre du Congo.

Dès le 1er juin 1955, la réussite du voyage semble éclatante. L'accueil des Noirs est délirant. L'opinion est déjà générale que le roi apporte un message favorable au peuple et que ce message est son œuvre personnelle : le pays, d'un coup, s'installera dans un régime nouveau. Les plus exaltés annoncent la suppression des impôts et la semaine des quatre dimanches.

Pendant trois semaines, c'est pour Baudouin Ier le triomphe. Des scènes étonnantes se déroulent sur son parcours. Et pour les Belges, comme pour les Congolais de 1955, apparaît l'image combien douce à leur cœur d'un jeune garçon qui, renfrogné dans sa pluvieuse Belgique, apprend à sourire pour la première fois de sa vie. C'est le jeune chef sanglé dans son uniforme immaculé, tendant les bras à deux enfants de races différentes qui lui présentent ensemble, de leurs mains mêlées, un même bouquet tricolore. Ce roi voit venir à lui l'enfant nu des collines de l'Urundi criant aux échos des montagnes le prénom de son souverain, le piroguier de Yangambi allant les bras en croix, sur le fleuve désert, à la rencontre de son roi. C'est enfin le festival de folklore qui partout l'accompagne et, dominant l'ensemble, la joie de vivre des indigènes qui montre à tous l'Afrique du sourire.

Au comble du bonheur, du moins peut-on l'imaginer, le roi débarque à Stanleyville, terme du voyage. Stanleyville est la dernière étape

avant Bruxelles qui réserve à son tour un accueil triomphal à celui dont elle a suivi l'épanouissement durant ses trois semaines exotiques. Dans le chef-lieu de la Province-Orientale, Baudouin reçoit les Européens, mais aussi — comme dans les autres grands centres — les notables indigènes, les chefs coutumiers emplumés qui lui offrent les cadeaux traditionnels, et la jeune génération d'évolués, au premier rang de laquelle on note le vice-président du parti libéral M. Patrice Lumumba, président de l'A.P.I.P.O. et président provincial de l'A.P.I.C. Pour la première fois dans l'histoire du chef-lieu, Blancs et Noirs sont réunis dans une même réception. Dans les jardins de la résidence du gouverneur Schœller, des Européens étudient non sans étonnement cette poignée d'Africains « qui détonnent dans ce cadre ». Lumumba jubile. S'étant frotté au roi, il gravit un nouvel échelon de la hiérarchie sociale.

Les présentations faites, quelques Noirs — ceux qu'on montre — sont en effet ramenés auprès du roi. Baudouin semble séduit par Lumumba qui, renonçant à toute timidité, parle avec une franchise absolue des problèmes qui se posent aux évolués. Il est éloquent, et le roi ne cesse de poser des questions auxquelles il répond sans hésiter, agitant ses longues et belles mains aux paumes roses. Le roi lui parle des relations entre les races, du coût de la vie, des aspirations du peuple. Le dialogue se prolonge.

Dans les jardins de la résidence, au bord du fleuve et au milieu des bougainvillées, le roi évoque-t-il pour Lumumba des lendemains qui chantent? Le commis des Postes, lui aussi, est séduit par son interlocuteur qui a le même âge que lui et qui, comme lui, est plein d'enthousiasme. Baudouin explique son plan — celui de M. Petil-

lon en fait — tel qu'il l'a exposé dans un grand discours-programme prononcé devant plus de cent mille Congolais au stade qui porte son nom à Léopoldville. Dans ce discours, il avait déclaré qu'au Congo la souveraineté belge s'exercerait sans partage, que l'exercice de cette souveraineté dans sa totalité était le droit et le devoir d'un colonisateur conscient de ses responsabilités, qui étaient essentiellement de rassembler deux races en un même État. Une seconde idée-force allait être développée par le gouverneur général en son discours inaugural du Conseil du gouvernement : la Belgique s'engage à poursuivre une politique d'association dont le but est d'amener progressivement les indigènes à diriger eux-mêmes, mais avec les Belges, ce pays dans une égalité complète des droits et des obligations, les seuls critères de différenciation ne pouvant résulter que des capacités de chacun à exercer ceux-là et à supporter celles-ci. La doctrine coloniale belge dégagerait ainsi, au terme d'une longue et nécessaire période d'empirisme, ses traits essentiels : droit du colonisateur à rester toujours présent dans le cadre des institutions nouvelles que permettrait l'évolution; association du colonisé au colonisateur toujours plus étroite se réalisant dès à présent avec ceux des indigènes, si peu nombreux soient-ils, qui ont démontré leur aptitude à l'égalité des droits et des devoirs. Finalement, réalisation d'une communauté belgo-congolaise, profondément originale. Jusqu'alors, on poursuivra la construction d'une démocratie économique et sociale, préface nécessaire d'une démocratie politique.

Tout cela, le roi l'expose donc à Patrice Lumumba dans les jardins de la résidence de Stanleyville, en juin 1955, au crépuscule. Le Noir

approuve, de tout son être. Dans les paroles du roi, il a senti de la générosité, de la grandeur d'âme. Quelque chose, se dit-il, va changer dans la vie des nègres.

Et c'est à ce moment, pour la première fois, qu'il est fier de sa race, de son pays, de son fleuve qui l'enlace comme un serpent majestueux.

Au lendemain de la visite royale, Lumumba découvre que son prestige a grandi. Au « Belge », et surtout dans le quartier de Mangobo où il habite, les autres Noirs le saluent bas. Il est l'homme qui a parlé avec le roi, celui qui connaît sa pensée secrète. Il reçoit des lettres de ses amis de Yangambi qui lui demandent : « Que t'a dit le roi? Que compte-t-il faire de nous? » A la poste, les Européens — qui n'ont pas eu l'occasion d'un aussi noble entretien — accusent leur jalousie et leur envie. Seul son chef, M. Tavernier, se réjouit sincèrement de l'honneur fait à son commis. En quelques heures, le roi des Belges a consacré la gloire du policitien naissant.

Politicien, il le sera bientôt jusqu'au bout des ongles. Il lit de plus en plus maintenant et il ne dévore plus n'importe quoi. Les questions africaines le préoccupent, il veut savoir ce qui se passe dans les autres colonies. Il apprend l'existence de Kwame N'Krumah, qui devient Premier ministre du Ghana le jour même où il sort de prison. Tout cela exalte Lumumba qui lit aussi Richard Wright, ce nègre américain qui a quitté le parti communiste dont il condamne « le caractère inhumain sur le plan racial et sur d'autres plans ».

La lecture de *Puissance noire* de Wright et d'autres livres d'une même inspiration contribue à faire de Lumumba un nationaliste à toute épreuve. Mais il n'est pas encore antibelge. Au

contraire, son amitié avec les Blancs croît. Il lui arrive d'être reçu chez certains d'entre eux et ses chefs le respectent — ce qui ne signifie pas nécessairement qu'ils ont tous leurs apaisements quant à la comptabilité des chèques postaux, où, étant devenu chef de service, Lumumba contrôle chaque mois des « mouvements » de deux cents à trois cents millions (vingt à trente millions de nouveaux francs). En fait, M. Tavernier est même fort inquiet : il y a d'inexplicables « différences de balances » et, pour peu qu'il le veuille, le Congolais pourrait très bien détourner des sommes considérables. On décide de faire une nouvelle expérience secrète. Pendant trois mois, les livres sont vérifiés avec soin par l'adjoint de M. Tavernier qui, lui-même, opère des vérifications complémentaires deux fois par mois. Chaque fois, même résultat. Aussi le chef de Patrice se croit-il autorisé à dire au directeur provincial des Postes :

— Pas la moindre erreur, aucune trace de tripotage. Et cependant, il y a quelque chose de bizarre : les balances concordent rarement.

En 1956, un nouveau rêve de Lumumba se réalise : M. Buisseret, ministre des Colonies, l'invite en Belgique avec d'autres notables, pour un voyage d'études. A Bruxelles, on le consultera sur le statut unique pour les fonctionnaires noirs et blancs, qui est en préparation. Tout est pour le mieux, mais cette fois il commet une imprudence : il sait qu'il aura besoin d'argent en Belgique, il veut y acheter des livres, des vêtements, des souvenirs. Il puise dans la caisse des Chèques postaux avec moins de précautions, il enlève un pli de fonds de trente mille francs. Cela se passe une semaine avant son départ et il est évidemment soupçonné, mais sans preuves. Quand il débarque à Bruxelles, un policier le

suit dans tous ses déplacements avec le résultat, pénible pour lui, qu'il ne peut même pas dépenser l'argent mal acquis.

Cela ne l'empêche pas de profiter pleinement de son séjour en Belgique et d'y avoir des conversations fructueuses : il retrouve M. Tavernier, en vacances dans la métropole, qui lui achète un pardessus quand il s'aperçoit que Patrice est fort démuni. Cette constatation renforce son opinion : « Patrice n'a pas volé cet argent », écrit-il à Stanleyville. De petites sommes, oui peut-être, mais jamais un montant aussi élevé.

Ensemble, le Blanc et le Noir parcourent Gand et Bruges, Liège et Charleroi, Namur et Louvain. Lumumba voit comment vivent les Européens, comment ils travaillent ; il rencontre des industriels, des financiers, des ouvriers, des hommes politiques. Des hommes politiques surtout. Il hante les antichambres de la rue de Naples, siège du parti libéral, mais cela ne l'empêche pas de rencontrer des socialistes à la Maison du Peuple et des sociaux-chrétiens à la rue des Deux-Églises. Des communistes viennent à lui, mais il s'en méfie. On lui a trop souvent expliqué qu'ils sont dangereux et, de fait, ils lui paraissent trop bien renseignés sur sa situation personnelle au Congo. Comme, en outre, il est « filé » par la police belge et qu'il le sait, il n'estime pas prudent de s'afficher avec les « valets de Moscou ». Ce serait nuisible pour sa carrière.

Ce sont quinze jours bien remplis où le vice-président de l'Amicale libérale de Stanleyville fait une ample moisson de renseignements et d'enseignements. Le 30 juin 1956, il s'envole de l'aérodrome bruxellois de Melsbroeck à bord d'un DC 4 de la Sabena. Vingt-quatre heures plus tard, le quadrimoteur se pose à Stanleyville

où c'est la saison sèche. Lumumba est embrassé par Pauline et ses trois petits garçons, acclamé par les Congolais de l'Amicale libérale et de l'A.P.I.C., arrêté enfin par un commissaire de police européen qui lui passe les menottes après les formalités de douanes.

C'est la consternation.

— J'ai cru que j'allais mourir de honte, racontera-t-il plus tard.

On le traîne en prison, puis devant le tribunal. Il est accusé d'avoir détourné, aux comptes chèques postaux, cent vingt-six mille francs (douze mille six cents nouveaux francs) en cinq ans, grâce à des faux en écritures. Il avoue sans difficulté, mais il affirme qu'il n'a jamais eu l'intention de voler. Il ne voulait « qu'emprunter », avec la ferme résolution de rembourser dès que possible. « La preuve, dit-il, c'est que j'ai déjà versé vingt-cinq mille francs à l'Office des comptes chèques ! » Or, c'est précisément ce versement — venant après la disparition du pli de trente mille francs — qui a permis de faire la preuve de ses détournements et de révéler le procédé qu'il utilisait.

Les débats sont vite expédiés. Patrice Lumumba est condamné à deux ans de prison, mais en appel, le 13 juin 1957, la peine sera ramenée à dix-huit mois. Puis, par mesure de grâce, à douze mois. A Stanleyville, cette condamnation est commentée en sens divers. Nombreux sont les Blancs qui estiment que l'arrestation et la condamnation de Lumumba sont une erreur politique. C'est qu'en effet ses amis noirs, malgré ses aveux, sont convaincus qu'il n'a cessé d'être honnête, qu'il avait l'intention de rembourser et que, par conséquent, son arrestation est une manœuvre des Belges.

Lumumba a déjà l'auréole du martyre et les évolués de Stanleyville se cotisent pour rembourser les cent vingt-six mille francs détournés ainsi que pour subvenir aux besoins de Pauline et des enfants pendant toute la détention. A Bruxelles et à Léopoldville, ses amis — libéraux et autres — réussiront d'ailleurs à le faire libérer bientôt. Ils l'aideront à se reclasser.

En prison, Lumumba a réfléchi, médité. Il n'a aucune notion de sa culpabilité. Au contraire, pour la première fois il en veut aux Belges. Il est convaincu qu'ils ont brisé sa carrière alors qu'il avait l'intention de servir loyalement l'administration. Ne lui avait-on pas offert d'entrer à la Kredietbank de Stanleyville avec le double de son salaire à la poste, soit dix mille francs par mois? Il avait décliné cette offre pour rester au service de l'État, dans l'espoir d'être mis rapidement sur le même pied qu'un chef de service blanc — et de recevoir, de ce fait, un traitement plus important. Tout cela, maintenant, lui semble perdu. Son avenir est ruiné, par la faute des Belges. Il se sent victime d'une injustice. Il va même jusqu'à se persuader que les Européens l'ont soumis à la tentation pour pouvoir le perdre à coup sûr.

Or, dira-t-il plus tard, qu'ai-je fait d'autre que de reprendre un peu d'argent que les Belges avaient volé au Congo? Mon geste? C'est une espèce de reprise individuelle à l'État colonialiste, à la bourgeoisie blanche qui était sur place et qui avait volé la masse.

Il se servira finalement de cet incident comme d'un argument politique. Dans les meetings, beaucoup plus tard, à l'heure des harangues échevelées aux jours sombres de l'indépendance, il se vantera d'avoir pris de l'argent aux colonialistes, accusant

ceux qui l'avaient incarcéré d'avoir été injustes.

— L'argent que j'ai pris, clamera-t-il, était l'argent du Congo et des Congolais.

Et des ovations sans fin monteront vers lui.

Néanmoins, cela paraît singulier mais c'est vrai, plus que n'importe lequel de ses compatriotes, Patrice Lumumba a la notion européenne de l'honnêteté. Au long de son ascension politique, sa faute lui pèsera. S'il en tire parti auprès des masses africaines, c'est qu'il n'a pas d'autre alternative. Il n'en regrette pas moins cette tache, que la presse belge exploitera dans la suite contre lui : « l'escroc Lumumba ». Peut-être la regrette-t-il surtout parce qu'elle lui porte préjudice, mais un fait est certain : jusqu'à sa mort, ce problème le torturera. Toute sa vie, il regrettera d'avoir été un larron.

UNIVERSITY OF GHANA LIBRARY

Lumumba devient un slogan

En prison, Patrice Lumumba se livre évidemment à son vice favori, la lecture. Comme il est « immatriculé », qu'il a en principe les mêmes droits que les Européens, on lui épargne les corvées en ville où les prisonniers noirs sont encore promenés, les pieds nus, en gilet rayé, la corde au cou et la binette à la main pour désherber dans les squares des Blancs. Le vice-président de l'Amicale libérale est choyé. Des instructions formelles sont venues de Bruxelles et de Kalina, le G.Q.G. du gouvernement général de Léopoldville : il doit être bien traité. M. Arthur Pinzi, président général de l'A.P.I.C. dans la capitale, préside aussi le Parti libéral congolais. Il connaît et apprécie Lumumba, à la fois pour sa participation dans la défense des agents noirs de l'administration et pour sa lutte en faveur du libéralisme.

— Vous ne pouvez pas, écrit-il au ministre libéral des Colonies, abandonner à son sort un des nôtres qui a erré.

M. Auguste Buisseret est avocat, il est prompt à pardonner. Il procure à l'ancien commis des Postes un régime de faveur en attendant sa libération, qui viendra assez vite.

Que lit Lumumba, dans sa cellule? De tout, comme à ses débuts, parce qu'il est difficile, en prison, d'élaborer un programme de lecture cohérent. Mais il reçoit de son ami Pinzi un document qui va bouleverser sa vie. Il s'agit d'un manifeste diffusé à Léopoldville quelques mois plus tôt par une publication qui s'appelle *Conscience africaine* et qui appartient aux anciens élèves noirs des missionnaires de Scheut.

Après le voyage du roi, pendant que Lumumba organisait les libéraux de Stanleyville et qu'il préparait son voyage à Bruxelles, la situation politique évoluait très rapidement à Léopoldville, surtout à la suite de la publication par un Belge clairvoyant, le professeur A. J. Van Bilsen, d'un plan d'émancipation en trente ans. Cette évolution avait été suivie avec intérêt par les partis politiques belges, et c'est ainsi qu'au printemps de 1956 on avait annoncé l'intention du Parti socialiste belge (P.S.B.) d'organiser un congrès extraordinaire consacré uniquement à la question coloniale. A Léopoldville, cette nouvelle fut accueillie comme une bombe. « Les socialistes, se disait-on dans les milieux chrétiens, ce sont les troupes de choc des communistes. Ils vont faire de la surenchère à ce congrès. Il faut leur couper l'herbe sous le pied. » Aussitôt, pour réduire à néant les effets d'une probable démagogie socialiste, les missionnaires de Scheut approuvèrent la publication, le 1er juillet 1956, du

manifeste de *Conscience africaine* qu'avait rédigé M. Joseph Iléo, un employé de l'Office des cités africaines, âgé de trente-deux ans, arrivé à Léopoldville depuis cinq ans à peine et devenu rédacteur en chef de *Conscience africaine*. Calme, petit, soigné, timide, Joseph Iléo est le premier Congolais qui ait vraiment pensé le problème de son pays en fonction de son pays. Jusque-là, on avait estimé que sa prose était plus inoffensive au fond d'un tiroir, mais devant la « menace rouge » on lui donna le feu vert. Son manifeste, en fait, mit le feu aux poudres, car pour la première fois au Congo, il réclamait l'acheminement — progressif, il est vrai — de la colonie vers son indépendance.

Un principe est pour nous essentiel, disait encore le manifeste : la couleur de la peau ne confère aucun privilège. En dehors de ce principe, l'union est impossible. « Mais égalité foncière ne signifie pas identité. Nous voulons être des Congolais civilisés, non des « Européens à peau noire ».

On lit aussi, dans ce manifeste, les phrases suivantes :

« La Belgique ne doit pas voir dans notre désir d'émancipation un sentiment d'hostilité.

« A ceux qui posent la question : dans combien de temps les Belges devront-ils quitter le Congo? nous répondrons : pourquoi certains Belges posent-ils le dilemme : ou bien dominer... ou bien tout abandonner?

« Nous sommes reconnaissants à la Belgique, mais qu'on ne nous demande pas un patriotisme factice. A la question si nous désirons plus tard rester unis à la Belgique, nous répondrons : nous ne désirons d'aucune manière que le Congo soit intégré dans l'État belge unitaire. Nous

n'admettrons même jamais qu'une fédération belgo-congolaise nous soit imposée sans notre libre consentement, ou que l'on en fasse la condition de notre émancipation politique. »

Le manifeste se terminait par ces mots : « Vive le Congo ! Vive le roi ! Vive la Belgique ! » C'étaient les seuls en définitive à être bien accueillis par les coloniaux belges qui adressèrent aux missionnaires de Scheut de très vifs reproches, leur demandant comment ils avaient pu tolérer pareil langage.

Les missionnaires ne purent même pas invoquer l'excuse d'avoir voulu faire échouer la démagogie socialiste. En effet, le congrès extraordinaire du P.S.B., consacré au problème colonial, fut d'un terne absolu, et nullement extrémiste :

« Jusqu'à présent, disait sans chaleur le rapport socialiste, et malgré l'évolution plus rapide de ces dernières années, aussi bien le gouvernement de la colonie que les grandes sociétés coloniales ont poursuivi, en matière sociale, une politique exclusivement paternaliste. Cette politique, inspirée des nécessités, a pu trouver des justifications dans le passé; elle risque de présenter, à la maintenir, de graves dangers. Non seulement le paternalisme n'a pas formé d'hommes libres ayant le sens des responsabilités et une conscience professionnelle, mais il entretient, à tort, parmi le gros million de travailleurs congolais, un complexe d'infériorité qui les empêche de s'émanciper et d'accéder à la dignité de l'homme libre au travail. Le paternalisme est condamné. »

Aucun écart de langage, aucune allusion à la liberté ou à l'émancipation. Les missionnaires avaient eu peur « pour rien ». Mais il était trop tard. Ils ne pouvaient plus retirer le manifeste de *Conscience africaine*. Le mot sacré, le mot

magique : « indépendance » avait été lâché. La roue commençait à tourner.

M. Iléo étant, comme ses compagnons de *Conscience africaine*, de race bangala, et les Bangalas étant les ennemis héréditaires des Bakongos rassemblés en majorité à Léopoldville, ceux-ci décidèrent de faire mieux, au sein de leur organisation, l'Abako.

Un peu plus d'un mois après le manifeste de M. Iléo, ils publièrent à leur tour un pamphlet réclamant... l'indépendance immédiate.

C'est, disait le texte, la seule solution pacifique, capable d'harmoniser et de stabiliser les relations qui pourraient exister entre la Belgique et le Congo. Toute autre solution ne pourrait que perpétuer l'état d'inquiétude permanente qui règne dans le pays; toute autre solution compromettrait gravement les intérêts de la Belgique.

« Le peuple congolais est en effet décidé résolument à présider lui-même à ses destinées. C'est dans cette atmosphère de liberté qu'il pourra, d'égal à égal, ouvrir un dialogue valable entre les leaders et la Belgique. »

Après avoir formellement contesté la validité du groupe de travail, l'Abako protestait avec énergie contre toute méthode de substitution et de consultation antidémocratique, qui consiste à exploiter l'ignorance et la naïveté de certains chefs autochtones en leur faisant, malgré eux, signer des documents dont ils ne saisissent pas la teneur, et en les présentant au public international comme des plénipotentiaires authentiques. De telles manœuvres n'honorent pas la Belgique, et, par voie de conséquence, « l'Abako demande la reconnaissance et la proclamation de l'indépendance du Congo ».

On constate, à la lecture, que le ton montait

singulièrement. L'indépendance, et rien qu'elle, eût donc évité un état de tension. Ce préalable établi, le Congo aurait pu entamer ensuite le dialogue avec la Belgique pour déterminer les rapports entre les deux pays.

C'est à la fin de 1956 que Lumumba reçoit ces trois documents en prison, à Stanleyville. Quand il en a terminé la lecture, il martèle avec rage les murs de sa cellule. Il est impuissant entre ces quatre murs. Il est captif et le Congo bouge sous ses pieds. Il pardonne moins que jamais cette condamnation qui l'empêche de participer à la lutte, et sans doute éprouve-t-il quelque jalousie de n'avoir pas été parmi les inspirateurs ou les rédacteurs de ces manifestes.

— J'avais deux motifs d'être furieux, dira-t-il plus tard : le premier, de m'être mis dans cette situation malheureuse et de devoir assister passivement aux événements extérieurs. Le second, de n'être pas resté à Léopoldville à l'issue de mes études... postales. Ces manifestes prouvaient bien que, contrairement à ce que prétendent les coloniaux, Léopoldville est tout le Congo. C'est dans la capitale qu'allait se dessiner l'avenir, et à Stanleyville — même libre — j'étais en quelque sorte isolé du monde. Je jurai, en prison, de partir pour Léo aussitôt que je serais libéré. Il fallait abandonner Stan. La prise de la Bastille ne s'est pas faite à Angoulême.

Les efforts conjugués de M. Pinzi et des amis belges de Patrice Lumumba aboutissent enfin. Le voilà libre. Quand il sort de prison il est accueilli en triomphateur par les Africains de Mangobo. Il constate avec stupeur que son emprisonnement a fait de lui un grand chef. Une seule porte s'est fermée : celle de l'administration qui l'a révoqué : « Pas de voleurs parmi nous. Nous

ne tolérons que l'élite », lui dit le chef du personnel. Par bonheur le secteur privé est moins tatillon. Depuis la fin de la guerre, d'innombrables brasseries se sont installées au Congo. Les Belges sont grands buveurs de bière, et c'est un des aspects de la civilisation que les Noirs ont le plus apprécié. Au fur et à mesure que leur pouvoir d'achat s'améliore, ils consomment des quantités accrues de Primus, de Polar, de Simba et de Stanor. Ce qui permet d'ailleurs de freiner les augmentations de salaires, sous prétexte que « tout ce qu'ils gagnent en plus va tout droit à la brasserie ».

Ces différentes brasseries — M. Pierre Wigny, ancien ministre des Colonies et futur titulaire du portefeuille des Affaires étrangères, est administrateur d'une de ces sociétés — se livrent une lutte effrénée où les coups bas sont permis. C'est ainsi que l'une d'entre elles a une trouvaille géniale pour défaire la concurrence. Elle fait courir le bruit que « la bière Polar rend impuissant ». A Léopoldville, c'est la panique. Personne n'ose plus boire la Polar. Pour les nègres qui ne sont pas riches, la virilité est un grand trésor, le seul peut-être, et ils ne veulent pas le perdre. Les ventes de l'autre marque de bière augmentent dans de folles proportions.

Dans cette guerre des bières, Patrice Lumumba se verra confier un commandement important. Ses amis ont chanté ses louanges auprès des directeurs des Brasseries du Bas-Congo, notamment auprès de M. Roland qui a eu vent du prestige du jeune politicien, prestige que son indélicatesse semble avoir accru. Les brasseries lui offrent la place de directeur commercial, aux appointements mensuels de vingt mille francs par mois — quatre fois ce qu'il gagnait à la poste

de Stanleyville et plus que ce que gagnent la plupart des coloniaux européens. Il n'hésite pas un instant, d'autant plus que son rêve de s'incruster à Léopoldville se réalise. Il s'installe dans la capitale congolaise, somptueusement cette fois, car les Brasseries comptent fermement sur lui pour rétablir leur prestige atteint par les campagnes de dénigrement. Lumumba, c'est tout un slogan.

L'affaire est bonne pour les deux parties, qui se servent l'une de l'autre. L'ex-commis des chèques postaux n'est directeur commercial qu'en titre, et c'est un Européen qui assure le travail effectif attaché à cette fonction. Le Noir se contente des relations publiques et de la propagande, où il se révèle d'ailleurs d'une efficacité que personne n'eût soupçonnée. Les ventes font un bond, mais en même temps on constate une nouvelle hausse soudaine de la popularité personnelle de Lumumba parmi les indigènes. Nul politicien ne réunit, comme lui, autant d'atouts pour séduire les foules : son éloquence exceptionnelle d'abord, la bière ensuite. Car en sa qualité de directeur commercial de la brasserie, chargé de la promotion des ventes, il peut en distribuer tant qu'il veut. Où Lumumba passe, la bière coule à flots. Et comme en Europe, où les politiciens pratiquent parfois le même système en période électorale, la formule est payante — à la fois pour les brasseurs et pour Lumumba.

Mais le directeur commercial de la brasserie, lui, ne boit que de la limonade. Il garde la tête froide et l'esprit vif. Il dissèque ses interlocuteurs, les soupèse, étudie leur comportement, voit ce qu'il pourrait en tirer. Lumumba apprend, avec passion, les ficelles du redoutable métier de politicien.

Découverte du panafricanisme

PATRICE LUMUMBA travaille maintenant avec frénésie. Il vend de la bière, il côtoie les foules, mais il continue à lire et passe ses soirées en correspondance : il écrit aux leaders noirs d'Afrique française, à ceux du Ghana, comme Georges Padmore, et à ceux qui, au Kenya, ne sont pas en prison. Mais par-dessus tout, plus que jamais Kwame N'Krumah est son idole.

A Léopoldville, il noue des relations suivies avec les nationalistes de tous bords. Il se lie avec Joseph Iléo, le rédacteur en chef de *Conscience africaine* et l'auteur du célèbre manifeste, qui deviendra en 1960 président du Sénat et qui lui succédera en 1961 comme Premier ministre du gouvernement central; avec Cyrille Adula, syndicaliste socialiste, qui sera en 1961 ministre de l'Intérieur; avec Joseph Ngalula, journaliste

chrétien qui deviendra plus tard Premier ministre du royaume du Sud-Kasaï. Les contacts sont plus difficiles avec les nationalistes bakongos, d'un naturel plus réservé. Lumumba rencontre Édouard Nzeza-Landu, fondateur de l'Abako — Alliance des Bakongos — association qui existe depuis 1950 et qui est fort bien organisée sous la présidence de Joseph Kasa-Vubu, petit homme d'aspect timide, portant lunettes, et dont un ancêtre, dit-on, fut l'un de ces Chinois venus construire vers 1895 le chemin de fer Matadi-Léopoldville. Rien cependant ne confirme la légende de cette ascendance. Kasa-Vubu a cinquante et un ans. Il a fait ses humanités chez les pères de Scheut. Séminariste au Kasaï, il a été instituteur avant de devenir commis du gouvernement. Kasa-Vubu et Lumumba se rencontrent, mais en dehors de leur nationalisme, ils n'ont rien de commun. Lumumba est nerveux et entreprenant, d'une ambition dévorante. Kasa-Vubu est calme et lent, oriental dans son comportement et sans aucune ambition personnelle. Il accueille Lumumba avec indifférence, et cette attitude suffit pour que le directeur commercial de la Brasserie renonce à l'alliance qu'il projetait déjà.

Il a cependant pour le chef de l'Abako une admiration sans bornes, d'autant plus qu'aux premières élections organisées au Congo en décembre 1957 — il s'agit d'élections municipales — l'Abako emporte cent trente-trois des cent soixante-dix sièges à pourvoir à Léopoldville, et que sept des huit bourgmestres désignés sont bakongos, alors que la moitié seulement des populations appartiennent à cette ethnie. M. Kasa-Vubu est proclamé bourgmestre de la commune de Dendale et, lorsqu'il reçoit l'écharpe mayorale

des mains d'un fonctionnaire européen, le nouveau maire, qui ne craint pas les risques en dépit de sa placidité, prononce un discours révolutionnaire. Ne prône-t-il pas l'indépendance? Ne dénonce-t-il pas l'immobilisme périmé de l'administration? Déjà la fonction, pour lui, n'est plus de simple administration; elle constitue avant tout une tribune. Il n'est pas délégué du pouvoir à l'administration, mais délégué du peuple contre le pouvoir. Le discours lui vaut un blâme, qu'il souhaitait sans doute suffisant pour créer autour de lui l'unanimité des Congolais, mais insuffisant pour le mettre hors course.

Kasa-Vubu entend donc donner un contenu politique réel à la fonction mayorale. Les autres bourgmestres le soutiennent et la lettre qui proteste contre la sanction administrative à lui infligée est contresignée par MM. Diomi, Pinzi, Tshenkela, Ngoma, Canon et Swanga. Ceux-ci ne font pas l'objet de sanctions, l'administration ne pouvant avouer sans perdre la face qu'elle est en conflit avec les premiers dirigeants qu'elle a nommés. Elle ne fait pas non plus l'effort nécessaire à un dialogue : l'ère du « pourrissement » est entamée. Le gouvernement général, aveugle, ne le comprend pas encore mais Lumumba, lui, voit clair. A défaut de s'unir à Kasa-Vubu, il maintient ses liens avec l'abakiste Pinzi, qui est le président du Parti libéral et qui l'a fait sortir de sa prison stanleyvilloise. De plus, il séduit un autre bourgmestre abakiste, M. Gaston Diomi. Par eux, il sera en contact étroit avec l'Abako. Plus tard, Diomi et Pinzi plaideront toujours la cause de Lumumba auprès de Kasa-Vubu, et parfois ces plaidoyers leur vaudront des disgrâces passagères.

Peu à peu, Patrice Lumumba s'organise. Un

élément nouveau va jouer dans la politique congolaise : l'Exposition universelle de Bruxelles. Le Congo y est représenté largement, la Belgique voulant témoigner aux yeux du monde entier de son œuvre africaine. Par centaines, les Congolais se rendent à l' « Expo 58 ». Ils visitent la Belgique, rencontrent à Bruxelles des peuples de tous les continents, prennent conscience de leur état de colonisés et rentrent en ambassadeurs de l'indépendance. Ils sont mûrs pour l'action. Patrice Lumumba n'a plus qu'à les cueillir pour les grouper au sein de son Mouvement national congolais — M.N.C. — qu'il fonde, date significative, le 10 octobre 1958, au moment où tous les « touristes congolais » sont rentrés, les uns émerveillés par l'Europe, les autres déçus — comme ceux qui, à l'exposition, avaient habité pendant quelques semaines le village folklorique congolais et qui sont outrés parce que des visiteurs leur avaient jeté, comme aux animaux du zoo, des bananes et des cacahuètes. Tous ceux-là, contents et mécontents, Lumumba les appelle. Moins puissant que l'Abako, mais plus subtil et plus évolué politiquement, le M.N.C. qu'il préside a un comité de très grande valeur, représentatif de toutes les couches de la population et de toutes les ethnies. Cet état-major compte les personnalités nationalistes les plus en vue, que Lumumba a pu connaître et a su apprécier au cours des premiers mois de son séjour à Léopoldville : Joseph Ngalula, rédacteur en chef de *Présence congolaise* et militant syndicaliste qui jouit d'une énorme popularité due à son talent d'écrivain et à son extrême simplicité; Gaston Diomi, bourgmestre de Ngiri-Ngiri, qui établit la liaison avec l'Abako; Antoine Ngwenza, bâti en hercule, qui assume le secrétariat; Joseph

Iléo, rédacteur en chef de *Conscience africaine*, et le leader bakongo Alphonse Nguvulu, qui représente les milieux socialistes et le syndicalisme de gauche; Maximilien Liongo, représentant de l'Association du personnel indigène de la colonie et membre du Parti libéral; Cyrille Adula, militant syndical socialiste, Jean Yeki et Albert Nkuli, tous deux journalistes.

Les thèses du Mouvement national congolais dominent le concert ou plutôt la cacophonie politique. Son programme a un aspect politique d'abord : indépendance, libertés fondamentales, unité congolaise, négociation avec la Belgique après l'indépendance, et un aspect pratique ensuite : éducation politique des masses, formation accélérée des élites, action à mener dans l'ordre et sans violence. Ce sont, « grosso modo », les idées du professeur Van Bilsen, ancien chef de cabinet du ministre belge de l'Éducation nationale, représentant de l'agence de presse Belga à Léopoldville, et à qui les nationalistes portent un incontestable attachement. M. Van Bilsen, rappelons-le, est l'auteur discuté du plan d'émancipation du Congo à réaliser en trente ans.

Les événements se précipitent, les esprits s'affirment. Le général de Gaulle y a sa part. Préparant le référendum du 28 septembre 1958, il est passé à Brazzaville — la capitale pauvre de l'autre côté du fleuve — le 24 août. Cinq kilomètres seulement séparent Brazza de Léo, et les paroles du général de Gaulle ont au Congo belge un retentissement extraordinaire. Quand il parle d'indépendance, très franchement, à cœur ouvert en expliquant le pour et le contre, il y a du côté congolais une réaction inévitable : « Pourquoi les Belges ne nous parlent-ils pas ainsi? »

En Guinée, à Dakar, le général est plus direct encore : « Vous voulez l'indépendance ? Mais prenez-la donc ! » Les journaux de Léopoldville ont publié cette phrase, à la grande consternation des autorités qui ne font pourtant rien pour écarter l'orage. Le général de Gaulle et l'Exposition de Bruxelles, on s'en apercevra plus tard, auront été les principaux artisans d'un éveil politique qui devait malheureusement sombrer dans l'anarchie.

Le Congo a les nerfs à fleur de peau. Un homme en tout cas comprend que le moment approche où il faudra agir. Patrice Lumumba a perdu la première occasion de prendre la tête du nationalisme congolais par le fait de son incarcération à Stanleyville. Il est décidé à ne pas laisser passer la deuxième chance. Mais pour rassembler tous les atouts entre ses mains, il veut aller à Accra, où se tient précisément, sous les auspices de Kwame N'Krumah, la première conférence panafricaine.

Il réussit à convaincre les dirigeants de la brasserie, qui le licencieront d'ailleurs bientôt, de l'utilité d'un voyage au Ghana. La bière congolaise se vend dans les territoires voisins, argue-t-il, et il doit y avoir des débouchés nouveaux. Dupe ou non, la brasserie le laisse partir à Accra. Gaston Diomi, membre à la fois de l'Abako et du M.N.C., l'accompagne, ainsi que Joseph Ngalula, son lieutenant. Kasa-Vubu devait participer, lui aussi, à la conférence, mais les Belges ne lui pardonnent pas ses discours nationalistes. On n'ose pas lui refuser l'autorisation, on lui fournit passeport et visas, mais on se garde bien de lui dire qu'il faut aussi un certificat médical et des vaccinations prévues par l'Organisation mondiale de la santé. Quand il se présente à l'aérodrome

de Léopoldville-Ndolo, le fonctionnaire belge l'attend de pied ferme :

— Tout est en règle, mais il faut des certificats de vaccination contre la variole et la fièvre jaune, ainsi qu'une attestation selon laquelle le voyageur n'a pas d'affections contagieuses.

L'avion décolle sans Kasa-Vubu, qui n'est pas dupe du stratagème. Quant à Patrice Lumumba, il est à la fois irrité et satisfait : les Belges viennent de prouver que Kasa-Vubu leur inspire plus de craintes que lui, ce qui le déçoit; mais en contrepartie, il sera le ténor incontesté dans la capitale ghanéenne, le seul porte-parole authentique du Congo, Diomi et Ngalula n'étant que ses adjoints.

Accra lui semble une ville bien étriquée comparée à Léopoldville. De nouveau Lumumba est fier de sa capitale, la plus belle et la plus grande d'Afrique. Dix ans plus tôt, il avait dit en revenant de Brazzaville : « On est fier d'être belge. » Aujourd'hui, il veut oublier que des Européens ont bâti cette cité à l'américaine. Elle est sienne, et congolaise en tout cas.

Pendant les travaux de la conférence, Lumumba aura l'occasion d'approcher M. N'Krumah. Le Premier ministre ghanéen l'observe en silence, et Patrice Lumumba se sent mal à l'aise. Puis c'est le dégel : N'Krumah l'a adopté. Le Congolais exulte.

Il rencontre d'autres personnalités africaines et se fait conseiller par un Belge, chrétien de gauche et objecteur de conscience, Jean Van Lierde, auquel il adresse d'ailleurs ses premières prises de position « panafricanistes et de neutralisme positif ». C'est la formule qu'il emportera d'Accra et qui influencera fortement la suite de sa carrière politique. Mais de cette conférence,

il ramènera aussi une attitude nouvelle : il sera dorénavant antibelge. Non par conviction véritable mais par calcul, par machiavélisme politique. A Accra, constatant que la xénophobie agit sur les masses, il en déduit qu'elle est payante. Il découvre les lois élémentaires de la propagande. Il ne sera d'ailleurs antibelge que devant un public noir, d'avance chauvin. En présence des Blancs, il continuera à affirmer, jusqu'en juillet 1960 du moins, que le Congo futur ne peut être bâti sans les Belges, qu'ils doivent rester pour aider le jeune État à prospérer. Il y a là, dans son caractère, une sorte de dualité qui lui est propre : elle fait à la fois sa grande force et son extrême faiblesse.

Accra le marquera profondément. Jamais auparavant il n'a connu pareille exaltation, pareil orgueil de sa peau noire, pareille fierté nationale. Et devant les délégués d'une Afrique qui lutte avec acharnement pour sa liberté, il parle au nom du Congo :

— Le souffle libérateur qui traverse actuellement toute l'Afrique ne laisse pas le peuple congolais indifférent. La conscience politique qui, jusqu'à ces derniers moments, était latente, se manifeste, s'extériorise et s'affirmera davantage dans les mois à venir. Nous sommes ainsi assurés de l'appui des masses et de la réussite dans les efforts que nous entreprenons. Cette conférence historique, qui nous met en contact avec les hommes politiques qualifiés de tous les pays africains et du monde entier, nous révèle une chose : malgré les frontières qui nous séparent, nous avons la même conscience, la même âme qui baigne jour et nuit dans l'angoisse, les mêmes soucis de faire de ce continent africain un continent libre, heureux, dégagé de l'inquié-

tude, de la peur et de toute domination colonialiste.

Une nouvelle page est tournée dans l'histoire congolaise avec laquelle Patrice Lumumba se confond. Il reprend l'avion pour Léopoldville où, pendant son absence, les nuages ont continué à s'accumuler.

Mieux qu'un démagogue

NOEL 1958 — où à Léopoldville on déguste coûteusement des huîtres de Zélande venues par avion — est une date qui prélude au tragique. Depuis le voyage royal, trois ans plus tôt, l'administration coloniale s'est cantonnée dans l'immobilisme. Les avertissements du manifeste de *Conscience africaine* et du pamphlet de l'Abako, les élections municipales, dont le résultat avait marqué une nette hostilité à la Belgique, les enseignements de l'Exposition 58, le discours de Gaulle à Brazzaville, la constitution de partis politiques — rien de tout cela qui hypothèque cependant l'avenir n'émeut les autorités. Le gouvernement socialiste-libéral de M. Van Acker a cédé la place en juin, au terme d'élections mouvementées, à un gouvernement social-chrétien homogène d'abord, à une coalition chrétienne-libérale ensuite, présidée par M. Gaston Eyskens. M. Petillon, gouverneur général du Congo, qui

avait été le cornac du roi Baudouin en 1955, est ministre des Colonies pendant quelques mois, mais il déçoit : on attendait de lui, le spécialiste, la définition d'une politique nouvelle et dynamique. Il se contente de modifier l'appellation de « ministre des Colonies » en « ministre du Congo et du Ruanda-Urundi » et d'envoyer en Afrique un groupe de travail chargé d'étudier des réformes éventuelles. Mais, par avance, les dirigeants congolais contestent le travail de cette mission composée uniquement de personnalités européennes et qui ne consulte que les chefs coutumiers, les « notables », refusant de rencontrer les leaders politiques sous prétexte qu'ils ne sont pas des interlocuteurs valables.

En Belgique, depuis l'été, la situation a évolué. A la suite d'un remaniement ministériel, M. Petillon cède la place à un social-chrétien, le sénateur Maurice Van Hemelrijck, *self-made man*, venu de la géométrie au droit, puis à la politique. Ministre de l'Instruction publique, M. Van Hemelrijck a réussi cette gageure de réconcilier les partisans de l'école officielle et ceux de l'enseignement libre, essentiellement catholique. Tous les partis ont signé le « pacte scolaire » aux applaudissements du pays unanime.

Au moment même où Patrice Lumumba, rentrant d'Accra, aborde les rives du Congo, M. Van Hemelrijck reçoit le rapport du groupe du travail, et il consacrera ses vacances de Noël à la rédaction d'un projet de déclaration gouvernementale qu'il compte lire devant les assemblées le 13 janvier 1959. Le rapport de cette mission exprime des avis intéressants, mais déjà dépassés par les événements. Il relève en particulier que les Congolais entendent par indépendance la « libération de l'homme » : ils veulent un régime d'égalité

avec les Européens, notamment grâce au statut unique et à l'abrogation des discriminations raciales. Le groupe de travail propose une cogestion politique au Congo.

Les Africains pourraient accepter ce programme, sans aucun doute. Mais ils estiment à juste titre qu'on ne peut préparer l'avenir sans eux. Et outre le droit d'établir le futur statut de leurs pays, ils réclament à tout prix le respect des hommes. Ils décident, dans un message aux Blancs, de dire une bonne fois ce qu'ils pensent sur une série de questions.

A son retour d'Accra, Patrice Lumumba prend connaissance de ce message. Ces mots, une fois de plus il aurait voulu les dire lui-même, mais ce sont des étudiants noirs qui les ont dits à sa place.

Patrice Lumumba a médité longuement sur ce texte. Il le compare à ce qui s'est dit à la conférence panafricaine d'Accra, il songe au long chemin parcouru en 1958 sur la voie de l'émancipation politique et à 1959, qui s'ouvre dans quelques jours et qui doit être pour le peuple congolais l'année de la prise de conscience nationale. Certes, l'immense majorité du peuple congolais ne songe pas encore à l'indépendance. Les Noirs sont avides, comme des enfants, d'améliorer leur sort matériel. Ils ont soif de bière plus que de liberté, mais le moment d'agir n'en est pas moins venu. Il faut maintenant, par un coup d'éclat, briser la coquille du Mouvement national congolais et l'asseoir dans l'ensemble du Congo, sur des fondations indestructibles. Lumumba pense qu'il doit quitter la brasserie pour se consacrer tout entier à la politique. Il croit, il sait par prescience aller à l'extrémisme pour enivrer les foules et se les rallier. Il lui faut aussi

s'opposer fermement à l'administration belge pour que tous les Noirs le prennent pour leur porte-drapeau. Au besoin, la prison — politique cette fois — ceindra son front de la couronne des martyrs.

Le Congolais, à cet instant, songe au Ghanéen, N'Krumah, qui est son idole. Il compare sa propre situation à celle que le grand panafricain connut dix ans plus tôt. Arrivé en Côte-de-l'Or en 1948, le nouveau gouverneur, Sir Charles Arden-Clarke, avait traité N'Krumah comme les Belges, en 1958, considèrent les nationalistes congolais : selon la tradition, Sir Charles ne se soucia guère de N'Krumah, persistant à n'avoir des rapports qu'avec les chefs coutumiers, piliers du pouvoir colonial et collaborateurs dociles. Mais en janvier 1950, il dut bien sortir de son indifférence lorsque N'Krumah déclencha une grève révolutionnaire accompagnée de violences. Les autorités anglaises l'envoyèrent alors en prison, ce qui favorisa naturellement la victoire de son parti, le Convention People's Party, aux élections générales de 1951, les premières organisées par l'Angleterre dans sa colonie. Gracié par le gouverneur, celui-ci l'invita tout de suite à former un gouvernement dans lequel ne devaient entrer que trois Blancs. N'Krumah, dès lors, pouvait préparer sans faillir l'accession de la Côte-de-l'Or à l'indépendance.

De la prison à la présidence, c'est le rêve de Lumumba à la Noël 1958. Dès le 28 décembre, il tient avec Gaston Diomi et Joseph Ngalula, autres pèlerins d'Accra, un meeting de masse sur la grand-place de Kalamu, une des municipalités de Léopoldville. C'est l'occasion d'exposer, devant sept mille Congolais, l'objectif du M.N.C. :

— L'indépendance que nous réclamons au nom

de la paix ne doit pas être considérée par la Belgique comme un cadeau. Il s'agit de la jouissance d'un droit que le peuple congolais avait perdu. Notre objectif est d'unir et d'organiser les masses congolaises dans la lutte pour l'amélioration du régime colonialiste, et de bannir l'exploitation de l'homme par l'homme.

La foule hurle de joie. Pour la première fois dans l'histoire de ce Congo que les Blancs disaient sans histoire, elle scande :

— Dipenda ! Dipenda ! Dipenda !

C'est la déformation bantoue du mot « indépendance » qui n'a pas de traduction en lingala. L'ironie du sort veut que ce soit en français que les nègres lutteront pour leur liberté. Le tumulte devient tel que l'orateur a toutes les peines du monde à calmer son auditoire. C'est la première fois qu'il parle devant une foule aussi nombreuse : jusqu'ici il ne s'adressait qu'à la clientèle de l'O.K.-Bar ou au Cercle des évolués. L'ancien commis des Postes mesure sa force et son magnétisme. Il n'ignore pas que ces nègres, comme il les appellera souvent non peut-être sans un masochisme inconscient, il n'ignore pas qu'ils veulent entendre des excès de langage, et il n'hésite plus :

— L'œuvre de colonisation belge doit être limitée dans le temps. Cette limite est plus qu'atteinte. Nous voulons l'indépendance !

C'est du délire. Des hommes, des femmes, des enfants même trépignent :

— Nous te suivons. Nous te soutiendrons ! A bas les Belges ! Vive le Congo ! Vive le M.N.C. !

A partir de ce jour-là, il n'y aura plus moyen de retenir Lumumba.

Et pourtant, cette nuit de la Saint-Sylvestre s'écoule comme tous les ans. Les Belges ont

importé, parmi d'autres coutumes, celle du réveillon, et toute la nuit de l'An on danse et l'on chante dans la ville blanche comme dans les bars du « Belge », la cité indigène. Patrice Lumumba fait le tour des cafés, serre des mains, offre de grands verres de bière et boit de la limonade en rêvant d'Accra à voix haute.

C'est un long week-end qui commence, la plupart des employeurs européens ayant décidé de faire le pont du jeudi au lundi. La vie est belle et paresseuse : pendant trois jours, le « Belge » sera plongé dans un profond sommeil qui le remettra des libations de la Saint-Sylvestre. Les travailleurs, du reste, ont dépensé en cette folle nuit tout l'argent qu'ils avaient. Les voilà contraints à la sagesse. Mais, dans l'ombre, Lumumba travaille. Il profitera de ces brèves vacances pour réunir autour de lui le comité de son mouvement national. A l'issue de la réunion, toutefois, il est irrité. Iléo n'a-t-il pas laissé entendre, poliment, prudemment mais fermement, que Lumumba prend des allures de dictateur qui lui déplaisent?

— Pourquoi? Parce que moi, j'agis seul. Il le faut bien, car vous êtes tous des endormis. Le M.N.C. serait mort-né si je ne prenais pas moi-même toutes les initiatives. Regardez plutôt ce qui se passe à l'Abako. Gaston Diomi, qui représente les Bakongos au M.N.C., est membre de l'Abako. Dites-leur, Gaston, comment ce parti fonctionne et comment Joseph Kasa-Vubu y fait la loi. S'il y a un dictateur c'est bien lui. Il décide de tout sans consulter personne, et ceux qui seraient tentés d'intervenir sont priés de se taire. Ici, au M.N.C., c'est tout le contraire. Je suis un démocrate et je vous demande d'agir avec moi, mais vous êtes des intellectuels rêveurs et

prudents. Vous pensez que l'indépendance vous sera offerte sur un plateau d'argent, mais il faudra lutter pour l'obtenir, et je suis décidé à me battre s'il le faut pour arracher notre liberté.

Ces mots-là portent devant sept mille personnes sur la place de Kalamu. Mais dans l'arrière-salle de l'O.K.-Bar, avenue du Prince-Baudouin, où dix évolués sont groupés autour de trois tables métalliques, boiteuses et sales, ils provoquent un malaise. Gaston Diomi et Joseph Ngalula, qui reviennent d'Accra, eux aussi, s'agitent sur leur chaise. Diomi n'aime pas d'être pris à témoin à propos du fonctionnement de l'Abako. Il n'est pas toujours dans les meilleurs termes avec Kasa-Vubu parce qu'il est le seul membre de l'association, avec le terrible Daniel Kanza (qui déraille souvent, il est vrai) à dire ce qu'il pense au président général. Il est bourgmestre de Ngiri-Ngiri, son frère « fait sa médecine » en Belgique, il a lui-même été assistant médical à la Force publique et à ce titre il a beaucoup voyagé. Il a notamment fait partie, à la fin de la guerre, d'un hôpital militaire de campagne envoyé par les Belges en Inde et en Birmanie. Son expérience du monde l'a rendu sceptique. Ses yeux malins sourient toujours, mais il y brille aussi des reflets quelque peu méprisants. Plus personne ne l'impressionne, pas plus Lumumba que Kasa-Vubu.

Quant à Joseph Ngalula, Baluba du Kasaï, élève des frères de la Charité, devenu journaliste, il observe l'assemblée en reporter, sans y prendre part. A trente ans, il n'a rien perdu de son enthousiasme, mais il entend ne s'employer qu'à bon escient. Ce qui l'inquiète particulièrement en Lumumba, ce ne sont pas ses airs autoritaires

mais la façon dont il manipule l'argent du parti qu'il confond un peu trop avec le sien.

Les autres aussi se taisent : Antoine Ngwenza, secrétaire général du parti, l'aîné du groupe, est fasciné par la personnalité brillante du président, mais il n'ose guère le défendre contre Iléo, Diomi et Ngalula; Alphonse Nguvulu, de race bakongo, plus xénophobe que Lumumba, vrai marxiste, ne tardera pas à quitter le M.N.C. pour fonder le socialiste Parti du peuple : à ce titre, il succédera en janvier 1960 à Kasa-Vubu à la présidence du Cartel des partis nationalistes à la Table ronde de Bruxelles. Nguvulu approuve l'action du président, mais il hait le culte de la personnalité et lui aussi se tient coi, silencieux. C'est pour cette raison d'ailleurs : le culte de la personnalité, qu'il a refusé d'adhérer à l'Abako. A ses yeux, l'Abako est un parti fasciste.

Tous ces hommes, à des titres divers, s'inquiètent. Où Lumumba va-t-il les conduire? Il est tellement impulsif et tellement démagogue, sa dialectique élémentaire mais grisante enfièvre si vite les foules ! Par moments, lorsqu'il prononce ses harangues, il s'exalte tellement qu'un peu plus, et ce serait l'incident, l'émeute...

Et pourtant cet état-major se trompe. Dans quelques heures le président prouvera qu'il est mieux qu'un démagogue : un politicien-né — d'une habilité qui sent le soufre, il est vrai.

Le dimanche 4 janvier, un malheureux concours de circonstances fait éclater la poudrière. Cet après-midi-là à une heure, Gaston Diomi — pour la circonstance redevenu membre de l'Abako — et Arthur Pinzi — abakiste et président du Parti libéral congolais déjà moribond — doivent parler à Kalumu, commune dont M. Pinzi est le bourgmestre. Diomi racontera son odyssée d'Accra,

Pinzi évoquera son récent séjour en Belgique. Mais soudain, la veille, l'administration s'est mise à réfléchir. « Le 28 décembre, en parlant de la conférence d'Accra, Lumumba s'est montré inquiétant », se dit M. Tordeur, premier bourgmestre belge qui préside au nom des autorités belges le collège des bourgmestres de l'agglomération léopoldvilloise. Et d'interdire la réunion de l'Abako. Par malheur il le fait en dernière minute, le matin même.

Kasa-Vubu, qui est un mystique étonnant, un adepte convaincu de la non-violence (il admire Gandhi) ne veut pas voir couler le sang. Il sait que la tension n'a cessé de croître à la cité indigène. Une étincelle suffirait, il s'agit d'être prudent. Lui qui, jusque-là, se livrait à ce qui pour un Européen passait pour des provocations verbales, lance tout à coup un appel au calme.

Le long de l'avenue du Prince-Baudouin, des Bakongos dépités, privés de leur spectacle, molestent un contrôleur européen des gyrobus qui s'est montré grossier et qui a esquissé un geste malheureux. Quand ils ont vu ce Blanc qui voulait frapper un Noir, ils se sont souvenus de la brimade du meeting interdit, et leur sang n'a fait qu'un tour. Ils frappent — et parfois le fait de frapper libère une étrange exaltation jaillie du fond des âges.

C'est le signal de l'émeute, aucun appel au calme ne pourra désormais l'arrêter. Les rênes sont brisées : les leaders de l'Abako sont dépassés par leurs troupes. Tous leurs efforts sont vains. Les manifestants hurlent « Indépendance ! » et « Attaquons le Blanc ! », et déjà ils s'éparpillent dans toutes les directions. Ils forcent l'entrée des magasins, lapident les voitures qui passent, s'attaquent aux missions, aux foyers sociaux, aux

écoles, bref à tout ce qui porte la marque du Blanc et plus particulièrement du Belge. Car les installations anglo-saxonnes curieusement sont épargnées.

L'émeute gronde. A deux cents mètres de la mairie de M. Pinzi, les assaillants de précipitent sur le quartier commercial de Foncobel, habité en majorité par des Portugais. Ceux-ci y exploitent des magasins que l'on appelle encore, comme au début de la colonisation, des factoreries. La clientèle est uniquement noire. Ils vendent des pagnes, des pièces de tissus multicolores comme les papillons des tropiques, des vélos, des radios, du poisson séché, des vivres, du sel, bref tout ce qui fait les délices des Noirs. Car si l'origine des émeutes est manifestement politique, la suite est surtout l'œuvre de pillards.

Tout est détruit, saccagé. La police et la Force publique — des policiers et soldats noirs encadrés de sous-officiers et d'officiers blancs — restées loyales, ouvrent le feu. La nuit, pourtant, apporte un peu de calme. On a l'impression qu'entre la ville noire et la cité blanche une guerre de tranchées commence. Côté blanc, on distribue des fusils aux hommes. Le gouverneur général Cornélis, dans sa belle résidence au bord du fleuve, est victime d'une dépression nerveuse, et cet homme bâti en hercule sanglote comme un enfant. Le général Janssens, qui souhaite depuis des mois jouer les Massu, assume pratiquement le pouvoir. Certains, cette nuit-là, sur les rives du Congo, rêvent d'un 13 mai et de comités de salut public.

Patrice Lumumba a été alerté par des membres du M.N.C. en fin d'après-midi alors qu'il se trouvait chez des amis à vingt kilomètres de la capitale. Profitant du long week-end, il est allé avec Pauline et ses quatre enfants faire une

excursion à la campagne. Depuis quatre mois, il n'avait plus passé le dimanche en famille. Sa vieille Chevrolet le ramène à toute allure à Kalumu, où il ne trouve que sang et ruines. Des milliers de Noirs exaltés parcourent les rues en criant et en chantant, et Lumumba tente en vain de les calmer. Il veut savoir comment le drame a éclaté. Immédiatement, il comprend que cette émeute est folle, que le sang va couler à flots, que la lutte est inégale : on ne s'attaque pas aux grenades et aux mortiers avec des arcs et des flèches.

Il se précipite chez Kasa-Vubu, à Dendale, mais le président général de l'Abako n'est pas chez lui. Personne ne l'a vu depuis midi. Daniel Kanza, le vice-président, est absent lui aussi : en son honneur on a tué un mouton au mont Gafula qui se profile à l'horizon. Gaston Diomi est introuvable. Seul Arthur Pinzi est là, qui accueille Lumumba avec émotion :

— Ils vont tous se faire massacrer. Rien ne peut les calmer. Les femmes ferment leurs cases et se mettent en route avec leurs enfants vers la cité européenne pour aller, disent-elles, habiter les maisons des Blancs. Ils sont tous fous !

Pinzi et Lumumba s'enfoncent dans la nuit, dans un effort inutile pour pacifier les esprits. Ils n'obtiendront rien. La bataille durera trois jours, il y aura officiellement quarante-deux morts et deux cent cinquante blessés chez les Noirs — mais tout le monde sait qu'il y a en fait trois cents cadavres dissimulés : les nègres s'empressent d'enterrer leurs morts n'importe où, de les cacher pour éviter les représailles de l'administration.

Le gouvernement belge, déconcerté, réagit en faisant arrêter sans délai les dirigeants de l'Abako

qu'il considère comme responsables de l'émeute alors que, de toute évidence, ils avaient rassemblé leurs efforts pour éviter le drame. Kasa-Vubu est désigné à la vindicte blanche comme le fauteur de troubles. C'est l'homme à abattre, « l'excité irresponsable qui ne représente que lui-même et que tous les Congolais dignes de ce nom condamnent sévèrement ». Tel est le thème de la maladroite propagande du gouvernement général. L'arrestation de Kasa-Vubu lui confère, on s'en doute, un prestige exceptionnel, et de nouveau Lumumba le constate avec cette pointe de jalousie qu'il ressentira toujours devant son principal concurrent. Par contre, cette arrestation signifie aussi la désorganisation provisoirement complète de la puissante Abako et la disparition de son principal leader de la scène politique congolaise. Le président du M.N.C. comprend qu'il peut tirer profit de cette situation, à condition d'exploiter les circonstances sans trop de scrupules et d'être souple avec les Belges pour mieux tirer les marrons du feu.

Lumumba met au point une tactique qu'il utilisera pendant deux ans, et qui se révélera payante. Il variera son langage selon les publics. Devant les Congolais, il se montre dur et exigeant, dictateur et démagogue. Il vilipende les Blancs qui sont des voleurs, des exploiteurs, des esclavagistes et des capitalistes. « Nous les chasserons tous », hurle-t-il, et la foule, fascinée, l'acclame frénétiquement. Si l'auditoire est mêlé, s'il comprend des Blancs et des Noirs, le ton change. Lumumba continue à flatter les Congolais, à se servir de leur impétuosité naturelle à l'égard des Européens, auxquels ils ont évidemment des reproches à adresser — mais alors ses termes sont modérés, ses arguments sont logiques et

raisonnables; les Belges eux-mêmes doivent l'admettre s'ils veulent être objectifs. Dans ces réunions, le président du M.N.C. se veut pacifique : il recommande parfois le calme aux Africains. « Nous devons, dit-il, nous entendre avec les Belges. Il faut qu'ils changent, qu'ils cessent de nous dominer, mais nous avons besoin d'eux comme ils ont besoin de nous. Ce sont des techniciens comme nous n'en avons pas encore. Ils nous ont apporté d'excellentes choses. Il faut qu'ils continuent à guider nos premiers pas dans la liberté et l'indépendance. Sans oublier qu'ils sont dans notre pays, qu'ils restent donc nos conseillers. » Dans ses rapports avec les Blancs uniquement, c'est un troisième homme, très différent des deux précédents. Il est poli, d'apparence timide, courtois, voire flatteur s'il en est besoin. Au *Courrier d'Afrique*, le grand journal chrétien, il entre sur la pointe des pieds et le ton sur lequel il s'exprime est tel qu'aucun secrétaire de rédaction ne lui refuserait l'insertion d'un communiqué. A *L'Avenir*, journal sans opinion bien définie, et d'ailleurs sans grande influence, il tire les ficelles d'autant plus facilement que le directeur européen est un homme indécis, négrophile le matin et négrophobe le soir, qui songe sans doute que Lumumba peut lui procurer de la publicité pour la bière qu'il représente. C'est dans la rédaction de ce journal que Patrice Lumumba fait une rencontre néfaste pour lui, celle d'un ancien sergent de la Force publique devenu journaliste, Joseph Désiré Mobutu. Mobutu, qui est aussi indicateur de la Sûreté belge à ses heures, s'initie au journalisme sous la direction d'un reporter belge, Pierre Davister, qu'un hasard malheureux a fait échouer dans cette petite feuille et qui la quittera bientôt. Comme Lumumba à ses débuts,

Joseph Mobutu a commencé par apporter humblement, en uniforme de sous-officier, des articles que Pierre Davister épluche. Il se présente en saluant militairement et en disant :

— S'il te plaît patron !

— Joseph, lui répond paternellement Davister, tes textes ne sont pas mauvais, mais ils seraient encore meilleurs s'ils étaient moins à la gloire de Léopold II et s'ils ne se terminaient pas chaque fois par « Vive la Belgique ! »

— Merci, patron ! dit Mobutu.

Et il repart à pied vers le camp Léopold II après un grand salut militaire.

En 1961, les rapports entre les deux hommes auront changé. Aux conférences de presse, Davister s'adressera à Joseph Mobutu en lui disant « mon général », tandis que l'officier lui dira, paternel à son tour, « mon cher Pierre... » Ainsi va la vie au Congo.

C'est en 1950, alors que Patrice Lumumba suivait les cours à l'école des Postes, que Mobutu a débuté dans le journalisme, sur le coup de la trentaine. C'est un Mongo, originaire de Lisala, en province de l'Équateur. Il est entré à l'armée, la Force publique, à l'âge de dix-huit ans, pour suivre les cours à l'école des cadres de Luluabourg. Il en sort sous-officier dactylographe. Jusqu'en 1956, date où il entre à *L'Avenir* et à son supplément pour Noirs *Actualités africaines*, il est attaché à la section des opérations du Q.G. de la Force publique à Léopoldville, comme dactylo. A *L'Avenir*, Mobutu — le plus passif et le plus lymphatique des Congolais qui ne sont pourtant pas généralement très dynamiques — est immédiatement séduit par Patrice Lumumba, son antithèse. Il admire en lui les qualités qu'il ne possède pas, ou pas encore : le courage, l'esprit

de décision et de synthèse, l'éloquence, la vivacité d'esprit, son magnétisme aussi qui forcera même des Blancs à l'admiration. Il supplie bientôt le président du M.N.C. de le prendre dans son mouvement. Lumumba pour sa part, apprécie Mobutu pour deux raisons : d'abord il peut lui être utile en publiant ses communiqués dans *L'Avenir*, il peut l'aider à rédiger des textes puisqu'il a une expérience journalistique plus poussée que la sienne; ensuite, Joseph Mobutu n'est manifestement pas un ambitieux et il est beaucoup plus maniable que les Adula, Iléo, et Ngalula du comité central du M.N.C. Il ne constitue pas un danger. Il acceptera les ordres et marchera droit : sa formation militaire l'y prédispose. Mobutu entre donc au comité local du M.N.C. de Bandalungwa, une des communes africaines de Léopoldville. Il est dévoué corps et âme à Lumumba au point même de renoncer, sur un vœu du président, à servir d'indicateur à la Sûreté.

Candidat dictateur

COMMENT Patrice Lumumba pourra-t-il exploiter au mieux l'arrestation de Kasa-Vubu au lendemain des émeutes du 4 janvier 1959? Deux éléments lui paraissent essentiels : d'une part, il profitera du désarroi de l'Abako et de l'interdiction de ce mouvement politique, le mieux organisé du Congo, pour imposer son M.N.C. et rallier tous les patriotes véritables, quelle que soit leur ethnie; il calmera d'autre part, provisoirement, les inquiétudes de l'administration, de telle sorte qu'elle n'entravera en aucune manière son action politique. Comment conjuguer les deux manœuvres?

Pour la première fois, et sans en mesurer la portée peut-être, car ce futur général ne manque pas d'être naïf, Mobutu le journaliste servira les desseins de Lumumba. Sur ses indications, il publie dans *Actualités africaines* des 10 et 11 janvier un excellent et objectif compte rendu du

meeting interdit de l'Abako qui fut, le 4 janvier, à l'origine de l'émeute. Mais trois lignes sont à détacher de ce texte : Mobutu écrit, en effet, que dans son appel au calme, Joseph Kasa-Vubu aurait également déclaré : « Des faux bruits circulent actuellement, qui font croire que l'Abako est contre le Mouvement national congolais de M. Lumumba. C'est faux, archifaux. Le M.N.C. est un mouvement typiquement africain et ceux des nôtres qui veulent y adhérer sont libres de le faire. Nos buts et ceux du M.N.C. sont les mêmes... »

En suggérant ces mots assez diaboliques, Lumumba remporte la première manche contre celui qui deviendra son rival numéro un. Il se précipite au « Belge », brandissant le journal où il a souligné la déclaration de Kasa-Vubu au crayon rouge. A l'Abako, personne ne conteste cette version de l'appel du président général des Bakongos. Si c'est écrit dans le journal, c'est qu'il l'a effectivement dit... Et s'il l'a dit, autant s'inscrire au M.N.C. puisque l'Abako est en perdition. Au local du Mouvement national congolais, les nouveaux membres affluent. Et pour se donner plus de poids encore, Lumumba lance un appel solennel aux Belges pour qu'ils libèrent le bourgmestre Kasa-Vubu.

Tous les Congolais se massent maintenant derrière le maître du M.N.C. En toute bonne foi, Iléo, Adula, Ngalula et les autres membres du comité approuvent l'attitude de leur leader. Ils ne se doutent pas un instant que seul un machiavélisme politique dépourvu de scrupule, il faut l'avouer, a guidé leur président. Lumumba, un moment, n'est-il d'ailleurs pas dupe lui-même de sa propagande? Il joue le jeu à fond, sans restriction. Il se donne à son rôle, mais fort

heureusement le flair reprend rapidement le dessus.

... Car les Belges s'interrogent :

— Ne faut-il pas arrêter ce second Kasa-Vubu, qui est peut-être tout aussi dangereux?

Il s'agit de les tranquilliser. Et Patrice Lumumba se montre tel qu'il est : politicien jusqu'au bout des ongles. C'est sans doute l'époque de sa carrière politique où il atteindra le sommet de l'habileté, l'époque où, à nos yeux d'Occidentaux, il témoigne de ce qu'il est, quand il le veut, le plus avisé des diplomates en ces instants délicats entre tous. Tour à tour Occidental ou Oriental, mais très peu bantou, c'est Janus en somme. Aucun Bantou avant lui n'eût été assez fin, assez subtil, assez « stratège » pour inventer le langage qu'il tient aux autorités européennes :

— Je condamne l'émeute. Je suis un non-violent, comme Gandhi, et je désapprouve l'Abako qui a fait couler le sang. Vous avez été obligés de tirer sur mes compatriotes, je le sais. J'ai tout mis en œuvre pour empêcher ce drame, mais quand j'ai été prévenu il était trop tard : le sang coulait. Il faut maintenant ramener le calme dans les esprits. L'Abako est dissoute et vous avez bien fait, mais il ne faut pas que ces vrais patriotes, qui ont été trompés par leurs dirigeants, choisissent de prendre le maquis. Il faut canaliser leur nationalisme, éviter qu'il ne tourne à la xénophobie. C'est ce que je me propose de faire en attirant les Bakongos au M.N.C. C'est pour leur plaire que je réclame la libération de Kasa-Vubu, mais personnellement je n'en fais pas une question de principe. Comprenez donc que quelque chose doit changer au Congo, mais que je ne suis en aucune façon antibelge et que vous vous desservez en me mettant des bâtons dans les roues.

Je suis, ne l'oubliez jamais, un moindre mal...

Cela paraît tellement logique à l'administration, et c'est dit avec un tel feu et une telle franchise, que les autorités belges acquiescent. Le procureur du roi Lafontaine, le seul avec le général Janssens à n'avoir pas perdu la tête, signale « qu'il faut faire confiance à ce garçon ». Et il ajoute :

— Il ira loin !

Patrice Lumumba jouit donc à présent, à la fois, de la bénédiction de l'administration et de l'enthousiasme des Congolais pour qui l'émeute du 4 janvier a marqué définitivement l'éveil patriotique. Il reste à tirer les marrons du feu. Ce sera l'occasion d'une partie d'échecs très subtile avec le ministre du Congo du moment, M. Maurice Van Hemelrijck.

A Bruxelles, les nouvelles de Léopoldville ont été accueillies avec une stupéfaction horrifiée. Les valeurs coloniales belges accusent en Bourse une baisse vertigineuse qui aura sa répercussion sur toutes les places du monde. Le gouvernement veut colmater la brèche à tout prix et, moitié pour éviter la panique et moitié pour sauvegarder son prestige, il annonce que les émeutes n'ont été le fait que « de quelques extrémistes et de jeunes désœuvrés ». A part de rares esprits bien informés, la plupart des Belges avalent sans sourciller l'explication des « blousons noirs », des « beatniks ». La seule autorité qui soit plus ou moins franche — dans la limite de ses fonctions — c'est le ministre du Congo, M. Van Hemelrijck. Le 9 janvier, devant la Chambre convoquée en séance extraordinaire, il avoue :

— On ne laisse pas impunément le Congo,

durant si longtemps, attendre des décisions sur son futur statut politique.

Quatre jours plus tard, le gouvernement définit comme il peut sa doctrine et sa politique congolaises après quatre longues séances du Conseil de cabinet au cours desquelles de graves divergences de vues ont apparu. Mais, coiffant le cabinet sur le poteau avant même que lecture ait été donnée à l'Assemblée de la déclaration gouvernementale et à l'insu de presque tous les ministres, le roi Baudouin lance à l'adresse de la métropole et du Congo un appel radiodiffusé dans lequel il affirme notamment sa résolution de conduire « sans atermoiements funestes, mais sans précipitation inconsidérée » les populations congolaises à l'indépendance dans la prospérité et la paix.

Cette adresse aux « Belges de la métropole et du Congo » — qui surprend Patrice Lumumba par les concessions qu'elle contient — va faire couler beaucoup d'encre. D'abord, c'est le premier d'une série d'incidents et de malentendus qui opposeront le roi à ses ministres pendant toute l'année 1959 (on lui reprochera d'imposer ses vues au gouvernement, et à M. Gaston Eyskens de « se laisser faire »). Ensuite, à Léopoldville, le message est traduit à l'intention des indigènes d'une façon pour le moins malheureuse. En dialecte africain, le speaker de Radio-Congo belge dira :

— Et le roi termine en vous disant : « Quant à l'indépendance, on ne vous la donne pas tout de suite, parce que vous êtes trop bêtes. »

Enfin — mais cet argument viendra beaucoup plus tard — des ministres accusés d'avoir « perdu le Congo » se défendront en reprochant au roi d'avoir le premier « lâché » dans son discours

radiodiffusé, le mot « indépendance ». A Bukavu, un ultra n'hésite pas à proclamer, comparant Baudouin à son père Léopold III :

— Cela fait deux fois en moins de vingt ans qu'un roi des Belges nous poignarde dans le dos !

La déclaration gouvernementale de M. Van Hemelrijck suscite moins de commentaires surtout parce qu'elle est extrêmement longue et confuse. Sans citer de dates, sans jeter au vent la formule magique : « indépendance » sans prévoir non plus un calendrier de l'émancipation, le gouvernement précise avec un luxe de détails inutiles les étapes du progrès politique, pour conclure — une fois de plus et c'est ce qui, enfin, irritera Lumumba — que l'économique conditionne nécessairement l'aspect politique des choses. C'est, sous une autre forme, le « ventre plein » qui ressort du bénitier.

C'est trop et pas assez. Trop pour les Belges du Congo, qui sentent la panique leur monter à la gorge : l'exode des capitaux s'accélère brusquement dès le 14 janvier au matin. Pas assez pour Lumumba et les autres Congolais qui veulent savoir tout de suite quand le Congo sera indépendant. C'est la première question que Lumumba pose au ministre quand il arrive à Léopoldville, le 16 janvier, pour un tour du Congo de plusieurs semaines.

M. Van Hemelrijck a un but bien défini : rallier à son programme toutes les populations congolaises, celles des villes et celles de la brousse. La première étape, Léopoldville, est la plus dure. Le prestige de l'Abako sort grandi de l'émeute et le M.N.C. monte en flèche, au point de devenir tout aussi inquiétant. L'insistance de Patrice Lumumba dès la première entrevue, son intransigeance polie mais inflexible persuadent le

ministre — sous la pression de son entourage? — qu'il est bon d'accorder son appui à l'Interfédérale (qui groupe les comités de toutes les associations ethniques) dirigée par MM. Bertin Tumba et Jean Yeki. Et quelques heures avant son départ pour l'intérieur du Congo, le ministre obtient de l'Interfédérale une approbation sans réserve du programme politique belge.

Patrice Lumumba a perdu, semble-t-il, la première manche : un porte-parole de M. Van Hemelrijck lui annonce même que le ministre ne le considère pas comme un interlocuteur valable.

— L'Interfédérale, lui dit l'Européen, apporte au ministre le ralliement de plusieurs millions de Congolais qui habitent l'intérieur. En comparaison votre M.N.C. n'est qu'une goutte d'eau dans la mer.

— C'est faux, réplique Lumumba. L'Interfédérale ne représente même pas Léopoldville. Il y a deux cent cinquante mille Bakongos dans la capitale pour un total de quatre cent mille Noirs. Ces Bakongos ne font pas partie de l'Interfédérale, pas plus d'ailleurs que les cent cinquante mille habitants d'autres ethnies. Et même à supposer que les cent cinquante mille représentants d'autres races vous disent oui, ils n'engagent qu'eux-mêmes. Ce sont des détribalisés, ne l'oubliez pas. Ils ont quitté leur tribu, leur clan, depuis longtemps. De ce fait, ils n'ont aucun droit de prendre des engagements au nom des leurs qui sont restés en brousse.

Lumumba fera mieux que plaider pour vaincre le ministre. Le lendemain du ralliement de l'Interfédérale aux vues des Belges, la Fédération des Batetelas — une des associations groupées au sein de l'Interfédérale et dont il a, pendant longtemps, été le président — proteste sur ses

conseils, avec véhémence, contre l'accord donné au ministre, proclamant notamment : « La Fédération des Batetelas dénie le caractère représentatif de l'opinion noire, tant de Léopoldville que de l'intérieur, que s'arroge abusivement l'Interfédérale. » Les Batetelas affirment aussi ne pas avoir été consultés. MM. Tumba et Yeki n'ont parlé, disent-ils, qu'en leur propre nom. Et l'Interfédérale, devant les efforts de Lumumba, se disloque. L'administration tentera bien de la faire revivre plus tard en créant le « Parti national du Progrès », le P.N.P., que les Africains baptiseront « Parti des Noirs payés », mais l'échec sera tout aussi cuisant.

Lumumba vient de remporter une première et éclatante victoire, à la fois sur les Belges et sur les politiciens noirs qu'ils ont voulu fabriquer et qu'il appelle déjà « les collabos ». Car il a aussi lu l'histoire de la résistance européenne pendant la guerre de 1940...

Une fois de plus ce joueur heureux sait se montrer diplomate. Pour mieux vaincre sans doute, mais il n'en a pas moins l'air de faire une concession de prix :

— Remarquez que cela ne signifie pas que nous rejetons le programme gouvernemental. Nous demandons à réfléchir et si nous apportons notre adhésion, nous le ferons nous-mêmes et sans passer par l'Interfédérale.

Les Belges, et l'entourage du ministre le tout premier, poussent un soupir de soulagement. Comme, en outre, ce sont des mordus de la méthode Coué, ils en concluent avec une légèreté confondante que tout va bien, que Lumumba se rallie à la déclaration gouvernementale. Le président du M.N.C., loin de les détromper, va même jusqu'à préciser :

— Le M.N.C. est d'accord en principe sur les termes de la déclaration, mais il faut considérer ce document uniquement comme l'amorce du dialogue et de la négociation. Cependant, les efforts réalistes du ministre du Congo méritent d'être appuyés.

Tout le monde est satisfait : le ministre parce qu'il a l'impression, confuse mais rassurante, qu'il a gain de cause; les Noirs parce que Patrice Lumumba leur affirme qu'il n'a pas cédé d'un pouce.

Cette équivoque permet à un observateur de sourire :

— Lumumba parle comme de Gaulle. Tout le monde attend ses déclarations et pense qu'elles vont être définitives. Il ne dit rien, mais il le dit de telle sorte que chacun croit y trouver ce qu'il souhaite.

Ce jugement n'est point sot. Le général de Gaulle, en effet, fascine Lumumba. Il admire en lui le faste et la grandeur française qu'il incarne. Il voudrait, comme lui, être au-dessus de la mêlée, dicter sa volonté, être Jeanne d'Arc en somme et libérer son pays de la domination étrangère — tout en évitant le bûcher. Curieux mélange, moitié de Gaulle, moitié N'Krumah. Certains ont compris déjà qu'il est candidat dictateur, mais ils sont convaincus que Lumumba n'inclinera pas vers le communisme.

Ici peut-être faut-il faire le point. Patrice Lumumba, il est vrai, est un tempérament totalitaire. Mais au départ de sa carrière quand on le considére comme un apprenti dictateur, c'est à la manière de Mussolini plutôt qu'à celle de Staline. Un fait est sûr néanmoins : par ses ambitions, son goût du pouvoir absolu, il effraie les démocrates. Forcément, disent ceux qui le

pratiquent, il débouchera politiquement sur les non-démocrates et, par conséquent, ce seront les non-démocrates qui lui donneront leur appui. De plus en plus, il éveille la méfiance des démocrates véritables de son pays, les Joseph Iléo, les Adula, et ses excès le priveront finalement de l'excellente équipe politique qu'il aurait pu rassembler autour de lui pour arriver à ses fins sans coup férir. Il commence à s'entourer non seulement de courtisans, ou d'incapables et de velléitaires comme Mobutu, mais d'hommes beaucoup plus engagés que lui politiquement. Probablement d'ailleurs par manque de réflexion et par inexpérience.

Il est en tout cas différent des autres, l'immense troupeau des politiciens noirs, et cela lui vaut plus d'inimitiés que d'amitiés. Il est autre, aussi, au physique. Sa taille le distingue de son entourage. Ses yeux sont très particuliers par leur dimension : ils sont très grands et son regard a un éclat spécial, indéfinissable. Il est certainement très intelligent, tout le monde en convient, et surtout son activité extraordinaire décourage ses rivaux. Il travaille couramment dix-huit heures par jour. Il se déplace on ne sait trop comment, à une vitesse exceptionnelle, et il arrive à ses fins vite et sûrement. Il voit l'obstacle et fonce aussitôt, comptant pour vaincre sur son dynamisme personnel, exceptionnel pour le monde bantou. C'est un véritable chef de parti, un organisateur, un homme qui, tendu comme un arc vers la réussite, cherche constamment à forcer la décision. Mieux que d'attendre, de subir l'événement, il le provoque et souvent le domine.

Résigné au langage de Normand de Lumumba, contraint de le considérer comme une approbation de sa politique, le ministre Van Hemelrijck

part à la conquête de l'intérieur. Partout les Congolais l'applaudissent en criant : « Indépendance ! Indépendance ! » — car le mot s'est propagé comme un feu de brousse — tandis que les Européens de l'Est, surtout au Kivu, terre volcanique, proclament qu'ils ne veulent pas voir « ce capitulard » et annoncent qu'ils s'opposeront par la force à son passage par Bukavu. Mais tout se passe dans le calme. Les colons, cette fois, se contenteront de lancer un appel platonique à la population blanche :

— En promettant suffrage universel et indépendance, le gouvernement vient de récompenser l'émeute. Conscients de représenter l'immense majorité de la population, nous affirmons que les engagements politiques pris par MM. Eyskens et Van Hemelrijck ne peuvent être considérés que comme nuls et non avenus. Il n'appartient pas à n'importe quel petit gouvernement transitoire de Bruxelles (*sic*) de jeter l'unité belgo-congolaise, réalisée par un grand roi, en pâture aux premiers pillards venus. Réagissons, groupons-nous. Par surprise, une bataille a été perdue. La victoire nous appartiendra.

La prochaine fois, quelques mois plus tard, ils bombarderont le ministre à coups de tomates et d'œufs pourris...

Une autre catégorie d'Européens est mécontente. Les agents de l'administration, chargés d'appliquer la nouvelle politique, n'y croient pas. Ils s'y opposeront, considérant qu'on leur demande de travailler à leur disparition. Ils ne feront rien pour collaborer à l'œuvre de M. Van Hemelrijck et n'épargneront rien pour la torpiller. Le gouverneur général Cornelis, le premier, se figera dans une immobilité de statue, arrêtant tout progrès volontairement ou involontairement. Et

bientôt, ravi d'ailleurs de cette paralysie incroyable qui sert admirablement ses desseins, Lumumba pourra affirmer que la politique du 13 janvier n'est qu'un leurre, qu'elle n'existe que sur le papier, que rien ne change au royaume du Congo. Le ministre lui-même, prisonnier de son administration, l'avoue à ses confidents. Les Blancs d'Afrique continuent leur petite vie comme s'il n'y avait pas eu d'émeute, comme si le Congo devait rester dans la dépendance encore un millénaire.

Rien, ni la raison ni la peur, ni l'effondrement des valeurs coloniales, ne modifiera leur optique. En même temps que le ministre, une commission parlementaire d'enquête a séjourné au Congo pour établir les responsabilités du drame du 4 janvier. Dans son rapport, le président constate que la question essentielle est de savoir si, dans l'avenir, le fossé qui s'est creusé entre Blancs et Noirs pourra être comblé. En attendant, diverses mesures devraient être prises d'urgence pour prévenir le retour d'un 4 janvier.

Surtout, dit le rapport, pas de politique de répression après les récentes émeutes. « La solution, estime le président Dequae, réside plutôt dans l'adoption d'une attitude claire et nette pour l'avenir. Les autochtones et leurs organisations politiques doivent savoir, avec précision et en toutes circonstances, qu'il leur est permis d'exposer et de défendre leurs objectifs politiques pour autant qu'ils ne soient pas subversifs. Cela implique notamment la propagande pour l'indépendance, un sain nationalisme et une attitude progressiste. »

Patrice Lumumba approuve les termes du rapport. Cela va de soi : il a été entendu par la commission d'enquête et il a fait forte impres-

sion. Il a dit aux députés ce qu'ils voulaient entendre, il a parlé de dignité humaine mais aussi d'amour de la Belgique. Quand ils rentrent à Bruxelles, les parlementaires gardent le souvenir de deux personnalités marquantes : Kasa-Vubu, grand par son silence, et Lumumba, le plus persuasif et le plus amical des Congolais. Des deux, pour l'instant, Lumumba est de loin le plus fort : il n'est pas en prison, rien n'entrave son action, et par la diplomatie il a su charmer même les députés, méfiants de nature. N'a-t-il pas obtenu, par exemple, une concession énorme qui constitue une victoire sur son rival prisonnier, Kasa-Vubu? Car, dit le rapporteur de la commission, sur le plan politique « nous estimons que le régime électoral des villes doit être modifié, de manière à déterminer une représentation raisonnable des minorités ». Il souligne à ce propos qu'à Léopoldville, le système uninominal a eu pour résultat que le groupe ethnique bakongo, représentant quarante pour cent environ de la population, a pu s'emparer de presque tous les postes de conseiller (soixante-seize et demi pour cent) tandis que les minorités, qui ensemble constituent une majorité, n'étaient pas représentées ou l'étaient insuffisamment. Il préconise, par ailleurs, l'extension des pouvoirs et des responsabilités des bourgmestres, l'accélération de l'évolution politique, le renforcement et la réforme de l'exécutif par l'africanisation des cadres. Il estime également qu'il y a lieu d'instituer la nationalité congolaise.

Sur tous ces points, Lumumba a insisté. La réforme du systéme électoral, les députés ne s'en doutent peut-être pas, devrait à Léopoldville faire passer tous les mandats de l'Abako aux mains de son mouvement, le M.N.C. La manœuvre

est astucieuse, mais elle restera lettre morte : l'administration empêche toujours toute réforme véritable et, de ce fait, favorise l'explosion de colère des leaders nationalistes en général et permet à Lumumba de manifester publiquement son irritation. Ce dont le président du M.N.C., fidèle à sa tactique, est satisfait, car il veut au moins que l'indépendance de son pays ait une Histoire. Une indépendance « octroyée » n'a rien d'exaltant, et les générations futures oublieraient jusqu'au nom de celui qui l'aurait négociée dans un salon, sous les ventilateurs.

— L'indépendance, décide Lumumba, cela se conquiert, cela s'arrache. Cela ne se reçoit pas.

Congo uni, pays fort!

La mission d'enquête parlementaire est donc rentrée à Bruxelles, ainsi que le ministre du Congo qui se montre exagérément optimiste devant la Chambre. Mais peut-être n'est-ce qu'une allure que ce dernier se donne, pour céler combien la flambée du nationalisme africain l'a bouleversé et pour ne pas semer la panique dans la population belge. Ce sera d'ailleurs pendant un an la tactique des gouvernants : minimisant les événements du Congo, ils tenteront de persuader le public qu'il ne faut pas attacher la moindre importance aux « divagations d'une poignée d'extrémistes qui ne représentent qu'eux-mêmes ». Les forces vives du Congo, dit M. Van Hemelrijck — et ses successeurs le répéteront après lui, jusqu'en janvier 1960 — sont restées loyales à la Belgique et supplient les Blancs de ne pas les abandonner aux mains des politiciens noirs. Tout au plus, avoue le ministre, lorsqu'il rentre à

Bruxelles, y a-t-il eu quelques réserves sur la déclaration gouvernementale.

— Mais, ajoute-t-il aussitôt, c'est bien normal puisqu'il ne s'agit que d'une déclaration d'intentions.

Et pendant des mois, il ne sera jamais question que d'intentions. Le gouvernement ne change pas de disque : il prendra des mesures pour supprimer la discrimination raciale, il permettra aux Noirs de s'installer dans la ville blanche à Léopoldville, etc. Mais les Noirs sont comme sœur Anne : ils ne voient rien venir. L'administration d'Afrique, livrée tout entière à la force d'inertie, continue comme par le passé à noircir du papier. Les plus hauts fonctionnaires, avec une désinvolture dont on ne trouve nulle part l'équivalent, vont jusqu'à faire la sourde oreille quand le ministre donne des ordres précis par téléphone de son bureau de la place Royale à Bruxelles. Il faut bien accepter l'évidence : la majorité des Européens du Congo entendent continuer à vivre comme autrefois. Certes, il y a des exceptions admirables, mais la plupart des Blancs ne consentent pas encore à tendre la main au Noir. L'Africain, ils « l'aiment bien » certes, pour autant qu'il s'en tienne à son rôle qui est de servir le Blanc et de le respecter. Quant au reste, un nègre est un grand enfant qui a besoin, selon les cas, d'une tape affectueuse sur l'épaule ou d'une bonne correction. Main de fer et gant de velours, telle est la formule un peu simple qui fait fureur de Léopoldville aux grands lacs du Centre africain. Mais fraterniser?

— Hier, disent la plupart des coloniaux au pouvoir, hier nous avons créé des cercles où ensemble nous buvions la même bière. Aujourd'hui, vous accordez aux Noirs des droits politiques et

le suffrage universel. Demain, ils mettront leurs fils dans le lit de vos filles.

L'argument pour spécieux qu'il soit, porte dans l'opinion blanche. Il rallie les mères, les femmes dont l'influence est grande. Pourtant l'histoire des années de la colonisation révèle qu'il n'y a eu que peu de viols interraciaux et que les amours entre Blanches et Noirs sont l'exception — les Blancs pour leur part ne dédaignant nullement les Noires, il faut bien le dire. N'empêche : le racisme désigne la femme blanche dans le lit du Noir comme l'ambition suprême de ce dernier. Et dans tout le Congo on raconte de telles balivernes sur les tortures sexuelles pendant l'émeute du 4 janvier que la légende s'accrédite.

Dans les relations entre Blancs et Noirs, qui laissaient tant à désirer avant 1959, il y a quelque chose de brisé définitivement depuis les troubles. A Léopoldville, ni l'Abako ou ce qui en reste, ni le M.N.C. en pleine croissance ne pardonnent qu'il y ait eu deux cent cinquante Noirs abattus et pas un seul Blanc.

— Je sais, explique Patrice Lumumba à ses amis européens, je sais qu'il y eu des violences et que les Congolais ont commencé la bagarre, et je le regrette sincèrement. Mais... c'eût été tellement mieux pour vous, les Belges, s'il y avait eu quelques morts européens à côté de ces cadavres nègres. Croyez-moi, la grande foule indigène, la majorité des quatre cent mille habitants, qui sont pour la plupart des primaires et exagèrent volontiers, sont convaincus que le nombre de morts atteint les trois mille. Comprenez-moi bien : nous sommes, nous, persuadés que c'est faux, mais l'impression demeure. Il y a quelque chose d'irréparable. Nous sommes les premiers à vouloir reprendre le dialogue, mais

dans les circonstances actuelles ce n'est plus possible. Il y a le sang de trop d'innocents qui nous en empêche. Parmi les victimes, il y a des femmes et des enfants. Et cela, comment pourrions-nous le pardonner?

C'est vrai, des femmes et des enfants ont péri. On a pu voir de tout jeunes enfants blessés par les balles des fusils et des mitraillettes, que la Force publique et la police maniaient généreusement. Mais que venaient faire ces enfants sur le champ de bataille? Patrice Lumumba admet volontiers les erreurs des Congolais, et même il reconnaît leurs crimes — tout au moins quand il se trouve en présence des Européens. Mais il explique, lentement, comme s'il s'adressait à de petits enfants blancs qui ne comprennent rien à la mentalité bantoue, que la logique, ici, n'a aucun droit et que s'il plaide la réconciliation il perdra ses adhérents. Et ceux-ci alors risqueraient de se porter vers un extrémisme infiniment plus redoutable. Sa conclusion :

— Nous pourrons nous entendre et renouer notre amitié quand notre pays sera tout à fait indépendant. Je préfère être franc : ceux qui applaudissent aujourd'hui sans réserve le programme de votre gouvernement sont des « *yes-men* » qui n'en pensent pas un mot ou qui n'en comprennent pas la portée. Ce programme, nous ne le rejetons pas, mais nous réclamons le droit d'être méfiants. C'est joli, un programme, un plan, mais cela n'écarte en rien le racisme, qu'il vienne d'un côté ou de l'autre. Dans les magasins européens, on continuera à nous servir avec des pincettes, souvent à un guichet spécial pour Noirs. On continuera à refuser de nous vendre du whisky, alors qu'on le débite aux Blancs en toute liberté. Discrimination superflue d'ailleurs, car, dans tout

bar du « Belge », je vous trouverai de l'alcool. Je pourrais vous citer mille cas semblables, et par exemple celui de mon bureau où travaillent un jeune Noir et une jeune fille blanche qui ont fait leurs études ensemble à l'université de Louvain pendant trois ans. Ils se sont retrouvés chez le même employeur. Elle, qui était la moins bonne étudiante, y vient en gants blancs dans une splendide limousine. Lui a dû s'acheter un vélo à tempérament. On n'efface pas le racisme avec des décrets. Il faut bâtir l'Afrique du cœur, et rien d'autre. Quand nous serons indépendants et égaux, vous deviendrez nos meilleurs amis.

Puis, se révoltant devant l'administration dont l'immobilisme vogue toutes voiles dehors, Lumumba hausse le ton :

— On sabote le ministre, vous le savez aussi bien que moi. On ne veut pas, dans les sphères du gouvernement général, que nous progressions. Or, cette indépendance, il nous la faut le plus vite possible, et nous n'admettrons pas que certains transforment la déclaration gouvernementale du 13 janvier en une bataille d'arrière-garde, une manœuvre de retardement. Ensuite, mais ensuite seulement, je le répète, vous redeviendriez nos meilleurs amis. Jusqu'ici nous vous avons considérés comme des tuteurs, des parents, mais pas comme de véritables amis. C'est donc un climat nouveau que nous apporterons pour vous remercier de l'indépendance que vous ne nous refuserez pas.

— Peut-être, rétorque-t-on. Mais ne sont-ce pas là des promesses faites à la légère? Qui nous garantit qu'elles seront observées?

— Vous ne cessez de nous demander de vous faire confiance. C'est le thème du roi Baudouin dans son appel, et celui du ministre dans sa

déclaration. Nous demandons, nous aussi, que vous nous fassiez confiance. Vous ne pouvez rien garantir aujourd'hui, nous non plus. Cependant, vous avez une assurance supplémentaire : c'est que nous aurons besoin de vous après l'indépendance, car nous ne sommes pas mûrs pour mener tout seuls notre barque. Plus que jamais, nous devrons faire appel à vos capitaux, à vos techniciens, à vos administrateurs, à vos conseillers, à vos hommes d'affaires et même à vos colons qui, comme au Kivu, constituent parfois l'armature de toute une région. Croyez bien que nous nous rendons compte de nos lacunes. Le temps les comblera, mais d'ici là il faut que vous restiez nos associés.

— Qui nous dit que vous ne ferez pas plutôt appel à des Américains, des Russes ou d'autres encore?

— Là, évidemment, vous n'avez d'autre garantie que notre parole. Mais songez que nous vivons avec vous depuis quatre-vingts ans et que vous nous avez formés à votre image. Mais oui, souriez : à votre image. Dans vos écoles, chez vos missionnaires, dans vos usines, dans vos bureaux. Regardez comme nous sommes différents des Africains de Brazzaville : ils sont français et nous sommes belges. Or, ils sont bakongos ou bangalas, comme nous. N'est-ce pas la preuve que vous nous avez modelés? Remarquez qu'il y a même l'accent qui diffère d'une rive à l'autre du fleuve. Dès lors, comprenez que nous ne perdrons pas de sitôt vos habitudes. Si vous partiez, nous nous sentirions perdus. Les autres Européens qui viendraient vous remplacer — et il devrait fatalement y en avoir — nous seraient infiniment plus étrangers : ils ne parleraient sans doute même pas le français. Souvenez-vous comme nous avons protesté quand

il a été question de nous apprendre le flamand. Nous nous satisfaisons parfaitement du français. Non, cessons d'agiter l'indépendance comme un épouvantail. Elle n'est pas synonyme d'expulsion des Belges. Pourquoi faut-il absolument la considérer comme la fin des temps?

Ce thème qui hante Patrice Lumumba jusqu'à l'obsession, sera aussi celui du ministre Van Hemelrijck quand il reviendra au Congo un mois à peine après l'avoir quitté.

Officiellement, le but de ce voyage de quatre jours est de prendre contact avec l'administration d'Afrique pour l'application des mesures décrétées dans le cadre du plan gouvernemental du 13 janvier. Mais on ne dissimule pas à Bruxelles qu'il s'agit là d'une version très diplomatique du voyage ministériel. En réalité, M. Van Hemelrijck ne veut plus supporter le déplorable relâchement de l'administration qui, après son retour en Belgique, au début de février, a repris ses habitudes antérieures et fait la sourde oreille aux ordres du cabinet. C'est pourquoi il a décidé de procéder sur place à une opération radicale d'assainissement. Il songe notamment au remplacement du gouverneur général Cornelis par le vice-gouverneur général Schœller (le haut fonctionnaire qui avait présenté Lumumba au roi, dans les jardins de la résidence, à Stanleyville, en 1955) mais ce projet échouera, le roi Léopold III protégeant M. Cornélis et s'opposant à sa disgrâce par l'intermédiaire de son fils, Baudouin. C'est ce qui mènera la Belgique à deux doigts d'une nouvelle crise royale, certains milieux, dont le ministre Van Hemelrijck, accusant Léopold de régner par personne interposée. Dans la période dramatique que la Belgique vivra

pendant tant de mois, ce sera là un malheur supplémentaire qui aboutira par l'annonce, en juillet 1959, du prochain déménagement de Léopold et de sa femme, la princesse Liliane, du château royal de Laeken où ils vivent avec Baudouin.

M. Van Hemelrijck a un autre motif de se rendre à Léopoldville : l'enquête judiciaire sur l'émeute du 4 janvier a prouvé que rien, ou presque rien, ne peut être retenu contre Joseph Kasa-Vubu et les autres dirigeants de l'Abako arrêtés au lendemain de la tragédie. Me Jacques-Arnold Croquez, l'avocat de Françoise Sagan, a assisté le président général de l'Abako et il a eu des entretiens avec le ministre auquel il a fait comprendre qu'en libérant Kasa-Vubu, il obtiendra peut-être un ralliement spectaculaire à la déclaration gouvernementale de janvier. M. Van Hemelrijck a été d'autant plus sensible à cet argument que le malaise se précise dans le Bas-Congo, fief de Kasa-Vubu, où l'hostilité des populations ne cesse de croître. Mais quand il a ordonné de Bruxelles la mise en liberté du chef de l'Abako, le gouvernement général a répondu :

— Nous n'en prenons pas la responsabilité. Si vous voulez le libérer, venez le faire vous-même.

C'est la rage au cœur que le ministre a quitté Bruxelles à destination de Léopoldville, où une nouvelle fois il trouvera un allié de taille : Patrice Lumumba. Le président du M.N.C., cependant, ignore les intentions de M. Van Hemelrijck. S'il savait qu'il vient libérer son grand rival Kasa-Vubu, il se montrerait sans doute plus réservé. Car, le leader bakongo hors de prison, l'Abako connaîtra une nouvelle vigueur et ce sera incontestablement au détriment du Mouvement national

congolais. Lorsque le ministre débarque, Lumumba ne se doute donc de rien.

Les ultras de Léopoldville ont préparé au ministre du Congo, ce pelé, ce galeux, un fort brillant accueil. Pendant la nuit des slogans ont été peints sur la route de l'aérodrome : « Go home », « Indésirable », « Défaitiste ». Des magasins européens ont baissé leurs volets et font la grève. En ville, les autos arborent des fanions noirs en signe de deuil et sur son passage il y a même, à la stupéfaction de quelques Français, des avertisseurs qui scandent : « Algérie française ».

Lumumba saisit la balle au bond. Le voyage ministériel lui donne l'occasion de diviser l'adversaire. Il fait imprimer et diffuser le tract suivant :

« Certains Belges colonialistes du Congo sont mécontents parce que le roi et le gouvernement belge ont promis l'indépendance et que le ministre veut la réaliser. Ces Belges organisent en Belgique et au Congo une campagne contre le ministre et contre le roi, qui a garanti solennellement l'indépendance... Le M.N.C. s'adresse aux Congolais : dans le calme et la dignité, réagissez, considérez comme ennemis de l'indépendance de votre pays tous les propriétaires de véhicules endeuillés et n'achetez plus dans les magasins fermés. Partout où vous le verrez, acclamez vivement le ministre et criez : « Vive Van Hemelrijck ! Vive l'Indépendance ! »

Ce tract a, sur les Belges et les Congolais, l'effet d'une bombe. De nouveau Lumumba est au cœur de l'actualité. C'est de lui que l'on parle, plus que du ministre qui vient de débarquer. Et sans consulter M. Van Hemelrijck, l'administration recourt à la mesure que le président du

M.N.C. appelait secrètement de tous ses vœux : elle le fait appréhender et jeter en prison. Motif : 1° la distribution de tracts sur la voie publique est interdite par un arrêté du premier bourgmestre; 2° les pamphlets ne portaient pas le nom et l'adresse de l'éditeur responsable. Patrice Lumumba demeure en prison pendant quelques heures à peine, exactement ce qu'il fallait pour accroître son prestige auprès des Noirs. Puis il est libéré sur intervention directe de M. Van Hemelrijck et avec les remerciements chaleureux du ministre...

Quelques heures plus tard, celui-ci rendra involontairement un autre et double service au M.N.C. Dans un discours radiodiffusé aux Européens et aux Africains, il adresse des reproches aux ultras — ce qui sert les buts de Lumumba — et s'oppose avec vigueur aux visées séparatistes des Bakongos, qui veulent recréer, dit-on, l'ancien royaume du Congo central couvrant l'embouchure du fleuve Congo, une partie de l'Angola et de l'Afrique équatoriale ex-française dirigée par l'abbé Fulbert Youlou. Comme le ministre, Lumumba est opposé à la sécession ou au fédéralisme, mais ses motifs sont différents de ceux des Belges : son M.N.C. est pratiquement le seul parti à l'échelle du Congo tout entier et c'est dans l'unité de ce territoire grand comme quatre-vingts fois la Belgique, qu'il puise l'essentiel de sa force. C'est pourquoi, comme Hitler à Compiègne, Lumumba esquisse un pas de danse quand il entend le ministre proclamer :

— Il n'est pas question pour le gouvernement d'entrer dans les vues de ceux qui songeraient à revendiquer, pour l'une ou l'autre partie du Congo, la séparation d'avec le reste du pays et l'indépendance immédiate. J'ai déjà eu l'occasion de

dire et j'ai justifié cette position en soulignant qu'aucune région du Congo, quelle qu'elle soit, ne pourrait espérer devenir un pays prospère en s'isolant du reste du pays. J'ai souligné, de plus, qu'un pas dans ce sens risquerait d'en entraîner d'autres et que, pour finir, au lieu de former un Congo riche et puissant, nous aboutirions à une mosaïque de petits États. Et cela, alors que le Congo, grâce à ses richesses humaines et naturelles, grâce à ses régions économiques complémentaires, a tout en main pour devenir un des plus grands pays d'Afrique; et cela alors que le monde, dépassant les conceptions périmées d'un nationalisme étroit, s'organise pour survivre sur la base de grands ensembles politiques et économiques.

C'est en quelque sorte le début d'une certaine collaboration « électorale » entre Lumumba et les Belges qui ont la conviction que le Congo fait l'objet d'innombrables visées étrangères. Rue de la Loi on est convaincu que la France notamment cherche — par l'intermédiaire de l'abbé Youlou, de Me Croquez, homme de droite, avocat de Françoise Sagan et de Kasa-Vubu, et de MM. Christian Jayle, ministre de l'Information à Brazzaville et Delarue, ancien collaborateur des Allemands maintenant au service du président Youlou — à mettre la main sur le Bas-Congo où l'on se prépare à ériger à Inga l'une des trois plus grandes centrales hydro-électriques du monde : elle doit permettre une production annuelle de quelque cent soixante milliards de kilowattheures (le quart de la production annuelle de tous les États-Unis) et coûtera l'équivalent de trente-trois milliards de nouveaux francs. Quant à la Grande-Bretagne, on pense qu'elle cherche à s'emparer du Katanga et de ses richesses minières.

Dès lors Bruxelles met tout en œuvre — et cette fois l'administration suit — pour lutter contre le tribalisme, le régionalisme, le fédéralisme. Un slogan naît, rédigé par des Belges, dans les bureaux bruxellois du service de l'Information du Congo belge et du Ruanda-Urundi : « Congo uni, pays fort ! » Deux formations politiques seulement combattront sous ce drapeau, le M.N.C. de Lumumba et le Parti national du progrès, formation modérée et sans grand dynamisme suscitée par le gouvernement général et dirigée par des hommes que Lumumba considère comme des collaborateurs dans le sens péjoratif du terme.

Ayant remercié Lumumba pour son appui, le ministre du Congo repart pour Bruxelles, emportant dans ses bagages trois dirigeants bakongos qu'il est allé libérer lui-même à la prison militaire. Parmi eux, Joseph Kasa-Vubu et son vice-président, Daniel Kanza. Les trois prisonniers sont remis en liberté provisoire... mais en Belgique, afin d'éviter tout incident à Léopoldville. A Bruxelles, ils s'installeront, après un bref passage à l'hôtel, square Marie-Louise, chez le fils de Daniel Kanza, Thomas, qui rompra plus tard avec Kasa-Vubu pour devenir ministre de Lumumba, puis délégué de M. Gizenga à New York. Thomas a vingt-cinq ans, il a fait ses études à l'université de Louvain et à Bruges, un stage à Harvard enfin avant de devenir fonctionnaire au Marché commun à Bruxelles. Il est très européanisé, très peu nationaliste et fort éloigné des luttes de son père et du « roi Kasa », comme on appelle le chef de l'Abako. A leur arrivée, les trois leaders publient une lettre ouverte où il est question de la grandeur d'âme de Sa Majesté le roi des Belges, et où ils témoignent qu'ils

acceptent « de discuter le temps et la mise en application de la politique nouvelle ». Est-ce l'approbation de sa déclaration que le ministre attendait? On n'en est pas sûr. Une fois de plus c'est du bantou ou du normand.

Quoi qu'il en soit, la réaction est immédiate et double : l'opposition socialiste au Parlement accuse M. Van Hemelrijck d'être un joueur qui a perdu le contrôle de son jeu, tandis que Patrice Lumumba, s'inquiétant de la présence des trois Bakongos en Belgique, décide d'y aller à son tour pour déjouer éventuellement leurs plans. Il est libre de voyager comme il l'entend maintenant : la politique exige une complète liberté, et il est licencié de la brasserie. Il y avait longtemps d'ailleurs qu'il ne s'occupait plus guère de vendre de la bière. N'ayant plus d'employeur, il peut partir où et quand il veut.

Mais avant de se rendre en Belgique, il fait un saut à Ibadan, en Nigeria, pour y assister au séminaire d'études organisé sous l'égide du Congrès pour la liberté de la culture. Voyage utile :

— Il est nécessaire, dit Lumumba, de rencontrer les dirigeants noirs d'autres pays africains, de savoir ce que l'on fait chez eux, de leur expliquer nos soucis et nos progrès. Ces réunions fournissent des indications précieuses à la poursuite de notre lutte.

En outre, ces rencontres offrent deux autres avantages : elles font de Lumumba le seul leader « d'exportation » du pays congolais. Il est le seul à soigner ainsi ses relations publiques à l'étranger. Kasa-Vubu, lui, n'a pas eu l'occasion d'aller à Accra ou à Ibadan. On ne l'y connaît guère, et c'est d'ailleurs le dernier de ses soucis. Ses ambitions se limitent à son peuple bakongo et

ses relations à l'étranger à son cousin Youlou, de l'autre côté du fleuve, à Brazzaville, qui est comme une province de Léo. Le premier, Lumumba calcule non seulement à l'échelle du Congo tout entier, mais il est profondément panafricain. Ses songes le conduisent loin. Peut-être rêve-t-il d'une grande fédération africaine, d'États-Unis d'Afrique dont il serait le président, si Dieu le veut.

Enfin, ses périples au Ghana et en Nigeria augmentent singulièrement son prestige au Congo même. C'est bouche bée que les foules l'écoutent évoquer ses prodigieux voyages. Quand il parle de l'émancipation des Africains, les yeux s'éclairent et les espoirs fleurissent : il parle d'or.

— Donne-nous l'indépendance, Patrice ! crient les hommes, les femmes et les enfants du « Belge » de Léopoldville.

A Bruxelles cependant le président du Mouvement national congolais va engager une partie qu'il considère comme décisive, et c'est aussi l'avis de son nouveau conseiller européen, l'avocat Jacques Nyns. M. Nyns — qui est socialiste — a rencontré pour la première fois Lumumba dans le prétoire de la cour d'appel de Léopoldville, où il comparaissait pour ses détournements à l'Office des chèques postaux de Stanleyville. Le commis des Postes ne l'a aucunement impressionné et il ne le reverra qu'au lendemain des émeutes de Léopoldville, quand il sera devenu le maître du M.N.C. Mais alors Me Nyns succombe au charme : il est séduit par l'extraordinaire ascension de Lumumba — d'autant plus extraordinaire, se dit-il, que le jeune politicien avait entamé son action dans la capitale congolaise en n'y connaissant pratiquement personne, puisqu'il venait d'un « trou » : Stanleyville. Cette deuxième rencontre a lieu au cours des journées décisives

où le président du M.N.C. dialogue avec le ministre du Congo et où il a besoin de s'appuyer sur les quelques Belges de bonne volonté qui veulent établir une liaison avec les partis politiques congolais. Depuis plusieurs mois, Lumumba sait qu'il ne peut compter sur les libéraux et il a espacé ses rencontres avec les représentants de cette opinion. D'ailleurs, M. Buisseret n'est plus ministre des Colonies et son portefeuille est détenu par un social-chrétien : les libéraux ne sont plus d'aucune utilité. Aussi Lumumba est-il satisfait du concours que Me Jacques Nyns peut lui apporter. Les socialistes ne sont-ils pas dans l'opposition? Il comprend que leur appui, en des circonstances aussi délicates, peut constituer un argument de poids dans les négociations avec le ministre Van Hemelrijck qui — non content de devoir obtenir le ralliement des populations africaines — doit aussi, et sans cesse, veiller à ce que sa politique congolaise soit cautionnée par l'opposition. Pour faire l'union nationale au moins en matière congolaise, le ministre doit se prêter de temps en temps à une concession. Lumumba se dit qu'à travers le Parti socialiste, ce pourrait être finalement lui le bénéficiaire de ces concessions.

L'avocat Nyns est-il dupe du stratagème de Lumumba? Le croit-il incapable de tant de ruse? Il n'ignore pas que si l'homme est idéaliste, son trait dominant est l'ambition. Il est frappé par le dynamisme du leader, par son extraordinaire capacité de travail : c'est une machine humaine à conquérir le pouvoir, et il se dit que Lumumba sera l'un des principaux responsables du Congo de demain. Dès lors, dans l'intérêt de tous, il faut dès maintenant instaurer un climat de confiance mutuelle. C'est dans cet esprit que

Me Nyns prépare le séjour du président du M.N.C. en Belgique. Les deux hommes sont d'accord sur l'essentiel : le Mouvement national congolais doit être défendu à Bruxelles. Les dirigeants de l'Abako y sont en résidence forcée, ils ont peut-être avec des émissaires du gouvernement des conversations décisives. Des politiciens noirs modérés, inspirés par des Belges d'Afrique, séjournent également en Belgique et tentent de faire pression sur le ministre pour qu'il dédaigne d'écouter ces extrémistes qui réclament l'indépendance dès demain. Certains journaux bruxellois — propagande ou naïveté? — accordent à leurs propos une importance qu'ils n'ont pas et mettent l'accent sur le fait que, dans le Maniema, des chefs coutumiers ont réclamé la nationalité belge; que, dans le Kivu, d'autres chefs coutumiers ont marqué leur attachement aux structures du passé. Ces manifestations sont d'une spontanéité plus que discutable et certaines influences locales n'y sont pas étrangères. Mais l'opinion belge, guidée par ces journaux, a tendance à n'accorder de crédit qu'aux propos de ce que Patrice Lumumba appelle les « beni-oui-oui ». Enfin, une autre personnalité l'inquiète à Bruxelles : Jean Bolikango, leader des Bangalas, un des hommes les plus influents de Léopoldville, joue la carte de la collaboration et ne s'en cache pas. Bolikango est un homme sincère mais fatigué. Il ne croit pas à l'évolution politique du Congo. Il a cinquante ans. Il a été pendant trente-neuf ans instituteur dans les écoles des pères de Scheut, dont le rôle est d'évangéliser et d'instruire — et non de faire éclore des politiciens révolutionnaires. C'est d'ailleurs ce défaut de sens politique qui a été à la base du manifeste de *Conscience africaine*, erreur que les pères regrettent amèrement. Jean Bolikango est dévoué

corps et âme aux missionnaires et à l'œuvre belge en Afrique. C'est pourquoi les autorités l'appellent « le Sage ». A cinquante ans, il a été envoyé en Belgique à la fois pour y étudier les rouages de l'information et pour y rappeler régulièrement au gouvernement belge qu'il ne doit pas écouter la voix des nationalistes extrémistes. Pour affirmer aussi que rien ne presse, que les Congolais sont satisfaits de leur sort.

Patrice Lumumba voudrait faire de Bolikango son allié, à la fois contre la Belgique et contre Kasa-Vubu. Le jour même de son arrivée à Bruxelles, accompagné de Me Nyns et de Paul Fabo, un Noir dahoméen, propriétaire dans la capitale belge d'un journal hebdomadaire (en 1961, Fabo deviendra ambassadeur du Dahomey à Léopoldville), Patrice Lumumba rencontre donc Bolikango et lui propose une place de choix dans la hiérarchie M.N.C. Effrayé, Bolikango décline cette offre. Puis, multipliant les démarches contradictoires comme un général effectue exprès de faux mouvements, le président du Mouvement national tente de sonder le cœur de Kasa-Vubu. Il veut lui faire une offre semblable. Mais Kasa-Vubu garde le silence, ignore les appels du pied, bref refuse toute rencontre. Thomas Kanza, son hôte, tente de provoquer un rapprochement mais il échoue. Kasa-Vubu se méfie de Lumumba, comme il désapprouve Diomi et Pinzi, les deux Bakongos qui ont des contacts avec le M.N.C. « Monsieur Kasa », comme on l'appelle à Léopoldville et à Bruxelles, a la certitude que le Mutetela n'a jamais plaidé que sa cause personnelle et qu'il a bénéficié de la dissolution de l'Abako décrétée par le gouvernement.

Par intermédiaire, Lumumba proteste :

— Je n'ai cessé de réclamer, dès le 8 janvier,

la libération de M. Kasa-Vubu et des détenus bakongos. Voici des copies de lettres et de télégrammes adressés au gouverneur général. Montrez-les au président, je vous en conjure.

Ce qui est fait. Cela ne convainc pas le petit homme tranquille de l'Abako. Kasa-Vubu parcourt la Belgique, va au cinéma, mais n'a pas le temps de recevoir le président du M.N.C. qui étouffe de colère. Enfin, des Belges de bonne volonté organiseront un complot pour les réunir : on leur fait visiter, au même moment, le Parlement rue de la Loi et un heureux hasard les jette dans les bras l'un de l'autre. L'entretien est cordial : il se prolonge. Kasa-Vubu décline évidemment tout poste au M.N.C., mais la réconciliation est d'autant mieux assurée que Lumumba lui promet son appui. Il tiendra parole puisque, en débarquant à Léopoldville-Kinshasa, il dira dans un meeting :

— Je proteste contre la campagne antibakongo lancée par l'administration. Je rends hommage à l'Abako, et plus particulièrement à M. Kasa-Vubu, qui a eu le courage d'entamer le premier la lutte contre le colonialisme.

Mais avant de rentrer au Congo, il fait en Belgique une espèce de campagne électorale éclair. Me Nyns lui ouvre toutes les portes, se fait son imprésario — ce qui permet à Lumumba de ne pas perdre une seconde, de ne parler que devant des auditoires attentifs, bref d'être efficace à moindres frais. Au rythme d'une conférence par jour, il parcourt Bruxelles et la Belgique. Il parle devant les étudiants de l'université libre de Bruxelles, à *Présence africaine*, dans des cercles politiques et coloniaux, et chaque fois il conquiert un auditoire souvent prévenu contre lui : il s'adapte, il se fait caméléon, il dit exactement

ce que l'on veut entendre. Un coup d'œil sur la salle lui suffit, semble-t-il : il la juge, il a le génie des foules.

Ce n'est qu'à la tribune de *Présence africaine*, rue du Lombard, où il retrouve un autre de ses conseillers, Jean Van Lierde, chrétien progressiste et ancien objecteur de conscience, et à « La Relève » où l'amène le professeur Van Bilsen, que Patrice Lumumba exprime sans fard le fond de sa pensée. Sachant qu'entre ces murs il se confie à des sympathisants, il dresse d'abord le bilan de la colonisation européenne en Afrique, énonçant ses avantages et ses inconvénients.

Parmi les avantages, il cite : le regroupement des populations en grandes entités, la suppression de certaines coutumes incompatibles avec le progrès social et humain des populations, l'introduction de l'enseignement, le développement de l'organisation sanitaire, le développement de l'agriculture et la rationalisation des cultures. Parmi les méfaits de la colonisation, il range les expéditions punitives qui ont réduit sensiblement les populations et les « déportations » de Noirs en Amérique pour alimenter la main-d'œuvre du Nouveau Monde. Il dénonce également l'abâtardissement et la destruction de l'art négro-africain. Ce n'est que fort tard, souligne-t-il, que certains humanistes se sont occupés de sauver le génie africain. Il déplore également la dépersonnalisation de l'Afrique et la « néfaste politique d'assimilation-intégration qui a réduit les Africains au statut d'apatrides ».

— Il n'y a, poursuit-il, aucun principe de morale qui permette l'exploitation d'un peuple par un autre. L'Occident nous a appris à apprécier la justice, la liberté et la paix. Il ne peut pas nous contester la jouissance des droits inhérents

à la dignité humaine. L'Occident nous a appris à mépriser l'esclavage et la barbarie. Il doit être conséquent avec lui-même et ne pas vouloir nous maintenir en esclavage; car pour nous, le régime colonial auquel nous sommes assujettis n'est pas autre chose qu'un esclavage camouflé. Nous voulons nous débarrasser aujourd'hui de ce régime que nous estimons dépassé. Le peuple belge, après quatre-vingts ans de colonisation, doit reconnaître notre droit à l'autodétermination. Notre amitié sincère reste acquise à la Belgique, mais celle-ci ne doit pas nous décevoir. Nous voulons un gouvernement congolais en 1961. Cette date est parfaitement raisonnable. L'indépendance du Congo est la seule garantie d'une paix réelle dans ce pays. Tous les Belges partisans de l'amitié entre les races doivent soutenir la revendication humaine du peuple congolais.

Cette péroraison suscite un enthousiasme étonnant. Tous les Belges de cœur y souscrivent. Mais, vu à distance, ce discours appelle deux remarques : comme il le fera dans son discours devant le roi Baudouin le jour de l'indépendance, il met déjà l'accent sur « les expéditions punitives qui ont diminué de manière sensible le nombre des populations ». Manifestement, Lumumba souffre de ne pas pouvoir étayer d'une mystique sa lutte pour l'indépendance. Il veut, c'est visible, en créer une à tout prix. De là découlera son destin de météore. En second lieu, le discours de *Présence africaine* est une étape en ce sens que pour la première fois quelqu'un déclare catégoriquement vouloir un gouvernement congolais pour 1961. Jusque-là, aucune date n'avait été citée. Seul le professeur Van Bilsen, conseiller de Kasa-Vubu, avait en 1955 fixé l'émancipation à trente ans. A l'époque d'ailleurs, les Blancs l'avaient

considéré comme un traître à sa race. La déclaration du 13 janvier elle-même ne se référait d'aucun calendrier et, avant Patrice Lumumba, personne n'avait formulé pareille exigence. Dans l'esprit du cabinet belge, un gouvernement congolais uniquement noir est, semble-t-il, impensable avant 1970 ou 1975. Quant aux Bakongos, ils n'ont pas eu voix au chapitre, étant donné que Joseph Kasa-Vubu sort à peine de prison.

Lumumba sur ce point précis est incontestablement un précurseur. Mais entre la conférence de *Présence africaine* et son départ, il avance encore la date de l'indépendance à l'issue d'une conférence qu'il a dans les salons de l'hôtel Central-Bourse avec deux de ses amis européens, dont un journaliste et un avocat chrétien de Stanleyville, Jacques Marres. Tous deux partagent l'avis exprimé vers la même époque par le professeur Van Bilsen, l'homme du plan de trente ans : il faut installer tout de suite un gouvernement provisoire à Léopoldville. Ils pensent que c'est le seul moyen de ramener le calme dans les esprits des Congolais, la seule manière aussi de traverser la délicate période transitoire entre le régime colonial et l'indépendance. Enfin, expliquent-ils à Lumumba, la formule aurait l'immense avantage de permettre aux responsables congolais de s'initier au pouvoir par paliers et d'en reprendre les rênes en connaissance de cause.

Par les fenêtres ouvertes, Lumumba contemple les tramways qui passent rue Auguste-Orts. Puis soudain :

— Vous avez peut-être raison, je vais y réfléchir.

L'entretien est interrompu par l'arrivée de son ancien patron de la brasserie, M. Roland, que Lumumba accueille avec joie. Sincérité ou poli-

tique? Il donne mieux que n'importe qui l'impression à tous ceux qui l'approchent qu'il attendait leur visite avec impatience.

Trois jours plus tard, dans une interview qu'il donne à Fernand Demany du journal *Le Peuple*, l'organe du Parti socialiste, le président du M.N.C. réclame un gouvernement provisoire dès 1959...

Docteur Jekyll et M. Hyde

APRÈS les palabres les événements vont maintenant se précipiter. Patrice Lumumba, le plus agissant de tous les Congolais, rentre de Bruxelles avec la conviction qu'il faut hâter la mise en place de son « appareil ». En effet, Kasa-Vubu et ses compagnons vont être mis en liberté provisoire et reprendre en main l'Abako. Et d'autre part, promu par les Belges, en récompense de ses bons et loyaux services, commissaire général adjoint à l'Information — les plus hautes fonctions jamais confiées à un Noir — Jean Bolikango arrive lui aussi à Léopoldville : avec le concours de l'administration, il s'efforcera d'organiser les modérés suivant les vœux du gouvernement belge. Ce sont là deux graves menaces pour le M.N.C., dont on tente d'amoindrir et l'importance, et le prestige.

Aussi Patrice Lumumba prend-il les devants. Sans perdre une minute, avec sa vélocité coutu-

mière, il fait organiser dans toutes les communes indigènes de Léopoldville des « sections communales » pourvues chacune d'un président, d'un ou de deux vice-présidents, d'un secrétaire général et d'un comité de direction. Mais Léopoldville ne suffit pas à ses ambitions. L'intérieur du pays sera travaillé, organisé, noyauté de manière active. A cet égard, il faut noter que Lumumba ne rejoint pas immédiatement Léopoldville après son voyage à Bruxelles. Il fait un détour par Stanleyville et Coquilhatville où il tient des meetings dont le ton revendicatif monte de plus en plus. A chaque escale, cela va de soi, il fonde de nouvelles sections du M.N.C. Partout, il crée des cellules de militants, tout en veillant parallèlement à ce que ce soient les personnalités locales les plus connues qui détiennent le pouvoir effectif. La constitution de ces sections régionales est à chaque fois l'occasion d'une sorte de cérémonie de consécration à laquelle assistent souvent des milliers de fanatiques.

Pendant ce temps, le ministre et le gouverneur général, frères ennemis, poursuivent leur voyage à travers le Congo. Leur retour à Léopoldville est pour Lumumba, au cours d'une manifestation retentissante, l'occasion de désavouer le ministre qu'il avait cependant traité jusque-là avec beaucoup d'égards, et à qui il avait promis publiquement son appui.

En effet, lors d'une audience collective accordée par M. Van Hemelrijck aux dirigeants des partis politiques, ceux-ci s'en voient interdire l'accès par des manifestants porteurs de pancartes injurieuses. Ces manifestants sont conduits par Patrice Lumumba et par Antoine Tshimanga, président du syndicat nouvellement créé de « l'Union nationale des travailleurs congolais ». (U.N.T.C.),

qui adhérera plus tard au Parti communiste. Sur les pancartes, on lit : « L'an 59, dernier gouvernement colonialiste », « Plus de ministres des Colonies », « Plus de gouverneur général », et enfin ceci qui est extrêmement révélateur : « Le Congo de Boula Matari et des colons est mort. Si on ne veut pas le comprendre, nous mourrons avec lui. »

Boula Matari signifie : « Celui qui fait sauter la montagne. » C'est le nom que les Noirs, respectueusement, ont donné à Stanley lorsqu'il se frayait un chemin dans les monts de Crystal, entre Matadi et Léopoldville, et qu'ils ont étendu ensuite à Léopold II et même à l'État belge.

M. Van Hemelrijck est consterné. Décidément, son séjour s'inscrit sous une mauvaise étoile. Dans le Bas-Congo, il a été porté en triomphe par les Abakistes qui sans qu'il s'en aperçoive brandissaient derrière son dos des pancartes portant le slogan : « Vive le roi Kasa-Vubu, à bas Baudouin. » Les photos de ces manifestations, tirées à des milliers d'exemplaires, sont alors envoyées en Belgique par l'administration qui, machiavéliquement, a calculé qu'un tel document équivaut à l'arrêt de mort de ce ministre qu'elle n'aime pas, c'est le moins qu'on puisse dire : les milieux politiques et la cour ne lui pardonneront pas de s'être exhibé en pareil équipage. M. Van Hemelrijck aura beau prétendre qu'il ne porte aucune responsabilité dans l'incident, rien n'y fera : la guillotine tombera. Ce n'est pas tout. À Bukavu, les colons l'ont bombardé de tomates et de fruits pourris et un peu partout les Blancs l'ont hué tandis que les Noirs l'applaudissaient. Le voici à Léopoldville : il est un objet de scandale et son crédit est largement entamé du côté blanc. Comble de malchance, il va perdre

aussi la confiance des Noirs en général et de Lumumba en particulier. Car sommé par son Premier ministre, M. Eyskens, de faire une mise au point il parle à Radio-Congo belge :

— L'heure est à la fermeté. Nous n'admettrons aucune déviation à la déclaration gouvernementale du 13 janvier. Des décrets de portée politique seront pris incessamment. Mais si la tension actuelle devait persister dans les villes, le gouvernement interdirait les réunions publiques.

M. Van Hemelrijck, d'une voix lente et déçue, vient de faire hara-kiri. Les Européens sont calmés, mais les Africains ont brisé leur idole : ils pensaient que le ministre leur offrirait l'indépendance, sur un plateau d'argent. Et Lumumba, qui a le génie des formules à l'emporte-pièce, n'hésite pas à déclarer :

— M. Van Hemelrijck nous a trahis. Le 13 juin, à Bukavu, les Blancs l'ont couvert de tomates. S'il remet les pieds ici, les Noirs lui jetteront des cailloux.

Il ne remettra plus les pieds au Congo. Sa carrière coloniale s'achève dans l'amertume et la désillusion. Ses « amis » politiques eux-mêmes qu'il a peut-être découragés aussi par son caractère entier, courront au secours de ses vainqueurs. Il ne peut même plus se vanter, comme il l'a déjà fait, d'avoir derrière lui quatorze millions de Noirs, car Lumumba a vite compris que M. Van Hemelrijck, comme avant lui M. Buisseret, est un mort en sursis et qu'il ne vaut plus la peine qu'on le défende ou qu'on le soutienne. Psychologue, Lumumba voit très bien que le drame personnel du ministre, qui est un homme sincère, catalyse l'intérêt des Belges et provoque le désarroi dans les rangs colonialistes. Il en profite pour renforcer l'emprise du M.N.C. en toute quiétude

et pour multiplier ces déclarations incendiaires dont il a le secret.

Dans l'entre-temps, du restaurant du jardin zoologique de Léopoldville où il établit volontiers son quartier général, Lumumba décide d'exploiter à son avantage le congrès des partis politiques congolais qui doit se réunir à Luluabourg. L'idée de ce congrès revient à l'avocat Antoine Rubbens, d'Elisabethville, qui a créé le parti — modéré — de l'Union congolaise. Me Rubbens veut démontrer aux assises de Luluabourg que le Congolais n'a rien d'un extrémiste dans l'âme. Le président du M.N.C. lui prouvera le contraire et transformera le congrès en un véritable festival Lumumba; mais, victime pour la première fois de son propre dynamisme, il quitte Luluabourg trop tôt pour se rendre à Conakry, où il doit être l'hôte du président Sékou Touré. A peine Lumumba — qui considère que son numéro est terminé, que les jeux sont faits et qu'il peut confier l'exploitation de sa victoire à Joseph Iléo et à Albert Kalonji, président du M.N.C. de la province du Kasaï dont Luluabourg est le chef-lieu — à peine Lumumba est-il parti pour l'Ouest africain que ses deux adjoints, infiniment moins subtils et moins efficaces, permettent à l'adversaire, les modérés, de reprendre le dessus et de l'emporter *in extremis*, votant une motion de confiance provisoire dans le plan d'émancipation promulgué le 13 janvier par la Belgique. Il n'empêche que Patrice Lumumba, malgré la brièveté de son apparition, a fait de l'assemblée de Luluabourg un véritable congrès de l'unité congolaise. A son arrivée à Conakry, il peut dire avec assurance :

— Un point essentiel s'est dégagé : le fait que l'assemblée s'est prononcée unanimement en faveur de l'unité du Congo et en faveur de la

constitution d'un gouvernement unitaire. Cette position, acceptée par tous, va certainement, dès aujourd'hui, diminuer l'efficacité des manœuvres de certaines personnes qui ont souvent préconisé la constitution d'États fédéraux, ce qui conduirait à une « balkanisation » rapide du Congo. C'est là un point capital.

Cette déclaration revêtira sa véritable signification en 1961, au moment où le Congo éclate en une poussière d'États sous la pression de rivalités exacerbées. Et n'est-il pas singulier aussi de constater que l'adjoint de Lumumba, Albert Kalonji, qui sera en 1961 l'un des principaux artisans de cette désintégration, déclare en 1959, très fermement :

— Un grand danger menace actuellement le Congo : il réside dans la tendance à vouloir imposer la balkanisation du territoire national, ce qui pourrait entraîner la création d'une multitude de petits États faibles.

Quant à Joseph Iléo, l'autre collaborateur de Patrice Lumumba, et qui lui succédera comme premier ministre du gouvernement central en 1960-1961, il trouve de nombreux arguments en faveur de l'unité à l'issue du congrès de Luluabourg :

— Le fédéralisme n'est pas, en soi, un obstacle à l'unité nationale. Les États-Unis et la Suisse sont des États fédéraux. Cependant, le cas du Congo est différent. Étant donné que toutes les couches de la population congolaise n'ont pas encore pris conscience de leur unité nationale, le fédéralisme pourrait compromettre celle-ci. Un exemple : la France et ses territoires d'outre-mer aujourd'hui balkanisés. Ceux-ci se sont rendu compte qu'ils ne sont pas viables.

La thèse de l'unité est aussi celle du gouverne-

ment belge qui n'est pas loin de considérer les fédéralistes, et plus particulièrement MM. Tshombé au Katanga et Kasa-Vubu dans le Bas-Congo, comme des traîtres désireux de se vendre à l'étranger.

Le moment est venu, estime Lumumba, de songer à publier un programme cohérent et d'y accrocher le M.N.C. comme locomotive. Jusque-là son parti ne s'est nourri que d'improvisations, souvent brillantes, mais qui ne peuvent passer pour un travail concret. Le mot d'ordre : « Indépendance » est une formule magique sans plus. Elle provoque les sourires amusés des Belges : « ces nègres, disent-ils, sont incapables d'établir un programme cohérent, Lumumba pas plus que les autres. Ils n'ont pas l'esprit cartésien... » A quoi Lumumba répond, très séducteur :

— Nous n'avons pas, pour le moment, d'option économique. Ce qui nous préoccupe, c'est de conquérir notre indépendance politique. Quand nous serons nos maîtres, nous pourrons, après avoir consulté les différentes couches de la population, fixer notre position. Laissez-moi simplement affirmer que nous favoriserons les investissements économiques afin que notre pays soit fort et que notre indépendance soit vraie. Nous n'entendons pas brimer les capitaux. Nous leur donnerons les garanties nécessaires, mais nous voulons une répartition équitable des revenus du pays entre toutes les couches de la population. Les capitalistes doivent comprendre que les travailleurs ont droit à leur part des revenus du travail. C'est pour cela que le M.N.C. veut d'autre part favoriser l'expansion du mouvement syndical afin de renforcer les moyens de défense et d'éducation des travailleurs.

— Comptez-vous conserver les liens avec la

Belgique, une fois l'indépendance acquise? lui demande-t-on.

— Je ne peux pas répondre aujourd'hui à une telle question, car cela dépend de l'attitude de la Belgique à l'égard du Congo, de la manière dont elle tiendra ses engagements.

Lumumba est devenu en 1959 un homme prudent, du moins quand il se trouve au milieu des Blancs ou à l'étranger. Parmi les foules, au contraire, il a tendance, de plus en plus, à se montrer impulsif et démagogue. Peut-être est-il grisé par son pouvoir. Il entre en transes et peut dire n'importe quoi. Il le sait, et il en est même un peu effrayé :

— A l'issue de mes discours, admet-il, je me sens un peu comme le docteur Jekyll. Je reprends alors mon sang-froid et je m'aperçois que je ne sais plus exactement ce que Mister Hyde a bien pu dire.

Il sourit en concluant :

— Mais quand on m'en fait le compte rendu, je constate généralement que c'était bien ce qu'il fallait dire à ces gens. Qu'on ne m'en tienne surtout pas rigueur ! Je crois que je suis politicien dans tous les sens du terme. A ma décharge, il y a l'exemple des hommes politiques européens. Voyez M. Spaak, ce grand bourgeois qui est aujourd'hui le secrétaire général de l'O.T.A.N. C'est un homme de salon, d'une politesse exquise. Mais quand il le faut, il met une casquette et un vieux veston pour prendre la tête des cortèges qui vont briser les vitres chez les réactionnaires. Moi, au moins, ma sincérité est du côté de la foule...

Cependant, pour ne pas perdre la face devant les Belges, il rédige un programme politique qui ne l'engage guère et dont les Congolais se moquent

d'ailleurs éperdument. Pour eux, deux aspirations doivent être satisfaites : d'abord ils se livrent avec délice au culte de la personnalité, comme on ne le fait nulle part au monde. Dans le Bas-Congo c'est le culte du « roi Kasa »; ailleurs, celui du dieu Lumumba. C'est l'essentiel de ce qu'ils demandent, en plus d'un réel bien-être matériel en échange d'un minimum de travail — mais cela, ils sont convaincus que l'indépendance le leur apportera.

Lumumba a consenti un gros effort de synthèse. Son programme, lorsqu'il le publie, est présentable, quoique banal.

Nanti d'un programme, le M.N.C. est maintenant le parti le plus actif et le mieux organisé du Congo. Ce noyautage porte ses fruits : il se développe très rapidement dans la Province-Orientale, à Stanleyville — qui est le fief de Lumumba — et au Kasaï, à Luluabourg, où Kalonji se montre plus avisé que ses adversaires politiques. Tout indique déjà que le Mouvement national congolais sera demain la formation la plus puissante du pays, mais les autorités administrantes continuent à faire l'autruche : elles ne veulent pas l'admettre et entendent mettre en place, partout, des « collaborateurs ». Dans de très nombreuses régions de la colonie, ce sont des fonctionnaires de l'État qui créent de toutes pièces des partis qui feront face, dans la mesure du possible, aux propagandistes du M.N.C. Les Africains affiliés au parti de Lumumba font l'objet de pressions, subissent des tentatives d'intimidation. Le malaise ne cesse de croître, des incidents éclatent, les populations vivent dans une terreur larvée car elles craignent d'une part les mesures de l'administration, d'autre part les représailles des jeunes propagandistes du M.N.C.

qui témoigneront bientôt de leurs penchants « blousons noirs ». Déjà en effet, dans la Province-Orientale, au Maniema et au Kasaï, ces brigades de choc M.N.C. répondent par la violence au chantage de l'administration. Tout ce qui est jeune et désœuvré se fait homme de main du M.N.C. et parcourt la brousse en vendant de gré ou de force des cartes d'affiliation au parti. Ceux qui les refusent sont battus, et quand l'administrateur territorial ou ses adjoints arrivent sur place, les S.A. du M.N.C. se sont envolés depuis longtemps. Néanmoins, Lumumba se défend de vouloir exploiter la violence.

— Je suis un Gandhi, dit-il volontiers. Si mes hommes se livrent à des brutalités, je les désapprouve sévèrement sans cependant oublier qu'ils ont des circonstances atténuantes. N'est-ce pas l'administration qui, en les acculant dans leurs derniers retranchements, les oblige à répliquer?

Il n'aime pas ses propres brigades de choc. Elles l'inquiètent parce qu'elles le dépassent et qu'elles affaiblissent parfois ses positions dans des négociations toujours difficiles et souvent laborieuses. Mais il sait aussi, avec certitude, que sans ces « blousons noirs » son parti n'effectuera pas une percée triomphale. Il connaît l'Africain, sensible à l'intimidation. Sans la réaction brutale des bandes de jeunes M.N.C., le chantage de l'administration réussirait. Il n'est pas loin de croire que les Blancs n'ont pas tort, qui disent que les nègres ne comprennent qu'un seul langage, celui de la fermeté et, s'il le faut, celui de la chicotte.

S'il ne s'impose pas encore chez les irréductibles fonctionnaires du gouvernement général, son crédit est grand auprès des leaders des autres formations politiques. Kasa-Vubu l'observe avec

méfiance et paraît décidé à soustraire en tout cas le Bas-Congo à son influence. Le 21 juin 1959, le « roi Kasa » ne fait-il pas connaître son intention de créer la « république démocratique et sociale du Kongo central », avec l'élection, dès décembre, du président de cet État autonome? C'est de l'eau au moulin de Lumumba. C'est un argument considérable auprès des Belges et des autres petits partis. N'a-t-il pas eu cent fois raison de craindre le morcellement du Congo?

— Le jour où il éclatera, nous serons tous pauvres. Nous n'aurons même plus accès à Léopoldville. Kasa-Vubu s'en emparera comme d'un butin et en délogera tout ce qui n'est pas bakongo.

Trois jours plus tard, il fait remettre aux autorités un mémorandum rédigé par huit partis, mais dont il a été le principal artisan. A son initiative, ces partis exigent les libertés de la charte de l'O.N.U., le suffrage universel direct, un calendrier précis pour l'accession à l'indépendance, un gouvernement provisoire et, en 1961, les élections générales suivies de la constitution d'un Parlement et d'un gouvernement responsable.

Cependant, ces diverses formations politiques n'entendent pas suivre Lumumba jusqu'au bout. Aussi, comme la menace de sécession du Bas-Congo se précise, le président du M.N.C. réclame-t-il un référendum dans l'immédiat. Les ministres et parlementaires belges ainsi que le secrétaire général de l'O.N.U.. M. Hammarskjœld recevront un message insistant sur l'urgence de cette consultation par laquelle le peuple congolais se prononcerait pour ou contre la formation rapide d'une constituante et d'un gouvernement congolais. Ce référendum devrait être précédé, comme dans tout pays démocratique, par une campagne

de propagande menée à travers le pays par les diverses formations politiques. « Nous demandons qu'une commission d'observateurs de l'O.N.U. puisse préparer et surveiller le déroulement du référendum et nous repoussons la politique d'intimidation préconisée par le ministre du Congo et approuvée par le Parlement belge, celle-ci étant incompatible avec les aspirations les plus légitimes des Congolais ». Ainsi s'achève le message adressé à M. Hammarskjœld.

Ces exigences énervent l'opinion belge : la Bourse est menacée d'un nouvel effondrement des valeurs coloniales, et des journaux bruxellois comptés parmi les plus sérieux minimisent à longueur de colonnes les revendications des Congolais ne fût-ce que pour rétablir la confiance du marché belge.

Cette campagne de presse, ce sédatif administré à doses massives, ne semble toutefois pas suffisante pour calmer les esprits alarmés. Une déclaration plus catégorique, plus solennelle, est nécessaire pour ramener un embryon de confiance et sauver ce qui peut l'être. Ce sera la tâche du ministre du Congo. Le 1er juillet, M. Van Hemelrijck affirme à la tribune de la Chambre que « les Noirs ont confiance dans la Belgique et dans l'administration du Congo » ! Si cela calme un peu un public crédule, certains milieux d'affaires congolais sont plus clairvoyants, plus pessimistes. Ils ne se font pas, comme les fonctionnaires, des illusions dangereuses. Partant du principe bien connu qu'un politicien s'achète et que c'est le meilleur des investissements, des sociétés coloniales commencent à faire des offres plus ou moins discrètes à Lumumba. Elles le font d'autant plus facilement qu'elles se souviennent du détournement de Stanleyville.

— Avec Lumumba, dit-on dans les conseils d'administration de Bruxelles, il est inutile de mettre des gants : l'homme est vénal.

Mais ces hommes d'argent se trompent lourdement en croyant qu'ils feront une bonne affaire. Que les offres viennent de sociétés coloniales, de milieux de gauche ou de droite soucieux de se l'annexer plus ou moins, le président du M.N.C. n'aura jamais aucun complexe. Il se dit qu'il ne doit pas avoir d'hésitations et qu'il doit prendre l'argent d'où qu'il vienne, puisqu'il ne lui sera jamais donné par philanthropie, mais par calcul. C'est pourquoi il est toujours d'un grand mépris et d'un parfait détachement devant ceux qui le couvrent d'or. Certes il les remercie, mais à l'encontre de beaucoup d'autres, cela ne constitue pas pour lui une aliénation. C'est donc un placement sans aucune valeur que feront les financiers et certains milieux politiques belges qui lui donnent de l'argent, des autos, des billets d'avion dans l'illusion qu'ils s'attachent au moins sa reconnaissance.

Matériellement Lumumba n'a plus la moindre difficulté. Le M.N.C. est une organisation riche. Les dons et les cotisations affluent, la caisse est pleine. Quand le président a besoin d'argent il y puise sans consulter personne et sans tenir une comptabilité de ses prélèvements. Il vit luxueusement, s'habille avec goût : sa garde-robe est bien remplie. Sa femme Pauline et ses quatre garçons sont la vraie bourgeoisie de Léopoldville. Sa maison, située au n° 12, rue Busumelo, dans le nouveau quartier Renkin, est fort bien meublée. Et cependant, il serait faux de croire que Patrice Lumumba songe un instant à faire de son activité politique un moyen commode d'amasser la fortune. Il cherche un train de vie

aisé, c'est un fait, mais ses ambitions n'ont plus rien de commun avec celles de Stanleyville. Le temps des larcins n'est plus et même, dans un certain sens, Lumumba est désintéressé, car il met au-dessus de tout l'indépendance de son pays. Il se peut par contre, et c'est même probable, qu'il ait tendance à s'identifier personnellement avec l'avenir du Congo : celui-ci sera son œuvre et son bien. Et c'est pourquoi la réussite de son parti et de sa carrière lui paraît bien plus importante que le profit matériel. C'est aussi pourquoi il dépense sans compter l'argent du M.N.C. dans les campagnes de propagande à Léopoldville et dans l'intérieur. L'argent passe, le Congo restera.

Son comité, qu'il ne consulte plus que fort rarement, n'apprécie guère ces procédés de grand seigneur omnipotent. Des Européens de l'administration, à diverses reprises, insinuent auprès de Joseph Iléo, de Joseph Ngalula et de Cyrille Adula que leur président dilapide les fonds à des fins personnelles. Ces trois hommes, les « intellectuels » modérés du parti, s'inquiètent par ailleurs de l'éloquence incendiaire et de la démagogie de leur président. Le 1er juillet, à l'issue d'un meeting, ils considèrent qu'il franchit les limites de la décence. Devant quinze cents personnes, il entame son discours en réclamant — et en obtenant évidemment — cinq minutes de silence « à la mémoire des Congolais victimes du colonialisme tombés le 4 janvier ». C'est la première fois qu'on enregistre un geste pareil. Aucun Bakongo n'a osé l'accomplir.

— C'est de la provocation ! dit un haut fonctionnaire blanc, indigné.

Mais le président du M.N.C. n'entend pas être interrompu. Il parlera pendant plus d'une heure

pour attaquer les colonialistes avec une rare violence et exiger cette fois l'indépendance immédiate. Et il poursuit sur sa lancée :

— L'intérêt suprême du Congo nous fait choisir sans hésitation le progrès, l'union de tous les habitants du pays, la liberté et la paix. Pour cela, le Congo a besoin de son indépendance et nous voulons l'obtenir au plus tôt. Après quatre-vingts ans de colonisation la Belgique doit mettre fin à ce régime d'asservissement que nous ne supportons plus. Les Belges ont longtemps guidé nos pas. Nous voulons que la dernière étape de notre émancipation soit notre œuvre. Notre peuple souffre des injustices et des brimades dont il est continuellement victime, de son bas standing de vie, de l'étouffement de ses légitimes aspirations, du défi qui est lancé à sa dignité humaine.

Et Lumumba condamne une fois de plus l'administration qui, dit-il, veut instaurer au Congo un simulacre de démocratie et un régime féodal.

— Demain, conclut-il, des chefs illettrés seront nommés d'office députés, sénateurs ou ministres. En confiant la direction du Congo à des personnes incapables et incompétentes, l'administration veut nous plonger dans l'anarchie. Nous défendrons notre droit jusqu'au bout. Nous ne voulons pas de demi-libertés ou d'une pseudo-démocratie. A bas le colonialisme, à bas la communauté belgo-congolaise, à bas la politique d'intimidation, à bas les saboteurs du Congo et de l'indépendance nationale ! Vive l'indépendance immédiate !

La foule est fascinée. Mais Iléo, Ngalula et Adula décident de se désolidariser de leur président. Le 16 juillet, le Comité central se réunit et, à sa grande stupéfaction, Lumumba voit le

secrétaire général du parti, Joseph Iléo, extraire un papier de sa poche et le lire :

— Nous avons décidé de modifier l'organisation de notre parti. La présidence, ainsi que la représentation légale du mouvement, seront désormais assurées collégialement par les responsables de chacune des trois commissions que nous venons de constituer. Pour la Commission politique il y aura M. Martin Ngwete; pour la Commission économique et sociale, M. Cyrille Adula; pour la Commission de propagande, M. Ngalula. Quant à moi-même, secrétaire général, assisté de M. Emmanuel Kimbimbi, secrétaire général adjoint, j'assumerai le secrétariat du mouvement, qui vous exclut.

Lumumba est fou de rage : c'est un complot.

— Appelez-le comme vous voudrez, nous en avons décidé ainsi.

Les trois hommes se font beaucoup d'illusions : ils pensent qu'ils viennent d'écarter définitivement Lumumba de la scène politique, mais pas un des trois intellectuels n'est capable d'enflammer le cœur des foules. Il suffit à Lumumba de quelques mots en public pour se faire plébisciter. Le putsch échoue donc lamentablement. Le M.N.C. désormais comptera une aile droite, qui rassemblera l'élite du parti, c'est-à-dire une trentaine d'hommes, mais qui n'exercera son influence que sur le papier. Le coup n'en est pas moins assez rude pour le président. Ses effectifs continuent à s'accroître chaque jour autour de lui, le M.N.C. devient de plus en plus puissant. Mais Lumumba a perdu son brain-trust, les hommes de bon conseil.

— J'avais beau ne pas les voir souvent et ne pas les consulter beaucoup, confiera-t-il plus tard, ils étaient là. Même s'ils se montraient peu effi-

caces, s'ils n'ouvraient que rarement la bouche, leur regard était pour moi un baromètre, un correctif. J'y lisais l'approbation ou la désapprobation et, même si je n'ai jamais voulu le leur dire, j'en tenais compte.

N'ayant plus de « sages » sous la main, il doit en chercher d'autres. Mais si grâce aux Belges le Congo a le ventre plein, il a aussi la tête vide. Sur douze millions de Congolais, moins de trois mille ont plus de sept ans de scolarité, moins de cent cinquante plus de douze ans d'études. Une douzaine seulement ont terminé l'Université. Dans ce lot, Lumumba n'a guère le choix. Les « intellectuels » sont d'ailleurs moins tentés par le nationalisme que par les études. Mesurant les immenses lacunes de leur pays, ce sont des esprits concrets : ils savent que l'indépendance sans élites, sans avocats, sans médecins et sans ingénieurs ne sera qu'un leurre. Ils savent que demain ils feront carrière dans le secteur public ou dans le secteur privé plutôt que dans la politique. Pour eux, Lumumba est l'aventure qui peut compromettre bien des chances d'avenir, voire hypothéquer celui-ci tout entier par ses outrances et sa démagogie.

Aussi le président du M.N.C. ne peut-il plus que s'entourer de « sages » de second rang, en général sans envergure. Mais ceux-là au moins, comme le directeur de son bureau politique à Bruxelles, Joseph Désiré Mobutu, le journaliste de *L'Avenir*, qui, de plus en plus lymphatique, étudie en Belgique les rouages de la grande presse — ceux-là ont au moins un avantage : ils n'ont pas l'étoffe des faiseurs de « putsch ». Ce sont des moutons, des suiveurs. Lumumba est maintenant le maître incontesté dans son parti.

Après la scission, l'aide droite du M.N.C.

connaît d'ailleurs elle aussi un désarroi tout aussi grand. Très vite, Iléo, Ngalula et Adula constatent qu'ils n'ont pas de troupes et que leur crédit se limite à peu près à eux-mêmes. Pour racoler la foule, il faudrait un Barnum. Ils songent tous trois à Albert Kalonji, le président du M.N.C.-Kasaï, un être ambitieux, orgueilleux et peu intelligent, mais orateur presque aussi brillant que Lumumba. Kalonji a trente ans. Il vient d'abandonner la comptabilité pour se consacrer exclusivement à la politique. Ce Baluba est aussi assistant agricole, mais il a toujours préféré les chiffres à la culture du manioc. Protégé par les missionnaires catholiques, Kalonji, qui ne manque pas de flair, pratique avec les Belges le système qui a si bien réussi à Lumumba : celui de la douche écossaise. Ami des Européens un jour, il leur adresse d'invraisemblables reproches le lendemain — ce qui, au Kasaï lui assure un fort joli succès. On l'a vu par ses interventions au congrès de Luluabourg, Kalonji est partisan de l'unité du Congo, mais à plusieurs reprises Patrice Lumumba lui a fait comprendre qu'il demeurait trop exclusivement Baluba et que ce régionalisme risquait de nuire au M.N.C. Sur ce point pourtant, Kalonji est intraitable, voire chatouilleux. Il est unitariste, mais il est convaincu que l'unité doit se faire sous l'égide des Balubas, la race la plus intelligente selon lui et, selon son expression, les « Juifs du Congo ». Son rêve est de voir Luluabourg remplacer un jour Léopoldville comme capitale du Congo et quelques mois plus tard ce songe sera presque réalisé, les Belges ayant estimé que la situation géographique de Léopoldville ne convenait pas à une grande capitale. Le premier Parlement congolais devait en effet se réunir à Luluabourg, qui était à l'époque le fief

d'Albert Kalonji (dès l'indépendance, il en sera chassé par les Luluas vers Bakwanga où se perpétreront quelques affreux massacres). Mais les Belges renonceront à ce projet utopique, le chef-lieu du Kasaï ne pouvant héberger ni les nouveaux parlementaires, ni les invités qui doivent assister aux fêtes de l'Indépendance.

Ambitieux, Kalonji accepte sans hésiter de succéder à Lumumba à la présidence du parti. Dès ce moment, il y aura deux M.N.C. : le M.N.C. Kalonji et le M.N.C. Lumumba. Mais, décidément mal inspirés, les « intellectuels » font une mauvaise affaire. Ils ont écarté un dictateur pour en prendre un autre, celui-ci infiniment moins intelligent et moins habile. Le temps viendra très vite où les « sages » déçus, amers et bafoués, se retireront aussi du M.N.C. Kalonji. Joseph Iléo, Cyrille Adula, Emmanuel Kimbimbi, Martin Ngwete et une poignée de leurs compagnons s'en iront sur la pointe des pieds, la plupart abandonnant définitivement la politique à l'issue de ce décevant intermède. Seul Ngalula restera fidèle à Kalonji et deviendra son Premier ministre à Bakwanga.

Dès la scission, Kalonji tient à se projeter dans l'histoire par un coup d'éclat. Rentré à Luluabourg, il est arrêté quelques heures plus tard, le 3 août, pour avoir tenu des propos excessifs et être en possession de documents volés à l'administration. Il s'agit d'une lettre fort maladroite d'un fonctionnaire belge, M. Dequenne, et qui a trait au problème des relations entre Luluas et Balubas. Cette lettre préconisait notamment l'éloignement — la déportation, dit très justement Kalonji — de populations entières de race baluba.

L'arrestation de Kalonji et son assignation en

résidence forcée à Kole, à plusieurs centaines de kilomètres de Luluabourg, est accueillie avec consternation à Bruxelles et à Léopoldville. On estime, non sans raison, que le gouverneur De Jaegher lui a, par cette mesure, donné un déplorable regain de popularité. En prison, Albert Kalonji jubile : comme Kasa-Vubu, il aura l'auréole du martyr.

Lumumba voit la menace. Il réfléchit un moment et cet homme d'inspiration agira avec son habituelle ingénuosité. Pendant que le brain-trust du M.N.C. Kalonji siège à Léopoldville pour examiner la situation créée par l'arrestation de son président, Lumumba vole déjà vers Luluabourg pour y exiger, à grands renforts de discours fracassants, la libération d'Albert Kalonji, l'homme qui l'a trahi quinze jours plus tôt.

D'une même manœuvre qui mérite de compter comme un exemple dans l'histoire de la psychologie, il se montre magnanime aux yeux du Congo tout entier, donne mauvaise conscience à ses compagnons qui l'ont abandonné, et conquiert enfin les populations du Kasaï dont il vient libérer le chef. Luluabourg n'oubliera jamais plus Lumumba.

« *Baudouin vient libérer Lumumba* »

L'AFFAIRE Kalonji marque une nouvelle accélération dans le pourrissement de la situation au Congo, où l'anarchie s'installe d'heure en heure. Les Belges ne savent plus où donner de la tête, les incidents se multiplient. Ils sont sans gravité mais compromettent les efforts de l'administration pour hisser les modérés au pouvoir. Dans ce climat, Lumumba nage comme un poisson dans l'eau. Il est partout à la fois, à Luluabourg pour plaider en faveur de son rival, à Stanleyville pour renforcer son emprise sur les jeunesses M.N.C., au Kivu pour y mener campagne, à Léopoldville pour donner des coups de boutoir à l'édifice branlant de l'administration.

C'est dans le Bas-Congo que la situation s'aggrave le plus rapidement. Il en découlera une sorte de révolution de palais à Bruxelles — toujours au profit de Patrice Lumumba. Le gou-

verneur général Cornélis, l'homme faible des émeutes de janvier a choisi ce moment critique pour partir en vacances et il est remplacé par le vice-gouverneur général Schœller, le haut fonctionnaire qui avait présenté Lumumba au roi Baudouin en mai 1955 à Stanleyville. M. Schœller, qui comprend la gravité de la détérioration, envoie un rapport alarmant à Bruxelles :

— Il faut, dit-il en substance, envisager froidement les choses. Dans le Bas et Moyen-Congo on se trouve en période prérévolutionnaire. On n'en est pas encore au terrorisme, mais je suis convaincu qu'on en est très près. Nous risquons d'être entraînés dans une guerre du type « Algérie ».

Quelques jours plus tard, second cri d'alarme :

— On ne peut hésiter à qualifier la situation de grave. On se trouve en fait devant un état de rébellion ouverte d'une fraction de la population suffisamment importante pour annihiler toute réaction de la part de la minorité. Seul le défaut d'armes sans doute et la présence de notre gendarmerie ont évité jusqu'à présent le recours à des actes de terrorisme.

Il y a des fuites aux bureaux du télégraphe : Lumumba a connaissance de ces rapports secrets, en même temps, sinon avant le ministre du Congo. Il n'a pas de cadres sérieux pour son M.N.C., mais il a d'excellents informateurs. Ses espions sont partout. Pas une lettre, pas un télégramme ne quittent le gouvernement général sans qu'il en ait copie. Le rapport Schœller a été chiffré par des Blancs avant de passer au télex, mais il sait tout. Il connaît le chiffre aussi bien que les Européens préparés à cette tâche. Aussi s'attend-il à des mesures immédiates de la part du gouvernement belge.

Effectivement, M. Van Hemelrijck appuie la thèse Schœller qui prévoit à la fois un renforcement de l'autorité et une accélération de l'indépendance, qui rétablirait la confiance chez les Noirs. M. Van Hemelrijck alerte le Conseil des ministres. Une scission s'y produit. La plupart de ses collègues veulent s'en tenir à la déclaration de janvier et ne pas aller au-delà. Ils en sont toujours à la version des émeutes provoquées par « quelques excités », au « Congo, oasis de paix ». Il ne faut pas trop s'inquiéter des villes, disent-ils : la brousse est calme. Ils ne comprennent pas que la Belgique perd une nouvelle course contre la montre. A leur grand soulagement, M. Van Hemelrijck claque les portes.

Le roi, lui, se montre satisfait de ce départ. Depuis plusieurs mois il refuse systématiquement d'écouter son ministre qui, de son côté, impulsif comme Lumumba, ne cache pas ses sentiments à l'égard du Palais, allant jusqu'à proclamer, par dépit, dans les couloirs du Parlement :

— Vivement la république !

M. De Schrijver, ministre d'État, père de famille nombreuse, fondateur du P.S.C., lui succède le lendemain après une longue méditation. Au Congo, peu de réactions. On s'y souvient du discours sur « l'heure de la fermeté ». Le nouveau ministre se trouve devant une tâche écrasante. Il devra d'ailleurs appliquer la politique de son prédécesseur et celle de M. Schœller — ou périr. L'heure des hésitations s'est prolongée pendant neuf mois, il faut qu'elle s'achève. M. De Schrijver décrète qu'en 1960, en août ou en septembre, un Parlement et un gouvernement central seront mis en place à Léopoldville. La compétence du Parlement se limitera aux affaires intérieures et le gouvernement central sera pré-

sidé par le gouverneur général représentant le roi des Belges.

— Dans quatre ans au maximum, précise-t-il, un référendum sera organisé sur un projet de substitution définitive. C'est à ce moment que la Belgique et le Congo décideront des institutions communautaires qu'ils se donneront.

Les Belges, en prenant connaissance de ce projet, sont pris de vertige :

— C'est l'indépendance en 1964 ! s'exclament-ils outrés.

Et M. De Schrijver est à son tour considéré comme un bradeur d'empire.

Au Congo, cette fois, les réactions sont plus violentes. Lumumba éclate d'un rire nerveux.

— 1964 ! Le ministre croit au père Noël. Mais je le comprends, il veut pendant quatre ans porter ses hommes au pouvoir et gouverner par l'intermédiaire de marionnettes. C'est de l'indépendance-fiction.

C'est aussi la réponse commune de Kasa-Vubu et d'Antoine Gizenga (qui deviendra l'homme de Stanleyville), président du Parti solidaire africain :

— Quand la Belgique était encore sous la dépendance des Pays-Bas, le peuple belge voulait l'indépendance. Aurait-il accepté que l'administration hollandaise conserve pratiquement le pouvoir réel? Que le conseil des ministres belges soit présidé par le représentant des Pays-Bas? Qu'un gouverneur hollandais soit le chef du gouvernement belge? Ce que le peuple belge refuserait pour lui-même, pourquoi M. De Schrijver veut-il l'imposer unilatéralement au peuple congolais, dans un message préparé à six mille kilomètres de distance sans la participation du peuple auquel il est destiné?

Lumumba, Kasa-Vubu, Gizenga sont d'accord : les Belges n'ont pas le droit de prendre des décisions sans les consulter. Préalablement à toute participation aux plans belges, ils exigent une « Table ronde » belgo-congolaise. En Belgique, l'opposition socialiste partage leur avis et reproche au gouvernement de ne pas fournir d'explications aux chambres sur sa politique africaine en général et la défenestration du ministre Van Hemelrijck en particulier. Têtu, M. De Schrijver refuse cette concession aux Congolais et à l'opposition. Il entend n'avoir de consultations (il refuse d'utiliser l'expression « Table ronde ») qu'après des élections congolaises prévues pour décembre, avec des interlocuteurs valables désignés par les corps électoraux.

Le malaise est partout, à Bruxelles comme à Léopoldville. A quelques jours de distance, on dénombre cent quatre-vingts blessés dans des échauffourées à l'embouchure du fleuve Congo; six morts et trente blessés dans des bagarres à Matadi; vingt morts et des centaines de blessés dans la région de Luluabourg. Le sang coule en Afrique belge. Le 8 novembre, l'incendie se propagera au Ruanda-Urundi, territoire sous tutelle belge, où des incidents dramatiques feront cent morts.

Patrice Lumumba ne songe qu'à renforcer le M.N.C. Les circonstances sont propices et dans la Province-Orientale les cartes de membres du parti se vendent par dizaines de milliers. Les propagandistes les présentent astucieusement comme « cartes de l'indépendance ». Grâce à elles, après l'indépendance on pourra prendre place gratuitement à bord de tous les moyens de transport, depuis le taxi jusqu'à l'avion. Le M.N.C. étant le seul mouvement à l'échelle nationale,

le temps est venu d'organiser son premier congrès. Le président choisit son fief natal, Stanleyville. Il est certain d'y trouver un écho enthousiaste aux propos spécialement violents qu'il compte tenir. Et pour que le monde n'en ignore rien, il invite un journaliste. Il le choisit français, parce qu'il pense que l'agence Belga — l'agence nationale belge d'information — joue un jeu politique au service du gouvernement et qu'elle donnera de son meeting des versions édulcorées sinon tronquées. M. François Monegier du Sorbier, correspondant de l'A.F.P., prend avec lui l'avion de Stanleyville.

L'accueil est triomphal. La commune de Mangobo a pavoisé surabondamment. Le long des avenues qui conduisent à l'aérodrome, des dizaines de milliers de Mutetelas se sont massés. Quant Lumumba apparaît au sommet de la passerelle de l'avion, une immense ovation l'accueille. C'est un délire collectif. Il est porté sur de robustes épaules, coiffé d'un bonnet en queue de léopard. Du haut de sa puissance il serre des mains, lève les bras comme de Gaulle et sourit.

Le petit commis des Postes est rentré chez lui.

Dès l'ouverture du congrès, Patrice Lumumba pose ses conditions. Elles sont draconiennes : l'indépendance immédiate, la remise des élections prévues pour décembre, une « Table ronde », une seule assemblée congolaise. Et en swahili, il s'écrie :

— Si la Belgique organise des élections contre les vœux du M.N.C., 1960 sera une année de misère et de guerre.

Mais comme il y a aussi quelques Blancs dans l'assistance, il ajoute :

— Nous ne rejetons pas la collaboration avec la Belgique, mais cette dernière doit comprendre qu'il est temps de mettre fin à sa politique actuelle. Nous devons préserver l'amitié entre la Belgique et le Congo, qui doit se prolonger au-delà de l'indépendance. Nous ne devons pas haïr l'Européen parce qu'il est européen. Nous savons que beaucoup d'entre eux sont avec nous. Demain, ils seront nos amis et travailleront avec nous. Dans beaucoup de pays d'Afrique, les colons sont devenus les meilleurs artisans du progrès économique. Les colons ont intérêt à travailler avec nous pour créer une grande société fraternelle où il n'y aura plus ni Blancs ni Noirs.

Mises à part ses menaces de « guerre » Lumumba, ce jour-là, ne fera pas uniquement de la démagogie. Il ne promet pas la lune aux Congolais, contrairement à ce que diront plus tard ses détracteurs :

— Quand nous serons indépendants, nous devrons travailler plus encore, sans quoi nous serons dans la misère. Il faudra continuer à payer des impôts, mais ils serviront à des travaux d'utilité publique, au développement des coopératives d'achat et de production, à celui des paysannats, etc.

Ce passage de son discours n'est d'ailleurs guère applaudi. Pour bien des nègres dont l'idéal de vie est de bâiller, aimer et dormir, c'est même une douche froide. Évoquant l'unité congolaise, le président s'explique :

— L'unité est le plus grand bienfait que la Belgique apporte aux populations congolaises. Nous devons la défendre, et c'est pourquoi nous luttons contre le fédéralisme. Les populations congolaises se prononceront pour l'unité quand nous organiserons un référendum. Si la majorité,

comme nous nous y attendons, marque son accord, les Bakongos devront se plier. C'est la voie démocratique normale. Il en sera de même pour certains séparatistes katangais.

« Un discours nuancé de Lumumba », « Les ponts ne sont pas rompus », titrent les journaux belges dès le lendemain. Mais le ministre De Schrijver répond par télégramme qu'il ne postposera pas, comme Lumumba le demande, la date des élections. Alors, grisé par sa propre éloquence, redoutant aussi la surenchère d'Albert Kalonji — qui, libéré de sa résidence forcée, va tenir un congrès du M.N.C. dissident à Elisabethville — Patrice Lumumba recourt à un langage d'une extrême virulence et annonce son intention de passer tout de suite à la liquidation du régime colonialiste belge.

— Le divorce est définitif entre la Belgique et le Congo, crie-t-il. Les Belges ne veulent même pas étudier nos propositions. C'est pourquoi je lance aujourd'hui, moi-même, un plan d'action décisif pour la libération immédiate du Congo. Plutôt mourir que de supporter encore un régime d'assujettissement. L'indépendance, il faut la conquérir !

C'est le thème favori qui le hantait depuis longtemps : l'indépendance s'arrache, elle ne se reçoit pas. Elle n'a de prix que si elle est conquise.

Mais :

— Vous devez rester calmes. Vous ne devez pas jeter des pierres sur les Européens du Congo. Nous n'avons rien à voir avec les Blancs. Nous combattons le gouvernement de Bruxelles et non pas les Européens d'ici. Si vous suivez nos directives de désobéissance civile, si vous ne collaborez pas avec le gouvernement, nous sommes sûrs d'atteindre notre but.

Devant un pareil langage, le gouverneur de Stanleyville, M. Leroy, demeure confondu. Que faut-il faire? L'administration est réduite à l'impuissance, elle vogue à la dérive sur une mer démontée. Évidemment, rien n'empêche d'interdire le meeting prévu pour le soir même à Mangobo. La réunion n'a pas lieu, mais des Mutetelas armés de lances et de sagaies s'y rendent néanmoins, provoquant des attroupements. Bonne occasion de neutraliser Lumumba ! estime la Justice, et un mandat de comparution est lancé le vendredi 30 octobre. Lumumba le reçoit à 16 h 30. Les bureaux du parquet étant fermés, il décide de s'y rendre le lendemain. Le soir, il préside une réunion à huis clos au Kigoma-Bar. Il y a invité M. Monegier du Sorbier, de l'Agence France-Presse. Aux membres du comité restreint, Lumumba annonce qu'il a l'intention de tendre une perche aux Belges.

— Ils ont été effrayés par mes propos d'hier. La preuve, c'est qu'ils songent à m'arrêter. Peut-être pourrons-nous négocier. Je vais envoyer quatre émissaires à Bruxelles pour reprendre contact avec le gouvernement belge.

A peine le président du M.N.C. a-t-il achevé la phrase que des coups de feu éclatent dans la rue. Devant le Kigoma-Bar, des centaines de Noirs, la plupart armés, stationnaient pour voir Lumumba gagner la réunion. Soudain, apparaissent des gendarmes noirs encadrés de sous-officiers blancs, chargés d'arrêter Lumumba « qui n'a pas répondu à la convocation du parquet ». Des bagarres éclatent, les Mutetelas entendant défendre à tout prix leur frère de race. Lumumba bondit, suivi de M. du Sorbier, pour tenter de rétablir le calme : ce n'est pas le courage physique qui lui fera jamais défaut. Quand la foule aperçoit

le Français, elle veut le lyncher : elle pense que c'est un agent de l'administration venu arrêter le président. Lumumba arrache de justesse M. du Sorbier à ses partisans qui n'entendent raison, le jette dans une auto où il se couche à plat ventre et le fait reconduire à la cité européenne au moment précis où les lances, armes terribles, commencent à siffler. Débordés, vaincus par le nombre, les gendarmes se replient et le calme revient quand Lumumba se retire chez des amis. Tout est bien : la foule sait qu'il est en lieu sûr.

Les incidents ont fait vingt morts et des dizaines de blessés. Le lendemain, c'était inévitable, le président du M.N.C. est arrêté et cela provoque de nouvelles bagarres. D'inoffensifs missionnaires assiégés par une foule hurlante doivent être dégagés par la force. Le foyer social est incendié. Un colon et son petit-fils de douze ans sont assommés. Partout des pierres, des bouteilles, des flèches sont lancées contre les gendarmes dont la seule parade efficace est de lancer des grenades offensives. Il faut bien que le calme revienne. Mais alors, le gouverneur Leroy se fait accusateur :

— Lumumba, dit-il, a provoqué des émeutes pour empêcher les élections. Il ne veut pas de cette consultation populaire parce qu'il ne peut, d'après la loi, être candidat. Ayant volé, il a un casier judiciaire. Il ne peut donc être élu. J'avais d'abord pensé que, déçu par la réponse du ministre, il avait perdu son sang-froid. Depuis, j'ai appris qu'il a reçu d'un étranger des leçons de technique révolutionnaire. Ce n'est pas un jeu congolais et j'ai donc personnellement la conviction que toutes ces outrances étaient préméditées et que Lumumba a voulu délibérément les émeutes pour

creuser entre les Noirs et les Blancs un fossé de sang.

— C'est faux, répond Lumumba dans une lettre qu'il parvient à faire sortir clandestinement de sa prison et qu'il adresse à des amis bruxellois. Contrairement aux calomnies odieuses de l'administration locale, nous n'avons jamais incité la population à commettre des actes répréhensibles, notre doctrine étant basée sur la non-violence. Nous l'avons toujours, et à la fin de chaque séance, exhortée au calme comme en témoignent d'ailleurs les informations parues dans la presse. Le seul mot d'ordre que nous donnons à nos militants — et nous en avons le droit dans le cadre de nos activités politiques — c'est de se mobiliser dans un esprit de solidarité pour faire triompher l'aspiration unanime du peuple congolais, à savoir : l'indépendance immédiate et inconditionnelle. Constatant visiblement que toutes les couches de la population se rallient à la thèse que nous défendons, et devant l'échec certain qu'elle va rencontrer en décembre si elle organise les élections que nous refusons au nom du peuple, l'administration monte des complots destinés à : 1° masquer les défaillances de sa mauvaise politique; 2° tenir à l'ombre, sous les prétextes les plus fallacieux d'atteinte à la sûreté de l'État, d'incitation à la haine raciale, à la violence, etc., tout nationaliste congolais qui n'adhère pas aveuglément à sa néfaste politique; 3° endiguer le succès toujours croissant que rencontre le M.N.C. auprès des populations opprimées; 4° exercer de violentes pressions sur la population afin d'obliger celle-ci à voter contre son gré.

Aussitôt, une campagne farouche se déclenche contre Lumumba au Congo et en Belgique, où l'on considère que les ponts sont définitivement

rompus avec le M.N.C. Après le gouverneur Leroy, qui accusait Lumumba d'avoir délibérément provoqué l'émeute, le gouverneur général Cornelis — enfin rentré de vacances — renchérit et le présente comme un ambitieux irresponsable que « plus rien ne semble arrêter dans la course effrénée au pouvoir ». Moins dur, plus nuancé dans ses expressions, le ministre De Schrijver exprime la même appréciation à la Chambre tandis que le Premier ministre Eyskens ne cache pas ses sentiments personnels (mépris et colère) envers le leader M.N.C. Quant à Radio-Congo Belge, elle lance sur les ondes une série de commentaires désobligeants :

— M. Lumumba se moque de votre bien-être, de votre avenir, de vos enfants. Il ne s'intéresse qu'à la politique, une politique d'agitation et de désordre. De plus en plus nombreux sont les Congolais qui pensent objectivement à l'intérêt véritable du Congo. Le peuple congolais ne suivra pas ceux qui veulent le conduire sur le chemin de l'aventure. Il sait qu'en dépit des promesses mirifiques qu'on lui prodigue, il n'y rencontrerait que la misère, la guerre et la mort.

Par contre, à Elisabethville où il a convoqué un congrès de la dissidence, Albert Kalonji n'a pas oublié l'intervention de Lumumba lors de son arrestation à Luluabourg. Il lui rend la politesse, réclame sa libération — tout en souhaitant évidemment dans le fond de son cœur (comme Lumumba le souhaitait lui-même en septembre) que cette détention se prolonge le plus longtemps possible, et tout en marquant sa réprobation pour l'émeute de Stanleyville. Ce sont là politesses rusées d'antiblancs.

L'incarcération offre des avantages et des

inconvénients. Lumumba est sacré martyr comme il le souhaitait, mais le M.N.C. est décapité. Comme il en était à la fois le cerveau et le moteur, rien ne va plus. Deux hommes tentent désespément d'y maintenir un peu d'ordre : Victor Nendaka, vice-président — qui abandonnera plus tard Lumumba en l'accusant d'être communiste et qui deviendra chef de la Sûreté de M. Kasa-Vubu — et Joseph Finant, qui sera le Premier ministre de la Province-Orientale avant d'être assassiné avec huit autres prisonniers à Bakwanga, capitale de l'État minier du Sud Kasaï du « Roi Albert » Kalonji.

Malgré leur bonne volonté ni Nendaka ni Finant n'ont l'étoffe suffisante pour redresser la situation. Le M.N.C. s'effrite, et seuls les jeunes propagandistes continuent à s'enrichir en vendant des cartes d'affiliation par la terreur. Dans sa prison, Lumumba en souffre certainement. Il n'a tout de même pas voulu cela. Il a heureusement, pour représenter ses intérêts en Belgique, son fidèle Joseph Désiré Mobutu, qui demande à M. Henri Rolin, ministre d'État et sénateur socialiste, d'assurer sa défense. Me Rolin est un spécialiste des causes de ce genre. Il a défendu des dizaines de prisonniers politiques en Algérie, mais cette fois il est empêché. Il délègue au Congo deux de ses confrères, un Belge, M. Jacques Marrès, et un Français, M. Auburtin.

En attendant l'ouverture du procès, Lumumba fera surtout dans sa prison une cure de repos. Pendant des mois, il n'a pas dormi plus de quatre heures par nuit. Sa résistance physique est assez étonnante, mais cette fois il est à bout. Il dort et lit, ce qui ne l'empêche pas de s'inquiéter de l'avenir de son parti livré à des mains inexpertes. Il communique difficilement avec l'extérieur et

doit, en fait, transmettre ses instructions à ses lieutenants par l'intermédiaire de Me Jacques Marrès, en qui il a une confiance absolue. « Me Marrès n'a qu'un côté irritant, dira-t-il plus tard. Il me prêche la modération à chacune de ses visites et il me déprime en m'assurant que le P.N.P., avec Bondekwe et Lopes, se réorganisent et remporteront tous les sièges aux élections. » En fait, Me Marrès l'amène à la réflexion et à moins d'intransigeance. Et peu à peu Lumumba l'intraitable fléchit devant la raison : il ne s'oppose plus aux élections cantonales organisées par les Belges. Elles constitueront même une indication fort utile, car, dit-il, « il me sera toujours loisible d'en nier la valeur, puisqu'elles se seront faites pendant mon emprisonnement ».

Une seule région au Congo ne votera donc pas : le Bas-Congo, où Kasa-Vubu a opposé son veto. Ce qu'il veut absolument, c'est une « Table ronde » avant la consultation électorale. Puisque Bruxelles la lui refuse, il prouvera sa puissance en empêchant son peuple d'aller aux urnes. Il n'en démordra pas. La tension au Congo est alors telle que Bruxelles ne peut plus reculer. Après tant d' « atermoiements funestes » il faut agir. Mais comment? C'est dans cette atmosphère empoisonnée qu'à la mi-décembre un double coup de théâtre projette une nouvelle fois Lumumba sur le devant de la scène. D'une part, le gouvernement annonce qu'il organisera une « Table ronde » à Bruxelles, dès la mi-janvier, avec les leaders congolais valablement élus. Dans l'esprit de Bruxelles, cela constitue une dernière tentative en vue d'amener les Bakongos jusqu'aux urnes. D'autre part, le 16 décembre, en début de soirée, une bombe éclate : le roi s'est embarqué pour le Congo pratiquement sans prévenir personne. Extrêmement

déçu, voire écœuré par les politiciens et le Parlement, il a la certitude — et son entourage, que l'opinion publique accuse si souvent de le mal conseiller, le lui répète sans cesse — que ce sont eux, les hommes et ce qu'ils ont fait du « système », les responsables du pourrissement du Congo. Il se souvient de 1955, de la chaude sympathie et de l'affection des populations noires qui l'avaient baptisé « Bwana Kitoko » — « Beau jeune maître ». Il est persuadé — candidement certes — qu'il lui suffira de remettre pied sur ces rivages malheureux pour refaire l'unanimité et balayer les politiciens belges et ceux du Congo qui, comme Lumumba et Kasa-Vubu, ne représentent qu'eux-mêmes...

— Le roi joue au poker, lance-t-on à Bruxelles tandis que le DC 7 militaire l'emmène vers la désillusion.

Mais à cette impression générale d'étonnement se mêle à coup sûr, dans le pays, un sentiment d'admiration pour le courage dont fait preuve le jeune monarque. Car la partie est hasardeuse pour ne pas dire désespérée. Depuis 1955 la situation a évolué dans l' « héritage de Léopold II » à un rythme plus vif encore que dans les autres territoires africains, et tout esprit objectif conviendra que le voyage du souverain se présente dans des conditions désespérées. Non seulement au Congo d'ailleurs, mais dans le royaume où Baudouin engage à fond le prestige de la monarchie. Et ce « quitte ou double », Baudouin est près de le perdre à cause de Patrice Lumumba. Dès l'annonce de la très prochaine arrivée du roi, Nendaka et Finant se réunissent en effet au Kigoma-Bar, à Mangobo, et pleins d'une astuce dont on les aurait cru incapables ils lancent la rumeur la plus surprenante qui soit :

— Le roi vient libérer Lumumba !

En moins de deux heures, la nouvelle fait le tour de Stanleyville. Débordant de reconnaissance pour Baudouin, fiers aussi de l'avoir obligé à venir de si loin libérer leur idole, cent mille Noirs en délire se précipitent à l'aérodrome. Au débarquement du roi, des milliers d'Africains se précipitent donc vers lui, chantant et hurlant : « Indépendance ». Certains se jettent par terre pour embrasser les pieds du roi. Très pâle, celui-ci serre des mains noires par centaines. Mais c'est à ce moment que les premiers incidents éclatent : la gendarmerie fait usage de grenades lacrymogènes pour dégager la route. Les soldats qui n'auraient dû que présenter les armes sont appelés en renfort, et c'est dans une auto encadrée de baïonnettes que le souverain doit gagner la résidence du gouverneur de la province, M. Leroy. Aussitôt après le départ du roi de l'aérodrome, la foule s'est mise à lapider les voitures des Européens. Puis, s'attendant à en voir sortir immédiatement le leader nationaliste, elle se porte vers la prison centrale cernée par les forces de police.

Le soir, à la radio de Stanleyville, Baudouin prononce un discours dont l'essentiel se résume ainsi :

— Il me tardait de revenir parmi vous.

Pas un mot de Lumumba, évidemment. Stupéfaite, indignée, la foule se lance alors à l'assaut de la prison. Le sang coule, à nouveau, et les admirateurs de Lumumba sont convaincus que les Blancs ont empêché le roi de le libérer. A Bruxelles et à Léopoldville, on exprime la crainte que le voyage royal ne se déroule désormais dans une atmosphère équivoque, comparable à celle qui, en juin, entoura celui du ministre Van Hemelrijck. Rappelons qu'à ce moment le ministre

était considéré par les Africains comme « l'homme de l'indépendance ». On l'accueillait partout aux cris d' « indépendance », et il répondait par des gestes et des sourires. De ce fait, le fossé entre les Blancs et les Noirs n'avait cessé de s'élargir, et pour clôturer son périple et remettre les choses en place, le ministre avait dû faire un discours sur le thème classique : « C'est maintenant l'heure de la fermeté. » On se demande si aujourd'hui le roi ne risque pas d'être entraîné, à son corps défendant, dans la même équivoque. Car les Noirs verront en lui, jusqu'à la fin de son voyage, un autre « homme de l'indépendance » et le libérateur de Lumumba.

Comment a réagi le roi? Ses yeux soudain se sont ouverts. Il est bouleversé, il a le cœur sur les lèvres. Les journaux le montrent bousculé par la foule à Stanleyville et la *Libre Belgique* écrit : « Grande dut être Sa souffrance », tandis qu'un journal flamand titre sur plusieurs colonnes : « Le roi a eu des nerfs d'acier. »

Le roi parti pour le Kivu et le Katanga — où l'accueil sera triomphant, ce qui lui permettra finalement de gagner le coup de dés — Stanleyville vote. Malgré l'incarcération du leader nationaliste, ou peut-être à cause d'elle (le saura-t-on jamais?) le chef-lieu se prononce à plus des quatre-vingt-dix pour cent des suffrages pour Lumumba. Le M.N.C. remporte cinquante-cinq sièges cantonaux sur soixante-treize. Personne ne peut plus nier qu'il ait l'oreille des foules. Dans sa cellule, Lumumba pousse des cris de joie. Quand son avocat arrive, il lui lance :

— Et vos modérés, maître, qu'en pensez-vous? Le P.N.P., le Parti des nègres payés, auquel

l'administration croyait aveuglément, ne représente donc plus rien !

Partout dans le Congo, les nationalistes de toutes tendances remportent l'épreuve contre les modérés, mais dans le Bas-Congo le mot d'ordre d'abstention de Kasa-Vubu est observé à la lettre : à Matadi, trois cent onze électeurs sur douze mille votent.

C'est alors que s'ouvrent simultanément, à Bruxelles la Table ronde belgo-congolaise, et à Stanleyville le procès Lumumba. Coïncidence malheureuse, car l'affaire Lumumba sera la première hypothèque qui pèsera, et lourdement, sur les négociations de Bruxelles. Les quarante-quatre délégués noirs, parmi lesquels trois seulement représentent le M.N.C. Lumumba, réclament sa libération dès l'ouverture des débats.

— Notre chef doit participer lui-même à nos travaux, déclare Victor Nendaka.

Or, à ce moment précis, le tribunal de Stanleyville écoute les enregistrements des discours de Lumumba et le condamne à six mois de prison. Pour la première fois, la Justice retient comme preuve un enregistrement sur magnétophone — ce qui provoquera des protestations en Belgique. Les autorités décident aussi le transfert du prisonnier au Katanga, estimant que sa présence à la prison de Stanleyville constituerait une perpétuelle menace de trouble. Lumumba est consterné :

— Ce n'est pas possible. L'avenir du Congo va se décider sans moi à Bruxelles alors que, les élections l'ont prouvé, je suis la force politique principale de ce pays. Nendaka et Finant ne sont pas de taille à lutter contre les colonialistes. Ils ne résisteront pas aux pressions qu'on leur fera subir. Il faut qu'on me libère.

Ce qui provoque un énorme éclat de rire chez ses geôliers européens :

— Cette fois, Patrice, on t'a bien possédé ! Tu croyais être le plus malin, et tu vois que tu connais à peine les ficelles du métier.

Le lendemain, quand on veut l'embarquer à bord d'un avion pour Elisabethville, menottes aux poings, sans cravate et les pieds nus, il se débat vigoureusement et c'est seulement après avoir été roué de coups qu'il consent à monter dans le DC 6 qui le conduira dans la « capitale du cuivre ». Là, des dizaines d'Européens sont venus l'accueillir à la plaine d'aviation pour le conspuer à leur manière :

— Alors, sale macaque ! As-tu ton compte? On va t'apprendre à vivre ici. Dans quelques mois, tu crieras un peu moins fort...

Etc. Ce sont là politesses d'ultras. Mais, transféré à la prison de Jadotville, Patrice Lumumba y restera moins d'une semaine. Passant outre la fureur des Blancs, le ministre du Congo ordonne télégraphiquement qu'il soit libéré et envoyé à Bruxelles où il s'assiéra à la Table ronde. A Elisabethville, les partisans du M.N.C. font une collecte qui permettra à Lumumba de s'acheter un complet neuf. Souriant, sans haine semble-t-il, il part pour Bruxelles. A son départ, pas d'ultras à l'horizon. Rien que des Blancs bien polis et un journaliste belge qui l'interroge :

— M. Lumumba...

C'est un nouveau tournant dans sa vie.

« *Je pardonne aux Belges* »

LUMUMBA est accueilli à l'aérodrome de Bruxelles national par Nendaka et Finant, ses deux lieutenants, et par son rival Albert Kalonji qui, très sportivement, inquiet aussi, a voulu lui souhaiter la bienvenue en Belgique. Lumumba embrasse ses deux compagnons du M.N.C., serre la main de Kalonji d'un air distrait et adresse un large sourire et des remerciements à une Européenne, une petite vieille de soixante-dix ans qui est venu lui offrir un modeste bouquet. Elle refuse de révéler son nom :

— Je ne suis qu'une pauvre femme, mais il y en a des millions d'autres comme moi, et c'est en leur nom que j'ai voulu saluer un combattant pour la liberté.

La vieille admiratrice de Patrice fera la manchette demain des journaux à sensation. Mais d'autres Noirs sont là, au premier rang desquels

Joseph Mobutu, toujours effacé, toujours fatigué, que Lumumba remercie pour ses interventions en Belgique et pour les avocats qu'il lui a envoyés.

— Tu retrouveras d'ailleurs Me Rolin à la Table ronde, annonce Mobutu. Il ne pouvait se rendre lui-même à Stanleyville parce que le Parti socialiste l'avait désigné comme délégué à la conférence.

Mais Lumumba n'ira pas immédiatement de l'aérodrome au Palais des Congrès, un bâtiment nouveau style, épais, massif, austère comme une caserne espagnole, où Belges et Congolais s'affrontent dans une atmosphère feutrée. Il s'installe d'abord modestement, discrètement, à l'hôtel Cosmopolite tandis que les autres leaders logent dans des palaces. Au Cosmopolite, il confère avec Mobutu, Nendaka et Finant, puis il va s'acheter des vêtements, du prêt à porter. Le « sur mesures » n'est pas nécessaire car, lui dit le vendeur, il a la « taille mannequin ». Ensuite, il reçoit les journalistes et les photographes, leur montre ses deux poignets bandés qui, à l'en croire, portent d'affreuses cicatrices, et il a cette phrase digne d'un grand comédien :

— J'ai été battu et humilié, mais je pardonne aux Belges.

Le lendemain, très remarqué, il fait son entrée à la Table ronde où Me Rolin compte parmi les quelques Belges qui viennent à sa rencontre et le félicitent de sa libération. Mais son arrivée spectaculaire coïncide avec un départ tout aussi remarqué. Joseph Kasa-Vubu a décidé de boycotter les travaux et il a disparu sans laisser de trace. La Sûreté belge le recherche en vain : il a pris le maquis et les « canards » s'envolent aussitôt : on le dit en France où il chercherait à vendre le Bas-Congo à M. Jacques Soustelle; en

Allemagne où il traiterait quelque mystérieuse affaire avec Alfred Krupp. On dit aussi que, jaloux de l'arrivée de Lumumba, il a préféré s'en aller et qu'il est à Brazzaville. Mais la vérité n'est pas là : elle est d'ordre politique. Le 30 juin 1960 sera le jour de l'indépendance, le ministre du Congo vient de l'accepter à la stupéfaction de ses collègues du gouvernement qui n'ont même pas été consultés. D'ici là, Kasa-Vubu veut un gouvernement provisoire. Il l'exige sans cris et sans colère. C'est l'opposé de Lumumba. Impassible comme toujours, il a exposé son point de vue à la Table ronde :

— La Belgique nous a concédé l'indépendance. Mais elle ne nous a pas fourni les moyens de prendre en main le pouvoir à la date du 30 juin. En réalité, la Belgique ne nous a pas donné l'indépendance. C'est le peuple congolais qui la lui a imposée par son action. Depuis un an, la Belgique constate la réalité inéluctable de l'indépendance, mais elle ne fait rien pour qu'elle se traduise dans les faits. Je demande qu'on nous mette tout de suite à l'épreuve, qu'on nous permette de nous roder, d'ouvrir les dossiers principaux, d'étudier les problèmes essentiels de façon que nous ne soyons pas précipités dans l'indépendance tête baissée et sans la moindre préparation. On a perdu plus d'un an. Tâchons tous ensemble de rattraper en quelques mois ce temps perdu. Nous gouvernerons avec le concours des Belges, avec leurs conseils. Avec le concours de ces Belges de bonne volonté, il y a encore moyen d'éviter une indépendance improvisée. Qu'on nous apprenne au plus vite à tirer la charrue devant laquelle nous serons mis le 30 juin. Sinon ce sera l'aventure. Une aventure dont nous sortirons tous deux mal en point. Je

le répète : qu'on nous plonge dans le bain tout de suite. Là où ça n'ira pas, que les Belges nous aident. Ils peuvent encore sauver tout, garder tout. Mais ils doivent savoir qu'on ne joue pas pendant cinq mois avec le destin d'un peuple.

Cette concession qu'il demande on la lui refuse. C'est pour cette raison, et non par jalousie pour Lumumba, qu'il s'en va.

Mais la manœuvre du maître de l'Abako ne manque pas de maladresse. Son départ décapite le cartel des partis nationalistes qu'il présidait. Lumumba profite immédiatement du désarroi créé dans leurs rangs par ce qui apparaît à d'aucuns comme une fugue, à d'autres comme un caprice. D'emblée Lumumba redevient à la Table ronde la figure de proue du nationalisme. C'est vers lui que les yeux se tournent, c'est à lui que l'on va, c'est lui que l'on écoute improviser de sa voix saccadée qui fascine bientôt l'auditeur le mieux averti.

Il commence par réclamer, et obtenir d'ailleurs, une participation plus étoffée du Mouvement national congolais aux travaux. Il remet aussi l'accent, avec impétuosité, sur la nécessité de faire un Congo uni, et sa thèse trouve l'appui de tous les Belges. Le ministre Scheyven, sorte d'adjoint à rang égal que l'on a donné à M. De Schrijver pour traiter les problèmes économiques, affirme sans balancer :

— Il ne faut pas que l'indépendance scinde le Congo en plusieurs États, car cela équivaudrait à disperser ses forces et à diminuer d'autant ses chances de devenir une grande et puissante nation africaine. Le diviser en ce moment de son histoire serait non seulement anachronique mais mortellement dangereux pour son avenir.

Satisfaction est donc donnée à Lumumba. En revanche, ce qui l'inquiète, ce sont les conseillers européens des diverses délégations congolaises. Car la bataille, il le sent avec son instinct très sûr, se livre en fait entre ces conseillers blancs qui avancent leurs pions noirs avec méthode. Les partis nationalistes sont généralement conseillés par des Belges de gauche, les modérés par des émissaires des groupes financiers qui veulent sauver leur mise, sans compter l'intervention d'une poignée d'aventuriers qui rêvent de faire fortune, notamment en organisant la fraude des diamants. Patrice Lumumba, lui, n'a pas besoin de conseils. Il n'y a, dans son personnel à l'hôtel Cosmopolite, qu'une jeune femme, Élyane Vermeersch, correspondante belge d'un journal tunisien, qui dactylographie son courrier et que Mobutu s'empressera d'ailleurs de licencier sous prétexte qu'elle « fait de l'espionnage ». On prétendra qu'elle est l'amie de Lumumba, mais cela paraît peu probable, le leader nationaliste ayant de nouveau écarté de sa vie — provisoirement du moins — tout ce qui ne fait pas absolument corps avec son plan politique. Durant trois semaines à Bruxelles, comme à Léopoldville avant son incarcération, il travaille à un rythme effarant qui lui laisse chaque jour à peine trois ou quatre heures de sommeil.

Les conseillers des autres politiciens l'inquiètent donc. Et à un certain moment, il ne se contient plus. L'éminence blanche du leader katangais Moïse Tshombé, Me Jean Humblet, pousse sans cesse son protégé à intervenir dans le débat quand on évoque le statut du sol et du sous-sol. Ce n'est pas sans raison, si l'on sait ce qu'est devenu par la suite le Katanga.

— Me Humblet représente ici les colons et les

milieux financiers ! lance Lumumba. Cela doit cesser. On aurait mieux fait de ne pas admettre tous ces Européens dans la salle. Les Congolais s'entendraient beaucoup mieux avec les parlementaires.

On proteste, mais il poursuit :

— D'ailleurs, quand je vois ce qui se passe avec M. Tshombé, je me demande si l'on n'a pas introduit les conseillers européens à cette conférence dans le seul but de tout gâcher. En outre, j'ai la preuve que des conseillers ont touché des sommes importantes de certaines puissances étrangères et de groupes financiers.

Tshombé bondit. Mais la remarque a porté : dès ce moment les conseillers se feront discrets. Quant au soutien des groupes financiers, il est évident. Il n'est pas un délégué noir à la Table ronde qui échappe à leurs propositions. Tant il est vrai que le grand capital est convaincu qu'on achète encore les responsables congolais de demain pour quelques milliers, parfois quelques centaines de francs d'argent de poche. Lumumba lui-même ne rejette pas ces offres, on l'a vu, mais comme ses besoins sont couverts et que son ambition nationale domine toutes les autres, il est devenu politiquement incorruptible. Il prend l'argent des groupes financiers belges, des milieux neutralistes d'Accra, et aussi celui qui vient de sources communistes, sans que cela l'engage le moins du monde envers qui que ce soit.

Mais la Table ronde s'achève dans l'euphorie. Les Congolais n'ont-ils pas obtenu tout ce qu'ils voulaient, voire plus que ce qu'ils espéraient au départ? La Belgique a abandonné sa proie, et la fête de famille se termine par une séance académique sous les projecteurs des cinéastes. Au nom de la Belgique, le ministre

d'État Henri Rolin prononce des paroles d'espoir :

— Nous venons d'écrire une page qui n'a jamais été écrite jusqu'à ce jour. La méfiance du début est devenue confiance; la réserve, coopération efficace. Aux Blancs du Congo, je demande de réfléchir et d'accepter. Je leur dis : la Belgique a confiance en vous. Votre présence est efficace. N'ayez aucune crainte, l'avenir nous donnera raison. Dans la sécurité et la quiétude, la Belgique et le Congo vivront en sincère et durable amitié.

Quant à Patrice Lumumba, il salue en termes choisis : « l'abolition du statut colonial qui fut la honte du vingtième siècle ». Et il ajoute : « D'autres pays le connaissent encore : le Kenya, le Nyassaland, l'Angola, l'Afrique du Sud. Ils continuent de mener la lutte d'où nous sommes sortis vainqueurs. » Ayant brossé le programme qu'il s'assigne, le leader du M.N.C. a une pensée pour M. Van Hemelrijck « qui posa les jalons de notre indépendance ». Et il ajoute cette réflexion malicieuse :

— Quand il viendra assister à la proclamation de l'indépendance congolaise, j'espère que plus personne ne lui lancera des tomates.

Appelant les Belges et surtout la jeunesse à une collaboration agissante, Lumumba conclut en disant que les portes du Congo sont largement ouvertes à tous les hommes de bonne volonté : « Ils trouveront chez nous — dit-il — un peuple frère qui a besoin d'autres frères. »

Grâce à ces mots, Lumumba sera interrompu par des applaudissements. Il sera le seul à l'être, dans cette assemblée il sera le seul aussi à faire appel à tous les Congolais, y compris les chefs coutumiers, comme si vraiment il se sentait déjà à la tête du pays.

Les lampions sont éteints. Kasa-Vubu, que l'on a retrouvé à Liège où il achevait de bouder, et Lumumba rentrent à Léopoldville. Kasa-Vubu se tait, mais Lumumba multiplie, à Bruxelles avant son départ et dans la capitale congolaise dès son arrivée, les déclarations amicales à l'endroit des Belges :

— Il y aura des accords solides entre le Congo et la Belgique, dit-il à Bruxelles. Il y va de notre intérêt. Si le Congo s'adressait à un autre pays que la Belgique, ce serait remplacer notre dépendance actuelle par une autre, économique et peut-être politique. Ce serait pire. Nous ne devons pas être naïfs au point de croire que ces pays nous aideraient d'une manière désintéressée.

N'empêche qu'il demeure panafricain avant tout. Il n'a oublié ni les leçons d'Accra, ni celles de Conakry, ni celles d'Abidjan.

— Dès le 30 juin, nous nous occuperons de nos frères d'Afrique noire. Nous aiderons à la libération de l'Afrique du Sud, du Kenya. Nous ferons tout pour cela, surtout en Angola.

A Léopoldville, à Stanleyville ensuite, Lumumba est revêtu à son arrivée d'une peau de léopard et coiffé d'un bonnet de guerre Mutetela — signes des honneurs qu'on lui réserve. Dans la capitale, il retrouve Pauline et ses enfants qu'il n'a pas vus depuis quatre mois. Pauline l'attend coiffée d'un turban de soie et drapée dans un nouveau pagne orné des slogans « Indépendance » et « Uhuru » (liberté). Les petits garçons, eux, sont européanisés. Ils ont l'air d'élèves d'Eton : culottes courtes, blazer bleu à écusson, casquette ronde.

— Tu les soignes à merveille, dit-il fièrement à Pauline.

Il leur parle des études qu'ils devront faire,

il évoque leur avenir. A ses heures de liberté c'est un père.

A Stanleyville qu'il a quittée sous les coups, les menottes aux mains et les pieds nus, Lumumba doit prendre une revanche. L'accueil — c'est une banalité — est triomphal; on le coiffe d'une toque de plumes de perroquet, emblème des Batetelas, et ses partisans lui remettent sur l'aire d'atterrissage un cadeau utile : une énorme voiture américaine blanche, décapotable. Parmi ceux qui lui souhaitent la bienvenue, quelques Européens dont M. Dethier, premier bourgmestre. Quant aux commissaires de police belges qui assurent l'ordre, ils sont, on s'en doute, assez mal à l'aise. Six semaines plus tôt, ne l'ont-ils pas embarqué de force à bord de l'avion d'Elisabethville? Mais qu'importe à Lumumba? Il est dans son élément. Il se veut magnanime. Sur son passage — le cortège comporte treize voitures — la foule n'arrête pas de scander : « Vive Lumumba ! » A un certain moment, il demande au chauffeur en livrée de s'arrêter et invite les Noirs à crier en chœur : « Vive l'indépendance, vive l'amitié belgo-congolaise. » Surprise, la foule se contente de répondre à demi :

— Vive l'indépendance !

Le soir il étonnera plus encore. Au cours d'un banquet organisé en son honneur, il placera à sa droite... le gouverneur de province Leroy, celui-là même qui deux mois plus tôt l'accusait d'obscurs complots et des plus épouvantables collusions avec le communisme international. A la surprise des Congolais et des Belges, qui estiment que c'est manquer totalement de dignité, le gouverneur est venu dire en présence de centaines de Noirs :

— Je suis heureux de revoir M. Lumumba à Stanleyville et j'espère que le passé sera vite oublié. Maintenant, nous devons collaborer dans un esprit de franchise, de compréhension et de fraternité.

Il y a un éclat de rire. C'est Lumumba. Conciliant, il répond non sans humour que l'orage est passé, qu'il s'agit de construire et que les Belges seront toujours les bienvenus au Congo. Le pense-t-il sincèrement? C'est probable, et il faut du courage pour s'exprimer ainsi devant des compatriotes qui ne rêvent que d'expulser le colonisateur. Il faut beaucoup d'assurance aussi pour prêcher, comme il le fait, l'austérité :

— J'apporte dans ma poche l'indépendance. Nous avons combattu le colonialisme, mais nous devons maintenant redoubler nos efforts pour combattre l'oisiveté. En quittant la prison de Stanleyville, j'ai dit qu'il fallait oublier le passé et se tourner vers l'avenir. Je mets la population congolaise en garde contre une fausse interprétation de l'indépendance. Demain, au lieu de crier : « A bas le colonialisme ! » il faudra crier : « A bas l'oisiveté ! » et inviter la population à se mettre au travail.

Austérité, amitié belgo-congolaise, voilà les deux thèmes de Lumumba à son retour de la Table ronde. Les Belges sont en droit d'espérer, d'autant plus qu'il s'oppose aussi, fermement, à la France qu'il accuse de vouloir diviser le Congo en faisant valoir « un droit de préemption » remontant à l'époque de Léopold II. A la grande, très grande satisfaction du gouvernement belge, Patrice Lumumba déclare :

— Les manœuvres françaises camouflent des visées impérialistes. Il me semble que la France éprouve le regret que le Congo se libère entière-

ment du régime colonial. La France se vante toujours d'être à la pointe de l'émancipation africaine, mais elle est aujourd'hui dépassée par la Belgique. Nous repoussons avec énergie ses prétentions ridicules et si cela continue, nous prendrons des mesures contre ses citoyens installés au Congo, car nous ne pourrons vivre avec des gens qui mettent en cause notre liberté chèrement acquise. Le Congo ne sera pas balkanisé comme les anciennes colonies françaises, car ce système ne fait que maintenir certaines formes de colonialisme.

Si le gouvernement belge a refusé la constitution d'un gouvernement provisoire de transition à Léopoldville jusqu'au 30 juin, date de l'indépendance, il fait une concession : il installe un collège exécutif — sorte de cabinet restreint — de six Africains auprès du gouverneur général. Y siègent notamment MM. (car on les appelle ainsi maintenant) Joseph Kasa-Vubu, Anicet Kashamura et Patrice Lumumba. O paradoxes de la vie ! Celui-ci se voit confier non seulement les affaires politiques et administratives, mais aussi les affaires judiciaires. Lui, le prisonnier, devient en fait la directeur de la Justice congolaise. Le collège exécutif ne sera pas inutile : il permet aux six hommes de s'initier aux affaires de l'État, de se préparer au pouvoir, mais le délai est court pour tout savoir. Ils travaillent avec sérieux, conscients qu'ils sont des lourdes responsabilités qui les écraseront demain. Leur tâche est d'autant plus lourde que parallèlement ils doivent, chacun dans son fief, mener campagne pour les élections législatives qui auront lieu en mai. Il en résulte que, très rapidement, quatre des six membres du collège exécutif se désinté-

resseront de l'État pour ne s'occuper que de leurs électeurs. Deux hommes continueront à assumer leurs fonctions. Le premier, c'est Joseph Kasa-Vubu, qui persiste à n'affirmer aucune prétention à l'échelle nationale : assuré de faire l'unanimité du Bas-Congo, il n'a pas besoin de courir les meetings. Le second c'est Lumumba qui mène les deux tâches de front. Cet homme étonnera jusqu'au bout : travailleur acharné, il se porte comme un charme et fait ce qu'il veut de ses cinq collègues du collège exécutif. Il réussit même à les amener dans ses tournées électorales, et à les neutraliser. Il lui suffit de leur dire : « Il faudrait que nous allions faire un voyage d'inspection à tel endroit. Il s'y passe ceci, et notre présence m'y semble indispensable. » Gourmands de voyages, amoureux des honneurs, les membres du collège donnent généralement dans le panneau. Et tandis qu'ils se gobergent avec le gouverneur et les hauts fonctionnaires dans l'un ou l'autre chef-lieu, le président du M.N.C. s'adresse aux foules...

Sept semaines séparent maintenant le Congo de l'indépendance. Mais à quelques jours des élections, la situation qui semblait se normaliser se dégrade. A qui la faute? Il est incontestable que Lumumba se laisse emporter par les passions qu'il soulève dans sa campagne électorale. Grisé lui-même par la magie étincelante de son verbe, il n'a plus ni retenue ni mesure. On le dira prêt à n'importe quoi pour réunir le plus grand nombre de suffrages, et peut-être l'est-il en effet. Il se veut libre de manœuvrer sans entraves et il se fâche en apprenant qu'on a adjoint un troisième ministre aux deux ministres du Congo déjà en fonction. M. Walter Ganshof Van der Meersch — c'est son nom — a le titre de ministre-résident.

Personnalité forte mais discutée en raison de son passé — il fut auditeur général au lendemain de la guerre et à ce titre, on le considère comme le principal responsable de la répression de l'incivisme en 1944 et dans les années qui suivent — M. Ganshof est une main de fer. D'instinct Lumumba se hérisse : qui veut-on mater? Son mécontentement s'accroît quand il apprend l'arrivée de renforts de troupes belges en Afrique.

— Plus de troupes étrangères au Congo ! C'est le dernier cri d'alarme que je lance... Nous allons descendre dans la rue pour réclamer le retrait de tous les soldats, pour exiger la libération immédiate du pays et la passation sans retard des pouvoirs. C'est la seule voie possible pour éviter un incident grave dont la Belgique supporterait la responsabilité morale sur le plan international.

Et pour donner plus de poids à ses protestations, il claque la porte du collège exécutif. Décision sans portée pratique cependant, car virtuellement ce collège a déjà cessé d'exister. Il n'empêche que Lumumba hausse le ton et qu'à Stanleyville pour prévenir des troubles, le gouverneur interdit une fois de plus les réunions publiques. Lumumba passe outre, avec désinvolture. Il n'est pas loin de faire la loi car il est en mesure de brimer l'autorité administrante : il renvoie dans leur cantonnement les soldats de la Force publique envoyés pour disperser ses partisans. Le jeune officier belge qui commandait le détachement est contraint de s'incliner devant la volonté de l'ancien commis des Postes : il se retire sur la pointe des pieds avec son unité motorisée. Et encore ceci n'est-il qu'un témoignage parmi d'autres que l'anarchie est à son comble. Le sang coule généreusement. Quand Lumumba passe par Elisabethville, Tshombé

organise des contre-manifestations qui font quatorze morts et plusieurs centaines de blessés. A l'approche de l'indépendance, la foule congolaise se déchaîne, libère ses instincts. Pour les plus primitifs, indépendance est synonyme d'appropriation de tout ce qui est européen, et des Africains vont dès à présent frapper à la porte des Blancs :

— Nous venons visiter ta maison, car le 30 juin nous nous y installons à ta place. N'abîme pas ta voiture d'ici là !

Dans certains secteurs, l'administration conseille aux Européens isolés d'acquérir des appareils émetteurs de radio afin de pouvoir éventuellement alerter les forces de l'ordre. Faut-il fuir? Mais non, leur dit-on, il n'y a rien à craindre car « l'armée sera toujours là pour vous défendre ». On affirme que la Force publique sera loyale aux Belges jusqu'au dernier homme. Le général Janssens qui les commande « lui a insufflé un esprit exceptionnel ». Il y règne une discipline de fer. De Bruxelles, dissimulant toujours avec une rare inconscience la gravité de la situation, le ministre du Congo n° 1 M. De Schrijver, s'adressera personnellement à ses compatriotes d'Afrique pour apaiser leurs appréhensions :

— Il n'y a aucune crainte à avoir. Les biens et les personnes sont garantis. Il n'y a aucune raison d'évacuer les femmes et les enfants. N'écoutez pas les alarmistes !

Quant aux élections, pas de surprise : Patrice Lumumba en sort en triomphateur. Sur cent trente-sept députés, trente-six sont M.N.C., mais en outre il tire dans son sillage treize députés d'Antoine Gizenga, huit députés de la Balubakat (Baluba du Katanga hostiles au fédéralisme de Moïse Tshombé) et cinq autres de petites ethnies

du Kasaï. Au total, les « lumumbistes » sont soixante-deux sur un total de cent trente-sept. Enfermé dans son Bas-Congo, Kasa-Vubu le taciturne obtient douze sièges, Moïse Tshombé sept et les modérés unitaristes du P.N.P. (suscité par les Belges, rappelons-le) quatorze. Quant à la dissidence M.N.C. présidée par Albert Kalonji, elle remporte huit sièges. Enfin, l'arbitre de la situation sera Anicet Kashamura, qui représente le Kivu avec dix sièges. S'il appuie Lumumba, celui-ci est assuré d'une majorité au Parlement. Sinon...

Le ministre Ganshof Van der Meersch est perplexe. Qui faut-il appeler pour former le gouvernement de l'indépendance? Patrice Lumumba a tenu ces derniers jours des propos inquiétants. Décidément il décourage. Les milieux d'affaires font des démarches pour que l'on fasse appel à un modéré. N'importe qui, conseillent-ils, mais pas Lumumba. On pourrait songer à la rigueur à Kasa-Vubu, dont le calme de mandarin rassure relativement ceux qui pèsent et soupèsent la singulière géographie politique du Congo. Mais lui non plus n'est pas parfait. Ah ! qui donc choisir comme Premier ministre?

M. Eyskens aura été mon nègre

Le ministre-résident Ganshof a reçu carte blanche du gouvernement de Bruxelles, fort heureux d'avoir sous la main quelqu'un qui veuille bien se charger d'une tâche difficile entre toutes. Il prend la seule décision possible, en concordance avec les traditions belges. Il charge M. Lumumba, représentant de la force politique la plus nombreuse, d'une mission d'information en vue de former le premier cabinet congolais. Les protestations sont immédiates; elles sont particulièrement violentes dans les milieux financiers qui frémissent rien que d'entendre le nom de « cette espèce de révolutionnaire ».

Leur colère n'aura plus de bornes lorsque Lumumba, audacieux comme toujours et jouant serré, transforme incontinent sa mission d'information en une mission plus directe.

— Je vais former le gouvernement, dit-il aux journalistes en quittant le cabinet de M. Ganshof.

Les autorités belges ne protestent pas. Et pourtant il y a une nuance de poids entre la formation d'un cabinet et la mission d'information. Celle-ci consiste à prendre des contacts qui permettent à un homme politique de faire le point et de suggérer au chef de l'État — en l'occurrence représenté par M. Ganshof Van der Meersch — la désignation d'une personnalité capable de former le gouvernement. Mais, dit-on, si Lumumba est capable de constituer une équipe, il n'y a aucun inconvénient à ce qu'il fasse d'une pierre deux coups. D'autant plus que nous sommes à quinze jours de l'indépendance et qu'il faut absolument mettre sur pied un gouvernement congolais pour la passation des pouvoirs.

Lumumba rentre donc plein d'assurance dans sa villa du boulevard Albert-Ier. Il y habite la maison de l'ancien premier bourgmestre de Léopoldville, dont les beaux jardins sont en permanence envahis de voitures, car Lumumba reçoit énormément. Parmi ses visiteurs, beaucoup de journalistes. L'envoyé spécial de la *Libre Belgique*, le journal qui l'a le plus souvent et le plus férocement attaqué, est là pour l'interroger sur l'argent qu'il aurait touché de l'autre côté du rideau de fer :

— C'est faux, dit-il. Je n'ai pas touché un centime nulle part. Notre parti trouve exclusivement ses ressources chez ses membres. On a inventé de toutes pièces cette histoire d'argent communiste. C'est mon ancien collaborateur Nendaka qui a monté l'affaire parce que je lui demandais des comptes sur des sommes qui avaient disparu de la caisse du parti. Il nous a escroqué quatre cent mille francs. Vous savez qu'il a été condamné pour abus de confiance et faillite frauduleuse? Pas recommandable. Je vous

explique ce qui s'est passé : il a fabriqué de toutes pièces les documents que la presse a publiés. C'était facile. Il avait le tampon encreur portant ma signature... D'ailleurs, vous connaissez les communistes. Est-ce leur genre de donner de l'argent?

— Parfois, cela leur arrive, non?

— Pas sans contrepartie. Le faux document précise que c'est sans contrepartie. N'est-ce pas invraisemblable? Je vous assure que tout cela est faux.

Et d'enchaîner :

— Je veux réellement collaborer avec les Belges, je l'ai toujours dit et j'ai continué à le dire après ma sortie de prison.

A d'autres, il définit son programme :

— D'abord, résister au chantage des fédéralistes. Sans les excitations de certains leaders, il n'y aurait aucune tendance à l'éclatement du Congo. Je crois qu'un gouvernement d'union nationale est possible. Mais il faudra que ce gouvernement soit dynamique. C'est pourquoi, à la Constituante, je défendrai le système présidentiel avec une seule chambre. La représentation proportionnelle, c'est bien pour les vieilles démocraties. Dans un pays neuf, il faut un régime plus vigoureux. Si l'on cesse de me mettre des bâtons dans les roues, j'y arriverai peut-être. Mais il y a des complots contre moi de tous les côtés. Un exemple : les missionnaires prêchent contre moi dans les églises. Ils disent que je suis le diable, que je suis communiste. Pourtant, il m'est arrivé de protéger les missions contre les foules. D'ailleurs, je suis catholique, mes enfants étudient la religion, j'ai donné dix mille francs à un missionnaire européen pour l'organisation d'un congrès jociste. Je ne veux rien faire contre les

missions, mais je ne veux pas de leur ingérence dans les affaires politiques.

Les journalistes belges font son portrait, fort saisissant :

— L'homme est nerveux, perpétuellement sous pression, travaille de quinze à vingt heures par jour, penché sur des dossiers, suspendu au téléphone, téléphonant à Stanleyville, Bruxelles. Sa parole est vive, saccadée, incisive. Il fait tout lui-même, décourage ses collaborateurs, car tout doit plier devant lui. Son sourire révèle des dents larges et blanches, mais derrière ses lunettes le regard est insaisissable. Barbiche révolutionnaire, souvenir de prison. Tel est l'homme qui se répand en bons propos sur les Européens et que les Européens ne veulent pas croire, songeant que c'est trop beau pour être vrai.

C'est le Lumumba de juin 1960, celui qui entame des pourparlers avec les chefs des partis. Il a le sens de la politique, il sait cajoler les uns et les autres et grignoter doucement les positions de ses adversaires. Il est Lumumba et joue Lumumba, et J. M. van der Dussen de Kestergat écrit déjà dans la *Libre Belgique :*

— Il est de ces hommes que ne peut satisfaire un succès partiel : ils triomphent ou disparaissent.

Tous les leaders défilent chez lui à la queue leu leu, sauf deux qui refusent de le rencontrer : Joseph Kasa-Vubu qui ne l'aime toujours pas et Joseph Iléo, son ancien compagnon des premières heures du M.N.C., qui vient de rentrer d'un voyage en Israël. Iléo, l'homme calme, le « sage » de la politique congolaise, se précipite chez le ministre Ganshof et lui fait une scène d'une violence extraordinaire. Jamais ses amis n'ont vu le petit homme dans un tel état de fureur :

— Lumumba, c'est la fin de la démocratie et

vous le savez ! Il installera un régime présidentiel avant six mois et mettra tous ses adversaires en prison. Si vous ne lui retirez pas sa mission, nous le tuons dans 48 h.

Et il quitte le ministre en claquant les portes.

Inquiet, malgré une feinte assurance, M. Ganshof attend. Imperturbable, Lumumba poursuit ses consultations et ses négociations. Elles sont laborieuses, à la bantoue. C'est la palabre qui dure longtemps et il faut des trésors de patience pour ne pas exploser. L'informateur demande une prolongation au ministre Ganshof qui la lui accorde. Mais le lendemain, estimant que Lumumba ne progresse pas et subissant d'autre part des pressions multiples, il l'appelle et le décharge de sa mission avant l'heure convenue pour demander aussitôt à Kasa-Vubu de former le gouvernement congolais.

Accès de fureur de Lumumba. Les traits crispés, la voix sifflante, il annonce aux journalistes qu'il rendra le pays ingouvernable.

— La Belgique vient de commettre une agression inqualifiable, elle vient de prouver qu'elle ne veut pas donner l'indépendance au Congo. Je pouvais réunir une majorité de quatre-vingt-quatre sièges sur cent trente-sept à la Chambre qui s'est réunie pour la première fois ce matin. Je m'attachais à élargir ma majorité pour constituer une équipe d'union nationale. M. Ganshof n'a pas voulu que je réussisse.

Le ministre, du coup, est aux abois. Il est honni aussi bien par les groupes financiers et par les antilumumbistes noirs parce qu'il a donné une chance à Lumumba, que par les lumumbistes parce qu'il n'a pas permis au président du M.N.C. de pousser sa chance jusqu'au bout. Et il est inquiet des réactions inévitables qui vont se

produire à l'intérieur du Congo. Le M.N.C. a recueilli quatre-vingt-quinze pour cent des voix dans la Province-Orientale. Lumumba est un dieu à Stanleyville. Comment réagira la population qui vit sur ce baril de poudre en apprenant qu'il a été écarté alors qu'elle le voyait déjà Premier ministre? Les indications de la Sûreté sont alarmantes. Lumumba ne va-t-il pas exciter les Mutetelas de l'Est? Réussira-t-il à se dominer suffisamment pour empêcher ses troupes, qui sont importantes et belliqueuses, de passer à l'action directe?

Mais, après son accès de fureur, Lumumba se repose. Il en a besoin. Ses journées et ses nuits, depuis trois mois, étaient épuisantes. Et il sait d'avance que son rival détesté, Kasa-Vubu, ne réussira pas. Il dispose, lui, Lumumba, de soixante-quatorze sièges : c'est une énorme masse de manœuvre. Le seul point d'interrogation est Kashamura, avec ses dix sièges. Kashamura semble prêt à s'allier à n'importe qui pour être fait ministre. Dans ce but, sans aucune gêne il multiplie les promesses à la fois à Kasa-Vubu et à Lumumba.

Le dimanche 19 juin au matin, trente-six heures après avoir été chargé de mission, le président général de l'Abako reçoit la presse belge et internationale, cent journalistes au total, pour annoncer que ses consultations sont terminées.

— Mon gouvernement est constitué, leur dit-il. Je présenterai mon cabinet au ministre-résident cet après-midi. Tous les partis congolais en feront partie, tous sauf le M.N.C. Lumumba qui pourrait s'y joindre par la suite s'il le voulait. C'est donc un gouvernement de très large union nationale.

Et, très sûr de lui, Kasa-Vubu traverse le fleuve et s'en va déjeuner à Brazzaville où sa

famille s'est installée depuis les émeutes de janvier 1959, sous la garde de l'abbé Youlou. Tout paraît réglé, en effet. Mais quand il prend connaissance des déclarations de Kasa-Vubu, Lumumba s'indigne :

— S'il a réussi, c'est que mes alliés m'ont trahi. Mais qu'il ne compte pas sur mon appui. Je préfère qu'il me jette en prison que de collaborer avec lui.

Il n'a pas été trahi. Les accords obtenus par Kasa-Vubu n'ont été qu'approbations de Bantous, ou de Normands si l'on veut. On lui a dit « peut-être », il a entendu « oui », et M. Kasa-Vubu a vendu la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Pendant qu'il prend l'air à Brazzaville, son conseiller, M. Jef Van Bilsen, apprenant que rien ne va plus, traverse le fleuve à son tour et lui montre la vérité. C'est ainsi qu'en fin de journée Kasa-Vubu et Lumumba se rencontrent, pour la première fois depuis longtemps, à l'invitation du ministre belge qui tente en vain de concilier deux inconciliables. M. Ganshof est d'autant plus désespéré qu'il avait retenu son passage à bord d'un avion Sabena à destination de Bruxelles, pour le soir même. Il devait présenter au roi Baudouin la liste des ministres du président général de l'Abako... Hélas ! L'impasse est complète et l'avenir de cet immense pays, clé de l'Afrique centrale, se joue lamentablement sur une épreuve de force entre deux politiciens aussi têtus l'un que l'autre.

— Si vous ne vous entendez pas, leur dit-il en désespoir de cause, ce sera la guerre civile, l'éclatement du Congo avant même qu'il soit devenu indépendant. Est-ce que vous vous en rendez compte?

Mais il a beau raisonner, se fâcher, ou supplier,

son langage n'est pas entendu. Les deux hommes restent sur leurs positions, face à face, irréconciliables. Kasa-Vubu semble vouloir être le chef de l'État et faire diriger son équipe ministérielle par Lumumba qui n'aurait même pas le droit d'intervenir dans la composition du gouvernement qu'il dirigerait. « Je ne veux pas être le Michel Debré de Kasa-Vubu... », répond Lumumba. Parmi les médiateurs appelés à la rescousse, figurent un Israélien et un Ghanéen, tous deux diplomates. Le premier, M. Eylon, est venu à Léopoldville pour installer la délégation de son pays; l'autre, M. Djinn, est un représentant et un ami personnel de Kwame N'Krumah. Tous deux ont une certaine influence sur les leaders, l'Israélien sur M. Kasa-Vubu, le Ghanéen sur M. Lumumba. Un syndicaliste congolais, M. Adula, qui fut avec Lumumba cofondateur du M.N.C. et qui fut ensuite à l'origine de la dissidence, avait prié ces deux diplomates d'intervenir pour aboutir rapidement à une solution. En leur présence, et surtout devant la presse, Kasa-Vubu et Lumumba se serrent longuement la main et sourient. Est-on sauvé?

Si plusieurs hommes de bonne volonté soucieux de sortir le Congo de l'impasse, s'attachent à rapprocher les deux leaders, il en est d'autres — fort nombreux — qui s'acharnent à les diviser. C'est que Léopoldville fourmille d'envoyés spéciaux de divers groupes politiques et financiers belges et internationaux qui brouillent les cartes d'une façon magistrale et qui tentent d'influencer tout autant le ministre-résident Ganshof que les chefs des groupes congolais. Si les alliances se renversent, si les petits partis vont de Kasa-Vubu à Lumumba et vice versa, c'est à eux qu'on le doit. Dans l'entourage du ministre, on s'en montre

irrité, mais que faire? C'est d'ailleurs un jeu dangereux, car certains de ces représentants plus ou moins louches évoquent déjà, parfois avec insistance, la possibilité d'assassinats politiques. Ils vont jusqu'à les justifier :

— Une balle dans la peau de Lumumba et son Mouvement national n'existe plus. Dès lors, il n'y aurait plus de problème.

Un représentant de la Société générale de Belgique insiste :

— Je me fais fort de découvrir dans l'un des asiles du Kasaï un aliéné qui se chargera de ce travail.

Patrice Lumumba est prévenu : il ne pouvait en être autrement. Mais, chose curieuse, il sourit de ces menaces pourtant bien précises :

— J'ai confiance en ma bonne étoile. M. G..., d'ailleurs, n'est tueur qu'en paroles. Ces gens-là fréquentent trop les bars pour passer à l'action directe. Il y en a d'autres pourtant, je le sais, qui sont capables de me faire abattre. Contre eux je n'ai aucune défense. Ce ne sont pas mes deux ou trois gardes du corps qui empêcheraient quoi que ce soit. Comme je les connais, ils sont prêts à me vendre pour moins de trente deniers. Mais j'ai confiance en ma bonne étoile...

A ce moment, Lumumba fait penser à la témérité folle d'un Adolf Hitler. Il y a dans son dédain pour les précautions, dans son courage physique une incontestable dose d'inconscience. Le Seigneur l'a chargé d'une mission sur cette terre ! Il étendra sur lui sa main protectrice jusqu'à ce qu'elle s'accomplisse.

— D'ailleurs, dit Lumumba, depuis les émeutes de Stanleyville il existe une légende. Les nègres disent que je suis invulnérable, que je crache les balles qui me frappent, que rien ne peut me

tuer. Balivernes, bien sûr. Mais cela me rassure.

Cette conversation, il l'a avec un ami belge à l'issue d'une conférence de presse, un soir de juin au boulevard Albert. Balivernes ! Et il est rentré dans son bureau pour y travailler avec un sourire rêveur. Balivernes? Le croit-il vraiment?

Le surlendemain, mardi 21 juin, un élément nouveau intervient : à la Chambre des représentants, le bloc Lumumba montre sa cohésion en faisant élire un des lieutenants de Lumumba, Joseph Kasongo, à la présidence du bureau, contre le candidat du cartel de Kasa-Vubu, Jean Bolikango. Tirant les conclusions de l'événement, constatant aussi que les deux vice-présidences de la Chambre appartiennent au bloc lumumbiste, Kasa-Vubu se rend chez Ganshof et demande à être déchargé de sa mission. Quelques instants plus tard le téléphone sonne boulevard Albert-Ier :

— Allô, ici Lumumba...

— M. le Ministre Ganshof demande si vous pouvez passer le voir d'urgence.

Cette fois, le président du M.N.C. sera chargé officiellement de constituer le gouvernement. Il ne s'agit plus d'une mission d'information qui ne l'intéresserait d'ailleurs pas, mais d'un choix décisif. Lumumba n'est pas rancunier : il tend la main à son rival Kasa-Vubu qui l'accepte. On enterre la hache de guerre, bientôt on s'embrassera. Un seul et grave inconvénient : les Bakongos de Joseph Kasa-Vubu, s'estimant personnellement lésés, réclament la proclamation de la république autonome du Kongo central. C'est une vieille lune, mais elle n'était pas enterrée. Le gouvernement n'est pas constitué que déjà le spectre du fédéralisme, fermement condamné par les économistes belges, remonte à l'horizon.

Le Premier ministre désigné mesure le péril, et quelques heures plus tard, la composition de son gouvernement n'offrant plus de difficultés, il réussit un exploit sensationnel et d'une habileté parfaite : il obtient à la fois son investiture au Parlement et l'élection par les Chambres réunies de M. Joseph Kasa-Vubu comme chef de l'État, par cent cinquante-neuf voix contre trente-quatre à son concurrent Jean Bolikango en qui les Belges avaient placé tant d'espoirs. Dans les quartiers africains de Léopoldville, la nouvelle est accueillie avec délire. Toute la nuit, les Bakongos dansent en criant : « Vive le roi Kasa-Vubu. » L'atmosphère est à la joie, à la détente. Lumumba prend le pouvoir sous d'heureux auspices et les Belges eux-mêmes sont soulagés par ce qui leur semble être un « happy end ». Le ministre du Congo n° 1, M. De Schrijver, qui vient d'arriver dans la capitale congolaise, insiste auprès du roi Baudouin, par téléphone, pour qu'il assiste lui-même aux fêtes de l'Indépendance, que l'on veut grandioses de manière à sceller l'amitié belgo-congolaise dans la pompe et les honneurs, et en présence de l'arrière-petit-neveu de Léopold II.

Dans l'euphorie générale, on oublie malheureusement le travail secret des émissaires de la finance. On remarque à peine que Moïse Tshombé, le maître du Katanga, prend déjà des distances à l'égard du gouvernement central et brandit l'étendard de la sécession avec l'appui de certains milieux européens déçus de n'avoir pas réussi à écarter Lumumba. Mais pourquoi s'en faire? Les soucis disparaissent devant le séjour à Léopoldville du roi Baudouin. Kasa-Vubu et Lumumba sont allés l'accueillir ensemble à l'aérodrome de Ndjili. Vêtu d'un uniforme blanc de lieutenant général de l'armée belge, très pâle, très ému, le

roi serre la main du président de la nouvelle république, puis celle du Premier ministre Lumumba qui lui présente ses collègues du gouvernement fraîchement constitué. On y trouve Antoine Gizenga, Vice-Premier ministre qui a recueilli aujourd'hui l'héritage de Lumumba; Justin Bomboko, ministre des Affaires étrangères; Kashamura qui détient l'Information et les Affaires culturelles; Joseph Désiré Mobutu enfin, retour de Bruxelles et promu ministre attaché à la Présidence du Conseil.

Devant le Parlement, le lendemain, la cérémonie se déroule selon le sévère protocole établi d'avance. Le roi et le président de la République se sont communiqué leurs discours et Lumumba en a pris connaissance le 29 au soir. Non sans irritation, il constate qu'aux paroles du roi, paternaliste à l'extrême, Kasa-Vubu répondra par des fleurs de rhétorique. Lumumba souffre déjà d'une colère rentrée, il est mal disposé par l'honneur fait à Kasa-Vubu qui a promené le roi dans sa voiture présidentielle et dont la qualité de chef de l'État lui vaut en outre d'être le premier partout. Lumumba n'est pas de taille à passer sur sa revanche. Durant la nuit, Baudouin et Kasa-Vubu s'étant retirés dans leurs résidences, il noircit du papier. Il ne dormira pas. A l'aube, il met le point final à son discours : il fera l'effet d'une bombe.

Tout est prêt. Les boutons brillent sur les tuniques de la Force publique. Les drapeaux pavoisent une ville en fête et la cérémonie de passation des pouvoirs débute à 11 heures. A 9 h 30, les services de la présidence du Conseil ont remis au service de l'Information, sous embargo pour les journalistes, le texte de l'allocution du Premier ministre. Il doit la prononcer

après que le roi et le président de la République auront pris la parole. Le haut fonctionnaire préposé à ce service est épuisé par plusieurs journées de lourdes fatigues. De plus, il est sorti fort tard la veille, il a la migraine. Il jette un regard distrait sur le texte de Lumumba et décrète, dédaigneux :

— Ce n'est pas un bon discours...

Et il va s'asperger le visage d'eau fraîche, sans songer un instant à alerter le ministre du Congo ou l'entourage du roi.

Dans la grande salle de la Rotonde du nouveau Parlement congolais, la cérémonie commence à l'heure prescrite. Sénateurs et députés belges se mêlent à leurs collègues africains. L'entrée du Mwami Kigeri du Ruanda en cape bleue et haut chapeau d'apparat, une longue canne bleue et blanche à la main, attire les regards. Si les coiffures pittoresques : plumes, poils et cornes des chefs coutumiers obtiennent chez les Européens un vif succès de curiosité, il en est de même des corps constitués belges, en tenue de gala, qui mettent dans cette salle archicomble des notes de couleurs tranchant sur l'ensemble monotone des vestons noirs.

Les premiers applaudissements saluent l'entrée du Premier Lumumba, qui répond de la main familièrement. Sur sa poitrine, le Grand Cordon de l'Ordre de la Couronne que le roi vient de lui remettre. Lumumba s'assied au milieu des ministres belges, après avoir salué au passage l'abbé Youlou, installé au pied de la tribune présidentielle. Soudain des vivats éclatent au dehors et déferlent vers l'assemblée par les fenêtres ouvertes. Ce sont de véritables ovations qui saluent l'entrée du roi des Belges et du chef de l'État. M. Kasa-Vubu, dont la poitrine s'orne

également du Grand Cordon de Léopold. La salle, debout, applaudit longuement, et Patrice Lumumba fait la moue. Que d'honneurs pour Kasa-Vubu ! Puis un sourire de félin glisse sur ses lèvres : l'euphorie ne durera pas. Comment réagiront-ils tous quand viendra le moment de son discours?

Le roi parle, son discours est ponctué par les coups de canons que des artilleurs noirs tirent dans le jardin. L'enthousiasme va durer quelques instants encore, le temps qu'il faut au roi pour saluer l'indépendance du Congo, les pionniers de l'émancipation africaine, ceux qui ont fait de ce grand pays ce qu'il est aujourd'hui. Après une évocation de Léopold II, il y a les mots malheureux, les rappels inopportuns de certaines réalités et une leçon un peu scolaire sur le thème : « Ne compromettez pas l'avenir. Par des réformes hâtives, ne détruisez pas l'œuvre de civilisation accomplie par les meilleurs des Belges. » A ces mots, un léger malaise passe sur l'assistance congolaise. Le président Kasa-Vubu en est conscient et, à la surprise parfois indignée de ceux qui ont reçu copie de son discours, il en tronque entièrement la fin. Le passage adressé spécialement au roi pour le remercier de son message d'amitié vient de sauter.

Les applaudissements ponctuent néanmoins le discours présidentiel. Déjà l'assistance fait mine de se lever, puisque le programme prévoit que la cérémonie a pris fin, mais le Premier ministre Lumumba, d'un bond souple, a vivement sauté sur l'estrade et s'est emparé du micro. Le silence revient. On l'écoute.

— Cette indépendance du Congo, si elle est proclamée aujourd'hui dans l'entente avec la Belgique, pays ami avec qui nous traitons d'égal

à égal, nul Congolais digne de ce nom ne pourra oublier cependant que c'est par la lutte qu'elle a été conquise, une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang. C'est une lutte qui fut de larmes, de feu et de sang, nous en sommes fiers jusqu'au plus profond de nous-mêmes car ce fut une lutte noble et juste, une lutte indispensable pour mettre fin à l'humiliant esclavage qui nous était imposé par la force.

Enthousiastes, les parlementaires noirs applaudissent des deux mains. Les Belges, eux, sont consternés et défaits. On n'ose regarder le roi.

— Nous avons connu le travail harassant exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient pas de manger à notre faim, ni de nous vêtir ou de nous loger décemment, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers. Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devions subir matin, midi et soir, parce que nous étions des nègres. Qui oubliera qu'à un Noir on disait « tu », non certes comme à un ami, mais parce que le « vous » honorable était réservé aux seuls Blancs?

Le roi est blême. Il se penche vers Kasa-Vubu qui reste impassible. Derrière ses grosses lunettes, le président de la République semble dormir. Pas un trait de son visage ne frémit, et pendant ce temps le Premier ministre continue, haussant sa voix frénétique :

— La loi n'était jamais la même selon qu'il s'agissait d'un Blanc ou d'un Noir. Accommodante pour les uns, inhumaine pour les autres. Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques ou croyances religieuses : exilés dans leur propre patrie, leur

sort était vraiment pire que la mort même. Il y avait dans les villes des maisons magnifiques pour les Blancs et des paillotes croulantes pour les Noirs; un Noir n'était admis ni dans les cinémas, ni dans les restaurants, ni dans les magasins dits européens. Un Noir voyageait à même la coque des péniches au pied du Blanc dans sa cabine de luxe. Qui oubliera les fusillades où périrent tant de nos frères, et les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient pas se soumettre à un régime d'injustice, d'opposition et d'exploitation?

Tout cela, dit encore le Premier ministre, est fini. Maintenant, construisons ensemble notre nation. L'indépendance du Congo marque un pas décisif vers la libération de tout le continent africain. Il termine :

— Le Congo nouveau que mon gouvernement va créer sera un pays riche, libre et prospère. Mais pour que nous arrivions sans retard à ce but, vous tous, législateurs et citoyens congolais, je vous demande de m'aider de toutes vos forces. Je vous demande à tous d'oublier les querelles tribales qui nous épuisent et risquent de nous faire mépriser à l'étranger. Je demande à la minorité parlementaire d'aider mon gouvernement par une opposition constructive et de rester strictement dans les voies légales et démocratiques. Notre gouvernement fort, national, populaire, sera le salut du pays. J'invite les citoyens congolais, hommes, femmes et enfants, à se mettre résolument au travail.

Un long silence, et puis une ovation considérable : les Congolais viennent de vivre enfin un rêve extraordinaire. Au roi, à la face d'un monde hostile, Lumumba a tenu le langage qu'ils croyaient impossible devant un Blanc.

— Cette minute de vérité, disent-ils, nous paie de quatre-vingts ans de domination.

Aux Belges cependant, ils présentent des excuses sans en penser le premier mot :

— Le Premier ministre a manqué aux lois élémentaires de l'hospitalité...

En fait, en quelques instants Lumumba a procédé à une gigantesque opération de défoulement. Pour lui-même et pour les Africains, ces choses devaient être dites une fois, et mieux valait le faire tout de suite. Même Kasa-Vubu le pense ! Il se garde d'exprimer des excuses au roi Baudouin qui, tremblant d'indignation, de tristesse aussi, et ne sachant quelle attitude il lui faut adopter s'enferme avec les ministres belges dans un salon du premier étage. Cette conférence improvisée se prolongera. Le roi, qui souffre de l'affront qu'on vient de lui infliger, voudrait annuler toutes les autres cérémonies. Il ne veut pas aller se recueillir au cimetière des Pionniers, ni devant le monument de Léopold II. Il dédaignera d'assister au banquet de l'Indépendance. Il ne désire qu'une chose : s'en aller le plus vite possible, se faire conduire à Ndjili et reprendre l'avion, quitter à tout jamais ce pays maudit qui l'accable.

Le Premier ministre Eyskens, le menton en avant (il ne manque pas de cran), part à la recherche de son collègue congolais. Il le trouve souriant et un peu confus. Il a dit ce qu'il voulait dire, il en est satisfait. Le voilà prêt à toutes les concessions, et il admet volontiers qu'il « serait dommage que le roi s'en aille ». Que faire pour qu'il reste? « Rectifier, répond M. Eyskens. Préparez une allocution pour le déjeuner, je la soumettrai au roi. » Mais Lumumba n'a pas de secrétaire sous la main. Il conseille à M. Eyskens

de rédiger lui-même le toast qui plairait au roi. Il le lira, il en donne l'assurance. Une scène ahurissante se joue alors : le Premier ministre belge prépare un texte pour son collègue congolais qui y porte quelques corrections d'une main distraite. Le lendemain, Lumumba aura ce mot inouï :

— M. Eyskens a été mon nègre...

Mais le jour même il prononce, sans aucun complexe, le petit discours qu'on lui demande. Du côté belge, l'amour-propre s'apaise :

— Au moment où le Congo accède à son indépendance, dit Lumumba, le gouvernement tient à rendre un hommage solennel au roi des Belges et au noble peuple qu'il représente pour l'œuvre qu'il a accomplie ici pendant trois quarts de siècle car je ne voudrais pas que ma pensée soit mal interprétée. Ce qui s'est réalisé ici, c'est aux Belges que nous le devons. La Belgique a su reconnaître notre indépendance sans retard et sans restriction, grâce à la politique réaliste de ses chefs, qui font honneur à la Belgique. Nous souhaitons que cette politique aboutisse à une collaboration durable et féconde entre nos deux peuples désormais égaux et liés dans l'amitié. Je lève mon verre à la santé du roi des Belges. Vive le roi Baudouin, vive la Belgique, vive le Congo indépendant.

La comédie est finie. Le roi rengainant son orgueil légitime, assiste au défilé des troupes. La journée s'achève dans la dignité, les invités reprennent l'avion pour Bruxelles. A l'arrivée, M. Eyskens dit aux journalistes qui l'interrogent sur l'inqualifiable discours d'investiture de Lumumba :

— Ce n'était qu'un petit malentendu...

Grâce à ce « malentendu » Lumumba a pris

une longueur d'avance sur son rival Kasa-Vubu. Loin de tâcher de le faire oublier, il a fait imprimer son discours à des dizaines de milliers d'exemplaires. Dès l'aube du 1er juillet, des avions les ont transportés comme des tracts aux quatre coins du Congo. Les évolués s'arrachent ce qu'ils considèrent comme le chef-d'œuvre de leur nouvelle littérature. Dans sa course effrénée au pouvoir absolu, le Premier ministre marque aisément ce point supplémentaire. Il a fait un pas vers le régime présidentiel qu'il installera bientôt, espère-t-il, par voie de référendum.

UNIVERSITY OF GHANA LIBRARY

La Belgique perd son « pari congolais »

LENDEMAIN des fêtes. Les premiers jours sont calmes. Noirs et Blancs se donnent l'air de fraterniser. A Léopoldville, l'ambassade de Belgique ouvre ses portes et le gouverneur général Cornelis boucle ses valises tandis que Patrice Lumumba prépare son installation dans la résidence officielle, boulevard du Général-Tilkens. Le chef de l'État, lui, s'installera dans une somptueuse villa plantée sur le mont Léopold. Les ministres congolais cherchent à constituer leurs cabinets et parcourent les rues de la capitale dans des voitures américaines conduites par des chauffeurs en livrée blanche. Ce sont là les premiers aspects de l'indépendance. Rien d'autre ne prouve que la colonie s'est muée en république. Les Belges, maintenant, plastronnent :

— Nous avons eu raison de ne pas redouter de franchir le cap. Il n'y a pas eu de brutalités. Une seule vexation : l'affront fait au roi. Ce sera

vite oublié. La Belgique a gagné son « pari congolais ». La vie continue.

Personne ne voit que l'orage monte en ce milieu de saison sèche. Les complots fomentés contre Lumumba par son opposition, mais aussi par des Belges, couvent sous le soleil plombé. Certains estiment toujours — et plus que jamais depuis l'affront fait à Baudouin — qu'il faut renverser au plus tôt le Premier ministre et le remplacer par un modéré, Bolikango par exemple, qui s'est européanisé jusqu'au bout des ongles : on peut tout espérer de son amitié docile. Dès lors on s'acharne à rendre la vie difficile à Lumumba. A Léopoldville, des agitateurs grassement payés excitent les Bangalas contre les Bakongos, leur disant :

— Comment tolérez-vous qu'un Bakongo soit président de la République? Cette fonction revenait à un des vôtres, Jean Bolikango.

Et aux Bakongos :

— Kasa-Vubu est le maître. Vengez-vous maintenant des Bangalas, chassez-les de la capitale qui est une terre mukongo.

D'autres sèment le désordre à Coquilhatville, le 3 juillet, en excitant les travailleurs de l'OTRACO (l'Office des transports du Congo) :

— Vous, pauvres diables, vous allez continuer à trimer dur pour le même argent. Mais eux, les parlementaires, se sont voté une indemnité de cinq cent mille francs alors qu'un député belge n'en touche que trois cent mille.

C'est vrai d'ailleurs. Cette indemnité considérable, ajoutée à de substantiels avantages, est le fruit de la première initiative officielle des parlementaires. Deux hommes seulement s'y sont opposés : Cyrille Adula, le pur syndicaliste devenu sénateur, et le député Patrice Lumumba, qui a

vainement proclamé que le budget ne supportera pas cette ruineuse folie. De ses ministres, auxquels il promettra six cent mille francs, il exige qu'ils renoncent à leur indemnité parlementaire et il donne l'exemple, mais ils en sont mécontents.

A Coquilhatville, les agitateurs travaillent à leur œuvre de mort. Les Noirs réclament une augmentation de cinq mille francs par mois alors qu'ils en gagnaient deux ou trois mille. On repousse leurs prétentions? Ils passent à l'émeute.

Le 5 juillet au crépuscule, le Bas-Congo fait explosion. La mutinerie gronde au camp Hardy qui est le dépôt principal de l'armée congolaise, la Force publique façonnée par le général Janssens et qu'il disait la meilleure, la seule armée véritable de l'Afrique noire.

— Voyez les ministres de Léopoldville, ont expliqué des agitateurs. Ils sont arrivés du jour au lendemain aux plus hautes fonctions dans l'État. Vous, on ne vous nomme même pas sous-lieutenants. L'indépendance est là depuis cinq jours et il n'y a pas encore un seul officier congolais. Vous verrez, rien ne changera pour vous.

Ces mots confirment les déclarations maladroites du général Janssens, le « Massu » belge qui, au lendemain de l'indépendance, s'est livré à ce qui ressemble à une provocation. N'a-t-il pas dit en substance aux sous-officiers et soldats :

— Vous pouvez constater maintenant que rien ne change, que je suis toujours le maître, qu'à la Force publique il n'y a qu'un critère, la discipline. Et le premier qui ne marchera pas droit aura de mes nouvelles.

Le général n'a rien compris. Après s'être engagé à servir loyalement le nouvel État, il continue à adresser au Premier ministre des notes d'un

ton parfaitement méprisant. Il lui dit : « Mon cher Lumumba », pose des conditions, formule des exigences. Plus tard, un homme politique belge dira que « aucun premier ministre belge ou autre n'aurait toléré qu'un général s'adresse à lui en pareils termes ». Aussi les soldats de Thysville sont-ils persuadés que Lumumba les a vendus au général Janssens et à la Belgique et que l'indépendance n'est qu'une fiction. Leur colère est terrible. Ils s'emparent de leurs officiers et sous-officiers belges, violentent leurs femmes, battent comme plâtre les enfants. La femme blanche, c'est un autre moyen de défoulement pour ces êtres peu cultivés, façonnés par une guerre sauvage, auxquels on a inculqué le culte de la force brutale. Quand les Européennes du camp Hardy ont subi assez d'outrages, les soldats s'en vont en chercher d'autres, qu'elles soient jeunes ou vieilles, religieuses ou laïques — pourvu qu'elles aient la peau blanche. Et gare aux maris ou aux enfants qui feraient mine d'intervenir : pour ceux-là, c'est la mort ou la mutilation.

En comparaison, l'octobre rouge est un jeu d'enfants. Rien ne résiste aux mutins, qui — les Belges battus, blessés, bafoués — s'en prennent aussi aux populations africaines. Les insurgés élisent leurs officiers, assiègent les missions, pillent les cantines, volent les armes — tout cet armement perfectionné, du canon antiaérien à la mitraillette, dont les Belges ont doté la Force publique, corps d'élite considéré comme l'épine dorsale du Congo. Et, suivant comme à la trace les réfugiés blancs qui fuient l'enfer de Thysville et de Madimba, une colonne blindée de mutins s'ébranle et marche sur Léopoldville.

Le bruit de la révolte jette la panique parmi les Blancs de la capitale et sert d'exemple aux

soldats noirs du camp Léopold : à leur tour, ils enferment leurs officiers et s'en vont en ville parcourir les rues le ceinturon à la main, l'insulte à la bouche. Sur ordre du ministre de l'Intérieur, M. Gbenye, la police établit des barrages pour les arrêter, mais détale à toutes jambes à la vue des mutins. Bientôt, policiers et soldats déambuleront bras dessus, bras dessous. C'est que les policiers, eux aussi, encore sous les ordres de commissaires belges, estiment le moment venu de s'en débarrasser.

A l'aube, le lendemain, un millier de soldats débraillés quittent le camp Léopold à la recherche du Premier ministre. Ils vont d'abord vers l'avenue Joséphine-Charlotte pour se rassembler dans l'avenue Albert où ils assiègent la villa qu'occupait hier encore le Premier ministre Lumumba.

Ceinturon en main, ils molestent les passants, démolissent des voitures et réclament le Premier ministre « pour le tuer ». On peut constater que la plupart des mutins sont des Bangalas. Depuis longtemps cette ethnie exige que le ministère de la Défense nationale soit dirigé par M. Bolikango, candidat malheureux au poste de Premier ministre et à la présidence. Or, Lumumba, qui n'ignore pas la technique du coup d'État, détient aussi ce portefeuille clef. Les soldats se plaignent encore de leur solde dérisoire et d'une indépendance qui, pour eux, n'existe pas. Ne trouvant pas Lumumba dans sa villa — depuis le départ de l'ancien gouverneur général Cornelis, il occupe la vieille résidence de ce dernier — ils le cherchent partout dans les grands hôtels de la ville. Ensuite ils se dirigent vers Kalina, où ils assiègent le Parlement. L'occupation du Palais de la Nation se fait rapidement. Les soldats chassent les fonctionnaires blancs qui s'en vont, leurs dossiers

sous le bras. Les gendarmes restent neutres, ne voulant intervenir ni pour protéger l'immeuble, ni pour traquer les Européens qui font face à la meute hurlante. Une chasse effrénée est donnée aux appareils photographiques : des reporters suédois et américains sont assommés.

La situation s'aggrave. Lumumba surgit au camp militaire, parlemente avec les soldats, les rappelle au calme et à la discipline :

— Vous serez promus, mais donnez-m'en le temps. Soyez raisonnables. Vous allez ruiner ce pays.

Il n'a pas peur, son aplomb force l'admiration, mais il est désespéré. Pour la première fois il doute de lui, de ses moyens, de son pouvoir sur une foule. Il se demande s'il surmontera cette crise qui soudain a fondu sur lui comme la foudre. Les soldats sont menaçants. A son arrivée on l'a bousculé sans égards. Il hésite :

— Le général Janssens, dit-il enfin, sera démis de ses fonctions et remplacé par un Congolais. Les Belges qui restent ne seront plus que des techniciens.

Les militaires approuvent. Ils sont un peu calmés. Le chef du gouvernement s'en va ailleurs répéter la même chose. Il le dit à la radio, s'en va le proclamer à Thysville où il se rend en hélicoptère :

— Vous jouez le jeu de ceux qui veulent m'assassiner et que je vais faire arrêter. Ne vous faites pas les complices du général Janssens qui est responsable de la mutinerie et que j'ai chassé de l'armée.

Pendant quelques heures, le prestige des mots l'emporte. La détente vient, les mesures décidées par le gouvernement semblent donner satisfaction aux mutins.

— Le président de la République Joseph Kasa-Vubu est nommé commandant en chef de l'armée. Le sergent-major Lundula devient lieutenant-général.

L'oncle Victor Lundula, qui a vu naître Lumumba à Katako-Kombe en 1925, va changer d'uniforme. C'est un sous-officier remarquable, discipliné, intègre. Fait général, il mettra tout en œuvre pour ramener l'ordre et sauver les vies humaines, de sorte que Lumumba commence à respirer. Tout n'aura peut-être été qu'un cauchemar, une malheureuse parenthèse. Le mal est profond, les Européens ont d'un seul coup perdu confiance. Mais, dit-il à l'ambassadeur de Belgique, M. Jean Van den Bosch : « Demain tout sera fini. Je suis en mesure de garantir les vies et les biens de vos compatriotes. Conseillez-leur de rentrer chez eux. » Hélas ! c'est négliger l'action mystérieuse des agitateurs, c'est faire la sourde oreille aux faux bruits qui naissent partout et qui, dans la fournaise, se font incroyables. Ce soir-là :

— Des avions à réaction russes atterrissent en ce moment à l'aéroport de la Ndjili. Des troupes soviétiques viennent occuper Léopoldville avec la complicité des Belges.

C'est la panique dans l'armée. Les soldats réclament des munitions aux officiers blancs qui détiennent encore les clefs de l'arsenal. Ils refusent, craignent quelque folie sanguinaire : on les enferme après leur avoir pris les clefs. L'arsenal est vide et les militaires se mettent en route à travers la capitale vers l'aérodrome dans le plus grand désordre, molestant un Belge par-ci, lapidant une voiture par-là; ils tirent des coups de feu en l'air comme s'ils assistaient à un joyeux rodéo au Texas. En un clin d'œil la panique atteint

son comble. Toute la population européenne afflue vers le centre et se réfugie à l'ambassade de Belgique, place Braconnier. On y voit des femmes affolées en chemise de nuit, des enfants grelottants couverts de larmes, des hommes blêmes de peur et de rage. L'exode commence vers Brazzaville. C'est là que les avions du pont aérien belge atterriront demain, les mutins ayant fermé l'aérodrome de Ndjili « pour empêcher l'arrivée des Russes ». Parmi ceux qui franchissent le fleuve les premiers pour trouver paix et protection dans la République de l'abbé Youlou, un officier belge vert de peur, qui s'est déguisé en soldat de première classe, et qui se fait appeler Van Steenkiste ! C'est le général Janssens. Demain il sera à Bruxelles où après avoir proféré des grossièretés à l'égard des ministres belges, ces « bradeurs d'empire », il s'inclinera devant le monument élevé non loin du Palais royal à la mémoire de Léopold II, en s'écriant :

— Sire, « ils » vous ont cochonné votre Congo.

En une nuit, six mille Blancs passent à Brazzaville. Jusqu'à l'aube le va-et-vient des bateaux ne cessera de couvrir le fleuve d'un bruit saccadé de moteurs. Ce « pont fluvial » se poursuivra jusqu'à neuf heures du matin. Alors une patrouille de mutins occupe le *beach* et interdit le passage. Un bateau chargé de femmes et d'enfants n'a pas le temps de larguer les amarres : il est vidé *manu militari* dans les cris et les pleurs. A travers toute la ville des patrouilles de mutins circulent, armes brandies : fusils, mitraillettes, revolvers. Mais, au contraire de ce qui se passe dans le Bas-Congo, ils sont relativement corrects. Ils arrêtent les voitures, les fouillent et s'en tiennent là. Cela n'empêche pas Léopoldville de trembler, car elle

est livrée totalement aux rebelles ! Il n'y a plus d'issue. La capitale est une prison géante. Toute activité a pratiquement cessé. Il n'y a plus de communication avec l'étranger, les soldats occupent tout, bloquent tout. Les civils africains ont aussi peur que les civils blancs. Il n'y aura bientôt plus personne dans les rues, mais au *beach* encombré de voitures et de réfugiés, on s'écrase : on passe de nouveau le fleuve. Des Noirs goguenards assistent à l'exode. Tout à l'heure ils l'arrêteront suivant leur bon plaisir.

Lumumba ne sait plus où donner de la tête. Sur son malentendu avec les militaires se greffe maintenant un double conflit politique qui met aux prises les Congolais entre eux d'une part, les Européens et les Congolais d'autre part. L'après-midi, le Sénat s'est réuni. Iléo y révèle que, lors des consultations entre le gouvernement et les mutins au camp Léopold, Lumumba le mit à la porte. La seule faute d'Iléo avait été de remettre à Kasa-Vubu, et non au Premier ministre, la liste des revendications des soldats. Cet incident marque un épisode nouveau du conflit larvé, entre le président de la République et son Premier ministre. Le débat au Sénat permet à nombre d'orateurs de préciser une politique antibelge. Plus de Belges dans l'armée, mais peut-être des Américains. Quelques « bons Belges » soit, mais qu'on se méfie, dit un orateur, de tous ceux qui sourient aujourd'hui aux Congolais avec l'espoir de les croquer demain. Avant-hier, à la Chambre, on accusait la Belgique d'avoir vidé le Trésor. M. Kashamura, ministre de l'Information, assure que les Belges sont à l'origine des difficultés présentes. Ce soir à la radio, en langue lingala, M. Nguvulu, dans un discours

démagogique, incitera les Noirs à réclamer de plus hauts salaires maintenant que les Belges ne peuvent plus tout garder pour eux. Au Sénat encore on réclame une africanisation de l'Administration. Et par-dessus tout, l'énorme majorité des parlementaires perdent la tête devant la révolte de l'armée. Certains ministres iront jusqu'à suivre les mutins dans leurs excès. A la radio, Kashamura prononce de véritables appels à la violence, sinon au meurtre. Lumumba n'approuve pas. Il rappelle son ministre à l'ordre, mais il n'en peut plus d'être partout à la fois. Et maintenant, voilà que le feu se propage au loin à travers le Congo. La paix n'est plus nulle part. Souvent c'est la panique des Européens qui provoque des incidents : ils s'arment et les soldats ripostent.

Bruxelles pouvait-il rester impassible, abandonner les Belges à leur sort? Dans la capitale belge, la pression de l'opinion publique se fait puissante, mais que faut-il faire? Le gouvernement a chargé deux ministres, MM. De Schrijver et Ganshof Van der Meersch, de tenter une ultime démarche au Congo, mais autant frapper sur un mur. Personne n'est capable de ramener l'ordre, Lumumba pas plus qu'un autre, et à leur retour les ministres se font huer par des réfugiés coloniaux massés dans le grand aérodrome de Saventhem. Dans les rues de Bruxelles, des cortèges promènent des pancartes sur lesquelles on peut lire : « Nous sommes livrés aux sauvages par des décadents », « Jusqu'où ira la lâcheté du gouvernement? » Des enfants brandissent un calicot sur lequel on peut lire : « Rendez-nous notre papa ! » et la foule pousse des cris hostiles et lancinants : « Démission ! Démission ! », « Le général Janssens au pouvoir ! » On parle d'un

Comité de salut public qui se serait formé quelque part et la foule peu galante se met à scander : « Madame Eyskens au Congo... »

Puisque la diplomatie est inutile, puisque les autorités congolaises sont impuissantes, l'intervention militaire est décidée. Un pont aérien transporte des soldats en Afrique et en ramène des réfugiés. Les parachutistes belges, après une bataille rondement menée, rétablissent l'ordre à Élisabethville où la garnison noire a massacré six Blancs, dont le consul d'Italie. Ils libèrent onze cents Européens assiégés dans un îlot de résistance hâtivement aménagé au cœur de Luluabourg, ils rouvrent à la mitraillette l'aérodrome de Léopoldville. A Matadi, un incident dramatique se produit. Alors qu'une trève est intervenue entre les mutins et l'autorité belge qui évacue femmes et enfants, des forces navales métropolitaines ignorantes de l'accord accostent au port et ouvrent un feu meurtrier tuant et blessant des dizaines de soldats et de civils noirs parmi lesquels des femmes et des enfants. Cette tragédie, car c'en est une, provoque un regain de violence dans tout le Bas-Congo. Justin Bomboko, le ministre des Affaires étrangères de Lumumba — un modéré qui compte d'autant plus sur l'amitié de la Belgique qu'il se propose d'épouser une Belge — condamne en termes véhéments ce qu'il considère comme une provocation des militaires européens. L'atmosphère se détériore un peu plus : les Noirs pensent que les Belges sont venus reconquérir le Congo par les armes afin de leur arracher l'indépendance. On les a trompés. Lumumba tourne comme une toupie folle, décide de rompre les relations diplomatiques avec Bruxelles. Bizarreries de son caractère : en même temps il lance des appels

éperdus aux Belges pour qu'ils demeurent au Congo :

— Les événements qui ont eu lieu au cours des derniers jours n'ont pas été voulus par le gouvernement. Ma politique consiste à prévenir de tels drames, mais les difficultés sont inévitables après l'indépendance. Sans travail et sans experts, nous n'atteindrons jamais nos objectifs. Seul le travail nous permettra de prospérer. Ceux qui refusent de voir cela et ceux qui sabotent nos efforts doivent être considérés comme des ennemis du peuple. Étrangers, qui désirez rester avec nous et travailler loyalement, ne partez pas ! Vous pourrez compter sur le gouvernement pour assurer votre sécurité et protéger vos biens...

Avec Kasa-Vubu, il entreprend une tournée de pacification. A Luluabourg, il demande aux Belges de ne pas partir et se fait huer. Puis l'avion fonce vers Elisabethville où le président Tshombé vient de décréter que le Katanga s'érige en République autonome. Lumumba et Kasa-Vubu comptent persuader le Premier ministre de la province du cuivre de faire marche arrière. Peut-il être insensible à la raison, à leurs raisons?

Ils ont emmené avec eux le ministre Yav, un Katangais qui détient le portefeuille des Affaires économiques dans le gouvernement central et qui doit plaider leur cause. Quand l'appareil s'approche dans la soirée d'Elisabethville, la tour de contrôle de l'aérodrome lui refuse l'atterrissage. C'est M. Godefroid Munongo, ministre de l'Intérieur du gouvernement katangais qui parle :

— A la rigueur nous pourrions admettre une visite du président Kasa-Vubu, mais il n'est pas

question que le traître Lumumba pose les pieds sur le sol katangais !

Kasa-Vubu et Lumumba insistent et ordonnent au pilote de l'avion militaire belge d'amorcer l'atterrissage. La tour de contrôle répond en faisant éteindre le balisage. L'appareil frôle la catastrophe, reprend de l'altitude. Lumumba, atterré, entre dans une colère épouvantable. Il insulte le ministre Yav et le pilote de l'avion, prend le président de la République à témoin. Kasa-Vubu essaie de l'apaiser. Rien n'y fait. Lumumba hurle au pilote :

— Mettez le cap sur Moscou !

Le pilote belge croit avoir mal compris. Le chef du gouvernement veut-il bien répéter? Oui, Patrice Lumumba veut gagner Moscou, d'une traite. Il faudra toute la force de persuasion du pilote pour lui faire comprendre que l'avion n'est ni équipé ni conçu pour accomplir des étapes pareilles. Le Premier ministre vient de donner une nouvelle preuve de certaines de ses insuffisances. Il est plein de talents, organisateur, travailleur acharné, courageux certainement et persuasif. Il a toutes les qualités nécessaires au meneur d'hommes. Il a beaucoup lu, mais mal digéré ses lectures. Il donne l'impression d'avoir retenu des bribes de raisonnement, des fragments de l'Histoire, des morceaux de tout et de n'importe quoi, mais on n'a jamais avec lui le sentiment de se trouver en face d'une culture cohérente — phénomène d'ailleurs assez général parmi les leaders politiques congolais de cette époque. Mais surtout — comme cet ordre de gagner Moscou — il donne parfois l'impression de prendre ses rêves pour des réalités.

L'avion rentre à Kamina et le lendemain il atterrit à Kindu. Patrice Lumumba s'est ressaisi.

Il prêche le calme et la compréhension. Puis il s'envole vers Léopoldville. A Ndjili, un bataillon de parachutistes belges l'accueille. Le général Cumont, au garde-à-vous au pied de la passerelle, attend les deux hommes d'État qui ont un mouvement de recul. Ils croient que les soldats blancs vont les arrêter, mais le général Cumont s'adresse à eux non sans respect, et ce sera l'occasion d'un dialogue pathétique, inoubliable — mais un dialogue de sourds.

— J'ai été chargé de vous accueillir et de vous offrir une escorte militaire, dit le général.

Kasa-Vubu se tait et Lumumba répond d'une voix aigre, comme s'il crachait la haine :

— Vous êtes ici illégalement et nous n'avons pas besoin de votre protection.

— Je dois vous parler, nous avons besoin de votre honnêteté.

— Si vous voulez voir le président ou me rencontrer, demandez audience comme tout le monde.

— Je vous invite, dit le général en retenant sa voix, je vous invite à venir voir dans le hall de l'aéroport comment on a traité mes compatriotes. Vous y verrez des réfugiés, des enfants, des femmes violées.

— Ce n'est pas vrai, dit Lumumba.

Et les deux hommes s'enfournent dans une camionnette de la Sabena à destination du centre de la ville, sous les huées des parachutistes et des réfugiés, et non sans que deux paras se soient accrochés au pare-chocs du véhicule et l'aient secoué comme un panier.

Le chef du gouvernement est maintenant déchaîné. Il se rend immédiatement devant la Chambre. Il y parle en agitant les bras en tous sens. Il s'énerve en feuilletant les documents

qu'il a apportés pour étayer sa thèse. Il lance les mots en rafales, déverse un monceau d'accusations contre le gouvernement belge, les civils belges, les soldats belges :

— Les Belges sont des serpents qui s'efforcent de reprendre au Congo l'indépendance que notre pays a eu tant de mal à obtenir. Les actes du gouvernement belge depuis l'indépendance font que le traité d'amitié et d'assistance entre nos deux pays n'est plus qu'un chiffon de papier.

Ce discours est ponctué par les interruptions des parlementaires qui hurlent :

— Déclarez la guerre !

A la radio, plus tard, au paroxysme de la colère et de l'excitation, il donne une longue relation des incidents qui ont marqué leur arrivée, à lui et au chef de l'État, à l'aéroport :

— Les Belges nous ont traités de macaques, d'assassins et de voleurs, et des militaires belges ont assisté avec un plaisir évident à cette scène horrible où l'on a voulu attenter à notre vie.

Entre temps, les premiers casques bleus sont arrivés. Le 13 juillet, en effet, Kasa-Vubu et Lumumba ont lancé un appel à l'O.N.U. pour qu'elle mette fin à l'agression belge. Les Ghanéens ont débarqué à Léopoldville. Auparavant, mais en vain, Lumumba avait demandé l'intervention des forces américaines. Washington a décliné, poliment. Au fur et à mesure de l'arrivée des forces des Nations unies, les parachutistes belges évacueront les bases, mais la Belgique qui craint pour la vie de ses enfants dont beaucoup sont encore isolés sans protection dans la brousse, la Belgique se fera tirer l'oreille. Y a-t-il là-dessous des calculs politiques et des interventions de puissances d'argent? Au Katanga, notamment, les Belges s'opposeront pendant longtemps, avec

l'appui du sécessionniste Tshombé, à l'arrivée des troupes de l'O.N.U. Prétexte : l'ordre y règne et les casques bleus ne pourraient y créer que le désarroi. Plus les heures passent et plus Bruxelles soutient Élisabethville contre le gouvernement central et contre les Nations unies. Le défi est d'ailleurs remarquablement tenu si l'on ne juge que de l'efficacité des lenteurs du gouvernement de Bruxelles à se plier aux ordres dix fois répétés de M. Dag Hammarskjœld. Sur le plan politique international, c'est autre chose. Un émissaire permanent est envoyé de Bruxelles auprès de M. Tshombé. Il s'appelle d'Aspremont Lynden et, maladresse suprême ou ficelle un peu grosse, en récompense des services rendus à la cause du Katanga autonome, il deviendra bientôt ministre des Affaires africaines dans le cabinet de M. Eyskens. Le monde entier qui l'appellera « M. Katanga » y verra la preuve vivante de l'intervention de la Belgique contre Lumumba. Ceci rompra les derniers ponts entre Léopoldville et la rue de la Loi.

Quand on tombe dans un puits

TANT d'inquiétudes, tant d'événements qui le prennent à la gorge, tant de périls divers ont épuisé Lumumba. La résistance humaine a des limites; il les a franchies et à ce stade il en arrive à proférer parfois des propos incohérents et d'une violence jamais atteinte. Bien sûr il voit l'ennemi partout, mais il est vrai qu'il ne peut se reposer sur personne. Comment faire confiance à ses ministres qui songent moins, comme de grands enfants qu'ils sont, au bien de l'État qu'à organiser le confort? Il ne dort plus, la dépression le guette. Et déjà il se querelle avec les Nations unies parce qu'elles hésitent et tergiversent devant la sécession du Katanga et qu'elles ne veillent qu'à demi à l'évacuation rapide des troupes belges. Washington ayant décliné sa demande d'intervention militaire la semaine précédente, il envisage de faire appel

aux troupes soviétiques si la décision du Conseil de sécurité n'est pas conforme à ses vœux :

— Je suis prêt à rechercher l'aide du diable ou de n'importe qui pour obtenir que les troupes belges quittent immédiatement le Congo.

Est-il pour autant communiste? Non, de toute évidence. Il a d'abord cherché l'appui américain. Et à peine a-t-il évoqué l'éventualité d'une intervention soviétique — faisant trembler le monde occidental — qu'il y renonce aussitôt, vraisemblablement parce que les neutralistes comme M. N'Krumah n'accepteraient pas un soldat rouge au cœur de l'Afrique.

De son côté cependant Kasa-Vubu a réfléchi. Et cet homme placide en arrive un moment, pour bizarre que cela paraisse, à la même conclusion :

— Monsieur le Premier ministre, il faut lancer un appel à M. Khrouchtchev.

Patrice Lumumba est stupéfait, puis il éclate de rire :

— Ce n'est pas possible, monsieur le Président. Je ne peux pas, moi, lancer un appel comme celui-là. On me dit déjà vendu aux communistes. Si je fais cela, le monde entier s'écriera que c'est bien dans la ligne de ma politique. On y verra une preuve que je suis à la solde du Kremlin. Non, mais vous qui êtes chrétien, faites-le si vous le voulez. Et encore ! Si vous le faites, on dira que je vous ai manœuvré et que vous êtes mon prisonnier.

Finalement, le chef du gouvernement décide d'en prendre quand même la responsabilité, ce qui ne signifie toujours pas qu'il soit inféodé au communisme. Il applique tout simplement un vieux proverbe africain : « Quand on tombe dans le puits, on ne regarde pas la couleur de

la main qui est tendue pour nous sauver. » Après tout c'est une morale qui fait fureur depuis que le président Nasser l'a mise à l'honneur pour en faire le pivot de sa politique extérieure. A l'exemple de Sekou Touré et d'autres chefs de nations africaines, Lumumba accepterait volontiers l'aide soviétique, mais il n'est pas l'homme à s'aliéner à quiconque, nous l'avons dit, ni au bloc de l'Est, ni à celui de l'Ouest. Quand il défend le « neutralisme positif », c'est avec une conviction vive et profonde, et jamais, pas plus que N'Krumah, il ne veut devenir un jouet ou un outil dans les mains de l'Union soviétique.

En tenant à l'égard de la Belgique et des Belges des propos qu'il faut bien constater délirants de xénophobie, il tente de faire dévier l'anarchie née de la mutinerie de la Force publique dirigée contre lui à l'origine. Le calcul est hasardeux, mais il croit pouvoir détourner la colère de la soldatesque contre les officiers blancs d'abord, contre la population belge ensuite : qu'ils soient immolés en holocauste pour que vive le Congo — et lui-même. C'est pourquoi, logique et impulsif à la fois, épuisé aussi au point de rêver tout haut, Lumumba tient des propos qu'ailleurs on qualifierait de criminels et qui n'ont d'autre but que d'amener la population noire à montrer une hostilité parfois atroce à l'égard de la Belgique. Mais un autre motif s'ajoute à cette attitude haineuse et forcenée. Il sait qu'il ne contrôle plus la situation, il est trop intelligent pour se bercer d'illusions, et une crainte l'obsède, celle de « se faire dépasser à gauche », de voir des politiciens congolais plus extrémistes s'emparer du pays et le conduire vers quel naufrage? Car en ces journées tragiques de juillet et d'août où la paix du monde est

compromise, il a le sentiment que lui seul est capable de sauver la nation, car il est le vrai prophète de l'Afrique noire.

« Quand on tombe dans un puits, on ne regarde pas la couleur de la main tendue. » Sans hésitation, Lumumba accepte la proposition d'un financier américain, le plus fantaisiste des hommes, Louis Edgar Detwiler, soixante-deux ans, qui s'engage à mettre le Congo en valeur et à lui apporter les capitaux nécessaires. Un moment, c'est la panique dans les milieux d'affaires belges qui ont évacué le Congo, mais dont les valises à Bruxelles sont toujours faites et qui sont prêts à repartir pour l'Afrique à la première accalmie. Detwiler est extravagant — il a voulu construire des supertransatlantiques et créer à Canterbury une sorte de papauté du protestantisme — mais il peut être dangereux à ses heures : il se dit en mesure de trouver chez les naïfs américains des capitaux immenses pour le Congo, et cela par un procédé bien simple, en se contentant d'agiter l'épouvantail communiste. Il conseille d'ailleurs avec un parfait cynisme le Premier ministre congolais :

— N'hésitez pas à dire que vous ferez appel aux Russes. Cela fera peur à mes compatriotes et ils vous soutiendront d'autant plus facilement qu'ils seront épouvantés.

Detwiler ne déplaît pas à Lumumba. Il a le machiavélisme politique qu'il apprécie. Les deux hommes signent un contrat qui ne sera jamais appliqué et le Premier ministre congolais, profitant de l'occasion, s'envole pour New York et Québec. Son but est double : remercier le Conseil de sécurité de son vote antibelge (« La raison pour laquelle j'ai fait appel aux Russes n'existe

plus maintenant ») et trouver des techniciens blancs pour remplacer les Belges. Aux journalistes étrangers qu'il rassemble, à Léopoldville avant son départ, il annonce la signature de l'accord avec Detwiler et ajoute :

— Notre gouvernement ne ménagera aucun effort pour restaurer l'ordre et pour protéger tous les habitants de ce pays, y compris les étrangers. Nous considérons les Belges comme des amis, mais c'est le gouvernement belge qui a gâché cette amitié, mal informé qu'il était et mal inspiré par le général Janssens et l'ambassadeur Van den Bosch. Nous voulons que les techniciens belges restent parmi nous et que les techniciens étrangers les complètent. Car les mauvais éléments sont déjà partis. Nous réprouvons les actes inadmissibles dont certains Belges ont été victimes, mais c'est un conflit politique qui est à la base de tout. Je vais à New York pour rétablir la vérité devant l'étranger.

Lumumba voyage à bord d'un avion ghanéen et M. Detwiler l'accompagne. Au départ, ses enfants viennent l'embrasser et se plaignent de ne plus guère le voir. Pauline n'est pas là : elle est souffrante. A l'escale d'Accra, des dizaines de milliers d'Africains viennent l'acclamer à l'aéroport. L'air détendu (mais il se soutient avec des drogues comme certains coureurs cyclistes) Patrice Lumumba évoque longuement la situation avec Nkwame N'Krumah. L'entrevue dure deux heures.

— Le président N'Krumah est un homme de bon conseil, dit-il en quittant Accra.

A Londres, Lumumba est accueilli suivant son rang par M. John Profumo, secrétaire d'État au Foreign Office. Des Noirs et des Blancs l'applaudissent. Sur le parcours vers la ville, des

pancartes : « Bravo Lumumba ! », « Congo uni ! », « Liberté pour le Congo ! » Le Premier ministre sourit d'aise :

— J'avais tort de redouter l'escale à Londres...

Des chambres ont été réservées pour lui et sa suite, qui compte quatorze Noirs et une Blanche, Mlle Gabbay, ancienne fonctionnaire du service de l'Information du Gouvernement général et qu'il a engagée comme secrétaire. Une seconde femme blanche se joindra à cette suite : Élyane Vermeersch, qui travailla pour lui à la Table ronde, arrive de Bruxelles et le rejoint à son hôtel. Elle connaît l'anglais, elle a travaillé à la B.B.C. pendant plusieurs années et il a besoin d'une interprète. Il l'engage sur-le-champ et réclame son aide pour une conférence de presse qu'il donne avant son départ.

— Le gouvernement belge voudrait reconnaître le Katanga, dit-il aux journalistes, mais M. Eyskens redoute les répercussions sur le plan international. Un des buts de mon voyage est d'alerter l'opinion mondiale sur ce qui se trame contre l'unité du Congo.

Puis il évoque les émeutes :

— Je n'ai pas la preuve que des femmes belges aient été violées, dit-il avec une parfaite mauvaise foi. En tout cas, les agences de presse ont exagéré l'ampleur réelle des désordres, que je suis d'ailleurs le premier à réprouver. Quoi qu'il en soit, la Belgique porte une très lourde responsabilité dans le drame que vous connaissez. Elle n'a pas préparé l'indépendance. Elle s'est contentée de déposer brusquement ce que Kipling appelait le fardeau de l'homme blanc.

A son arrivée en Amérique, le chef du gouvernement est reçu avec sympathie et même avec faste. Tandis qu'il passe les troupes en revue

avec l'aisance d'un vieux général, l'artillerie américaine tire les dix-neuf coups de canon qui saluent les chefs de gouvernement. M. Christian Herter, appuyé sur ses béquilles, l'accueille à Washington et très détendu dans ce luxe énorme, Lumumba s'installe à Blair House. Les Belges sont indignés, la presse bruxelloise s'en prend aux Américains et la *Libre Belgique* par exemple se lance dans de surprenantes dissertations :

« Quand je pense que Patrice Lumumba couche à Blair House, croyez bien que je ris. Blair House est une belle vieille demeure située en face de la Maison Blanche. A Blair House résident les hôtes d'honneur du gouvernement américain. Le prince régent de Belgique résida à Blair House. Le roi des Belges aussi, l'an dernier, M. Paul-Henri Spaak aussi, dont je revois le lit à baldaquin. Charles de Gaulle résida récemment à Blair House, ainsi d'ailleurs que Khrouchtchev. Il y a, à Blair House, des salons délicieux, une argenterie massive, des cristaux féeriques. Il y a une vieille dame qui prend soin du visiteur. Elle est de peau blanche. Pourvu que rien ne lui arrive. Mais si je ris tellement à la pensée que Patrice Lumumba couche à Blair House, ce n'est pas tant parce que je connais Lumumba et que je le vois, par l'imagination, se vautrer (barbe dessus ou barbe dessous, peu importe) dans les draps du roi des Belges, de Charles de Gaulle et de Khrouchtchev, c'est parce que je connais les Noirs américains pour avoir vécu deux mois parmi eux, cherchant à connaître leur souffrance. Lumumba, sauvage escroc, couche à Blair House quand des millions de Noirs américains sont rejetés au fond des autobus, derrière la barrière de couleur, sous prétexte qu'ils puent. L'odorant Patrice couche à Blair House, caressé par Mrs. Herter (laquelle

s'expose patriotiquement) cependant que des millions de Noirs américains croupissent dans la misère la plus sordide, dans l'exil social le plus cruel. Patrice Lumumba couche à Blair House quand il est légalement interdit à des millions de Noirs américains de manger un sandwich dans les restaurants où ils sont légalement réputés indésirables et quand les courageux collégiens noirs de Little Rock se font lapider par la joyeuse jeunesse américaine de peau blanche. »

Un violent sentiment antiaméricain secoue la Belgique qui se sent bafouée, insultée, abandonnée par le monde entier. « La moralité internationale à la dérive », titrent avec amertume les journaux qui reprochent violemment au ministre des Affaires étrangères, M. Pierre Wigny, d'adopter aux Nations unies un ton plaintif au lieu d'accuser — car en intervenant au Congo, l'armée belge n'a fait que sauver des compatriotes.

Patrice Lumumba, traité comme un roi, dédaigne ce qu'il considère comme une vaine littérature. C'est une véritable tournée électorale qu'il entreprend en Amérique, dans l'esprit de celle qui lui avait si bien réussi en Belgique en mai 1959. Il charme, il séduit ses interlocuteurs. Il s'est un peu reposé, il a retrouvé ses moyens, il dit aux Américains ce qu'ils désirent entendre :

— Nous bâtirons au Congo une grande démocratie sur le même type que la vôtre.

Flattée, rose de satisfaction, l'Amérique se rengorge. Il visite l'université noire de Howard et, en réponse à une allocution du recteur, il déclare que cette « grande université fait la fierté de la race noire », et il la remercie pour les efforts qu'elle accomplit en vue de la promotion et de l'émancipation des hommes de couleur. Puis, Lumumba révèle que dans quelques semaines

son pays enverra des étudiants à Howard. « Nos frères des États-Unis ont été coupés jusqu'à hier de l'Afrique. Il existe à présent un pont entre l'Amérique et l'Afrique. » Le Premier ministre congolais exprime également l'espoir que l'Université enverra en Afrique des techniciens, des médecins et des dentistes qui pourront travailler « sur la terre de leurs ancêtres ».

— Je me sens ici comme sur ma terre d'Afrique, dit-il en conclusion.

Mais si les États-Unis lui sourient, le Canada fait grise mine. Plus proches des Belges par leur tournure d'esprit, les Canadiens français sont indignés de l'accueil officiel réservé à Lumumba. Les uns se scandalisent, se voilent la face et crient à la trahison. Les autres, plus réalistes, se disent qu'à tout prendre mieux vaut voir M. Lumumba à Blair House que de le voir au Kremlin. Mais, disent-ils :

— L'ennui c'est que dans son esprit l'un n'empêche pas l'autre. N'a-t-il pas déclaré tout de go, mercredi soir à Washington, qu'il accepterait l'aide de n'importe quel pays, même de l'U.R.S.S., si celle-ci n'est assortie d'aucune condition politique?

Aux yeux des Occidentaux en général et des Canadiens en particulier — qui oublient quelques précédents célèbres — cette attitude n'est pas logique. Cela doit cacher quelque chose. Or, dans l'esprit de Lumumba, tout est limpide, car il ne cesse de dire et de répéter que : « Nous ne sommes pas des communistes, nous sommes des nationalistes africains. Nous optons résolument pour le neutralisme. » Lorsqu'il quitte l'Amérique pour se rendre à Tunis, son prestige a cependant décru. L'ambassadeur des États-Unis à Léopoldville, M. Timberlake, en est responsable. Appelé

en consultation à Washington, il a déclaré à la presse américaine qu'il avait été molesté et que deux femmes missionnaires américaines ont été violées. Lumumba est entré dans une rage folle et il a eu ces mots devant la presse :

— L'ambassadeur est un menteur !

Cet incident se retourne contre lui. Les Américains n'aiment pas qu'on leur manque de respect. Il abrège son voyage, reprend l'avion pour aller chercher d'autres appuis à Tunis, notamment auprès de M. Bourguiba.

A Londres, l'interprète Élyane Vermeersch abandonne la suite de Lumumba : mission terminée, elle rentre à Bruxelles. Tous les journaux à scandale du monde occidental bâtissent à son sujet des histoires d'alcôve extraordinaires et sans doute fausses.

Le Premier ministre, lui, monte à bord d'un Ilyouchine soviétique et le soir même, après un accueil triomphal à Tunis, il est l'hôte à Monastir du président Bourguiba, qui le décore aussitôt du grand cordon de l'Ordre de la République tunisienne. Lumumba répond, sous les applaudissements frénétiques :

— Cette distinction est un signe éclatant de la victoire de l'Afrique contre le colonialisme et l'impérialisme. Il n'y aura qu'une seule Afrique. Elle n'est ni communiste, ni américaine, ni française. L'Afrique c'est l'Afrique. Les frontières artificielles établies par le colonialisme n'existent plus aujourd'hui. Notre idéal est de voir se constituer les États unis d'Afrique. Nous ne voulons plus de compromis avec l'Occident qui se trouve devant un dilemme : ou il choisit l'amitié de l'Afrique, ou il doit quitter définitivement ce continent.

Mais la fatigue le reprend et marque à nouveau

son visage. Durant ses séjours hier à Londres, aujourd'hui à Tunis et demain à Rabat, sans cesse il reçoit des communications téléphoniques du président Kasa-Vubu ou de M. Bomboko, son ministre des Affaires étrangères. Il téléphone à son tour, dicte des notes et des instructions, prononce des discours, rend des visites et reçoit des personnalités : de nouveau il est fatigué et ses nerfs le trahissent parfois. Car malgré ses déclarations sur « la victoire de l'Afrique sur le colonialisme », les nouvelles sont mauvaises : la situation s'est compliquée au Katanga, M. Hammarskjœld ayant annulé son ordre d'envoi de casques bleus dans la province du cuivre. C'est à Rabat que cette nouvelle atteint Lumumba, au moment même où le roi Mohammed V lui ouvre les portes de son palais. Aussitôt Lumumba adresse un télégramme à M. H. qui se trouve précisément à Léopoldville :

— Je vous réitère ma demande d'envoyer sans retard les troupes de l'O.N.U. au Katanga. Tout retard apporté à la stricte application des décisions du Conseil de sécurité ne peut que porter grandement préjudice au prestige de l'O.N.U. ainsi qu'à la sécurité du Congo. Je me verrai dans l'obligation de reviser ma position, conclut-il, dans le cas où les troupes de l'O.N.U. ne pénétreraient pas au Katanga le samedi 6 août, conformément à l'engagement pris par l'O.N.U. ainsi que par vous-même à l'égard de mon gouvernement.

De nouveau la mode est aux menaces. Un instant Lumumba songe à retourner aux États-Unis sans repasser par le Congo, pour se présenter personnellement devant le Conseil de sécurité. Il a foi en son éloquence, il sait qu'elle porte et qu'elle convainc. Mais après une entre-

vue de trois quarts d'heure avec le prince héritier Moulay Hassan, il part pour Conakry, non sans avoir publié conjointement avec le prince, qu'il sait être un fin politique, une déclaration commune réaffirmant la volonté du Maroc et du Congo de coordonner leur action afin de sauvegarder les droits de l'indépendance et l'unité du Congo. Les deux hommes en profitent pour condamner au passage la ségrégation raciale en honneur en Afrique du Sud et pour proclamer l'attachement de leurs deux pays aux principes des Nations unies. Par la même occasion, ils proposent que les États afro-asiatiques réunissent leurs délégués à Léopoldville pour marquer leur solidarité vis-à-vis du Congo. Les signataires du communiqué de Rabat déclarent enfin qu'ils apportent aussi leur appui à tous les peuples qui luttent encore pour leur libération, en particulier « l'héroïque peuple algérien ». Et en guise de conclusion personnelle, Lumumba ajoute verbalement quelques propos sur une thèse qui lui tient à cœur :

— L'Afrique a ouvert ses portes à l'Occident depuis de nombreuses années, elle ne veut pas les fermer aujourd'hui... Nous sommes prêts à accueillir tous les hommes qui voudraient y venir, quelle que soit leur nationalité. L'Afrique coopérera avec ses amis français, belges et américains pour construire une grande patrie où nous accueillerons tout le monde les bras ouverts.

Le prince héritier, en guise d'adieu, rend alors hommage à la sagesse du peuple congolais et de ses dirigeants, et l'avion s'envole.

Cet Ilyouchine 18 soviétique, mis à la disposition de Lumumba par l'O.N.U., tombe malheureusement en panne, et c'est à bord d'un Superconstellation de l'aviation marocaine que le chef du gouvernement congolais arrive à Conakry.

L'accueil des foules est toujours aussi délirant, celui de Sekou Touré est fraternel : il le fait « Compagnon de l'Indépendance ». Devant des milliers de personnes, improvisant de toutes pièces, pathétique par instants, mais recru de fatigue, Lumumba s'en prend à M. Hammarskjœld et définit l'Afrique telle qu'il la voit. C'est « son » Afrique :

— Le secrétaire général de l'O.N.U. n'a pas joué son rôle dans cette affaire. Le gouvernement du Congo est, dans le cadre de sa souveraineté, décidé à prendre ses responsabilités et nous allons donc nous débrouiller nous-mêmes. Quant aux Américains, aux Russes et à tout le monde, je dis que l'Afrique demeurera l'Afrique et qu'il n'y a qu'une voie pour sa prospérité, c'est la consolidation de son unité. Nous voulons l'amitié du monde entier. Nous refusons toute aide assortie de conditions politiques et, je le proclame hautement ce soir, le Congo, pays souverain, ne sera jamais transformé en colonie de l'O.N.U. ou de n'importe quel pays. Nous allons procéder à la libération complète du continent africain. Nous allons repousser les colonialistes hors de nos frontières d'Afrique. Nous allons aussi libérer les contrées africaines en commençant par l'Algérie et l'Afrique du Sud ainsi que les autres pays sous domination étrangère.

A son tour, M. Sekou Touré annonce qu'il vient d'adresser un message à l'O.N.U. pour demander de mettre les forces guinéennes actuellement au Congo à la disposition du gouvernement congolais pour la libération du Katanga.

Le voyage de Lumumba s'achève. Il a été payant, car après Sekou Touré, Nkwame N'Krumah annonce une mobilisation générale des forces du Ghana pour le cas où la Belgique ne retirerait

pas ses troupes du Katanga. Tout le bloc afro-asiatique s'émeut, la tension internationale est à son apogée ! Sommes-nous à la veille d'une troisième guerre mondiale?

Lumumba retrouve l'anarchie congolaise qu'il avait quittée trois semaines plus tôt, mais il la retrouve, semble-t-il, avec des forces nouvelles et la rage au cœur. Immédiatement, son différend avec M. Hammarskjœld prend des proportions critiques. C'est sous la forme d'un dossier de cinq lettres que la crise internationale éclate dans toute sa violence. Rendues publiques à la fois par le porte-parole de l'O.N.U. à Léopoldville et par le ministre de l'Information congolaise, ces lettres font apparaître de façon dramatique les divergences de vue qui séparent M. H. du gouvernement Lumumba. Celui-ci reproche avec véhémence au secrétaire général de l'O.N.U. de ne s'être pas conformé aux principes qu'il désire, quant à lui, voir dégager des dernières résolutions du Conseil de sécurité, à savoir : 1° le maintien par l'O.N.U. de l'intégrité du territoire national et 2° l'aide à fournir par l'O.N.U. au gouvernement congolais dans sa tâche d'affermissement de l'intégrité de ce territoire.

Aux Nations unies, l'U.R.S.S. qui joue enfin sa carte africaine applaudit sans réserve cette attitude. Et comme il se sent en outre appuyé par la plupart des Afro-Asiatiques, Lumumba décrète l'invasion prochaine du Katanga. Il ajoute :

— La population katangaise nous demande sans cesse d'intervenir pour faire cesser l'oppression des Belges et de Tshombé.

Est-ce un mensonge? Il est de fait en tout cas que la population du Katanga est divisée, les Balubas du Nord refusant de s'incliner devant

le régime Tshombé. L'armée nationale se met donc en marche au départ de Luluabourg, et Khrouchtchev envoie onze Ilyouchine pour assurer le transport des troupes et du matériel. Pour atteindre le Katanga, l'armée doit traverser la petite république minière du Sud-Kasaï où, à son tour sécessionniste et avant de se faire proclamer Roi, Albert Kalonji a installé sa capitale à Bakwanga. Là, les soldats de Lumumba se conduisent en bêtes féroces plutôt qu'en militaires. Ils massacrent hommes, femmes et enfants. Le monde entier est indigné. Le secrétaire général des Nations unies élève une protestation solennelle contre ce crime de génocide, mais Lumumba hausse les épaules d'un air las. Comment empêcher ces crimes qu'il n'approuve pas? Il n'est pas maître de ses troupes qui se plongent le cœur joyeux dans une guerre affreuse et primitive. D'ailleurs, dit-il, les Balubas sont vraiment les Juifs du Congo puisqu'il y a des pogroms : ils ne sont pas seulement les victimes de ses propres troupes puisque aussi bien dans le nord du Katanga, les Balubas sont exterminés cette fois et d'une manière tout aussi barbare par les soldats de Tshombé.

A ses yeux c'est, sinon une justification, du moins une circonstance atténuante.

Trahi par les siens

A l'intérieur comme à l'extérieur, la pression augmente. Si Lumumba a bénéficié de ses déplacements à l'étranger, en ce sens qu'il a recueilli les appuis internationaux qui lui manquaient, il a perdu le contrôle qu'avant cela il avait réussi à garder sur les parlementaires rassemblés à Léopoldville. Naguère, lorsqu'il parcourait le Congo et que ses adversaires s'agitaient dans la capitale, il lui suffisait à son retour de réunir Chambre et Sénat, et d'y prononcer un discours inspiré. Fascinés, les députés et les sénateurs sur lesquels son magnétisme agissait puissamment s'inclinaient, applaudissaient, rentraient dans le rang comme autant de moutons.

— Quel homme, ce Patrice Lumumba ! disaient-ils fièrement aux journalistes étrangers qui étaient venus assister à la défaite probable du Premier ministre devant la Chambre et qui le voyaient repartir en triomphateur.

Mais quelque chose a changé. Son absence a été trop longue et le Parlement, livré à lui-même, est insaisissable. La plupart des élus sont rentrés dans leurs provinces pour y faire face comme ils le peuvent, sans génie et sans audace, aux difficultés locales. Et dans les yeux de ceux qui sont restés, Lumumba lit parfois de la méfiance, sinon de l'hostilité.

Un grand nombre de ceux qui le soutenaient il y a trois semaines lui ont échappé. D'autres influences — presque toujours exercées par des Belges — ont raffermi l'inimitié confuse qu'ils portaient sans bien le savoir, à un homme qui les efface tous. Quelques-uns d'entre eux se prépareraient à l'abattre qu'il n'en serait pas surpris. Le surmenage aidant, le voilà hagard. Il ne dort pas, il ne voit plus sa femme ni ses enfants. Il travaille, par à-coups, de moins en moins efficace. Il écrit et rêve tout haut devant son entourage à qui il adresse, enflammé, des harangues rarement cohérentes. Le moment approche où ses adversaires pourront agir.

A Bruxelles, le professeur Marcel de Corte, de l'université de Liège, écrit dans *La Libre Belgique :*

— Lumumba fait pleurer de rage des officiers (belges) dont un seul geste viril aurait délivré la planète de son culot sanglant.

A Élisabethville, M. Godefroid Munongo, ministre de l'Intérieur du gouvernement katangais et descendant du roi M'Siri, le plus sanglant potentat du Congo à la fin du siècle dernier, déclare que la grande explication viendra bientôt entre lui et Lumumba qui veut envahir le Katanga :

— C'est ma peau ou la sienne. Il a promis de me brûler en place publique d'E'ville s'il venait ici. Mais moi, je ne le raterai pas...

Le lundi 5 septembre le soleil se couche sur les rapides du fleuve Congo. De ses fenêtres, au sommet du mont Léopold, le président Kasa-Vubu observe le spectacle en silence. Soudain, il se lève et dit au professeur Van Bilsen, son conseiller belge qui ne l'a pas abandonné au cœur de l'anarchie et qui a toujours essayé d'éviter l'épreuve de force entre les deux hommes :

— Je vais écarter la canaille !

Il le plante là et sort. Personne, ou presque, ne connaît ses intentions. Ce grand taciturne agit-il sur une impulsion? C'est possible. Toujours est-il qu'il se fait conduire à la radio, avenue Van Gèle, où il fait irruption dans un studio. D'un ordre, il interrompt les émissions et lance de sa voix fine et lente un appel sensationnel au peuple congolais :

— Je révoque le Premier ministre Lumumba et tout son gouvernement en vertu des pouvoirs qui m'ont été conférés. Lumumba est à la base de la recrudescence des guerres tribales et sa présence au gouvernement est un péril pour l'unité nationale. Je nomme M. Joseph Iléo Premier ministre et je prends personnellement le commandement de l'armée. Je demande à l'O.N.U. d'assurer l'ordre et la sécurité dans le pays.

Sur ces fortes paroles, le président de la République rentre tranquillement chez lui et téléphone au quartier général des forces des Nations unies pour demander au commandant en chef d'assurer sa protection.

Lumumba n'a pas écouté la radio. Il rédigeait précisément une lettre à M. N'Krumah pour l'instruire des derniers développements de la situation. Quand M. Mpolo lui annonce la nouvelle, il se précipite à son tour à la radio, entre en trombe dans le studio que le président Kasa-Vubu vient

de quitter et où les journalistes et techniciens commentent l'événement non sans inquiétude. Défait, mais impassible en apparence, le Premier ministre prend le micro et parle :

— M. Kasa-Vubu vient de s'associer au complot que les impérialistes et leurs collaborateurs tramaient dans la coulisse depuis plusieurs semaines. Le gouvernement que je préside n'est pas révoqué par le président. Ce gouvernement a été élu par la nation, il a la confiance du Parlement et il ne partira que s'il perd celle du peuple. Je suis fier ce soir de m'adresser au pays et de lui dire que Kasa-Vubu n'est plus le chef de l'État. Je fais appel à votre patriotisme. J'ai toujours été à côté de vous et je continuerai d'y rester jusqu'à la mort.

C'est au tour du président de la République d'être étonné. Il demande immédiatement aux Nations unies de faire garder les installations de la radiodiffusion et d'en interdire l'accès au Premier ministre, et à Kashamura qui est le ministre de l'Information, ainsi qu'à qui que ce soit qui n'aurait pas une autorisation de la présidence de la République. Quelques instants plus tard, des troupes ghanéennes se déploient autour de la station émettrice. Mais à ce moment précis, Lumumba revient sur les lieux. L'officier britannique qui commande le détachement ghanéen tente de l'empêcher d'entrer dans les locaux, mais le Premier ministre est déchaîné, irrésistible. L'officier s'incline.

— Je n'aurais pu l'empêcher d'entrer sans le faire abattre, dira-t-il plus tard. Le mandat de l'O.N.U. nous interdit toute immixtion dans les affaires intérieures, je ne pouvais donc pas l'arrêter.

Dans une nouvelle allocution, Lumumba accuse maintenant le chef de l'État d'être le valet de

l'impérialisme et des Flamands. Car, chose curieuse, on hait les Flamands en particulier au Congo : on ne sait pourquoi ils symbolisent l'oppression, le colonialisme. Et il lance un appel à l'armée congolaise pour qu'elle reste à son poste et à ses côtés. Cela dit, il rentre chez lui pour revenir une troisième fois, cinquante minutes après, et déclarer Kasa-Vubu traître à la patrie. Enfin, plus tard encore, il fera une quatrième apparition à la radio :

— Il n'y a plus de chef de l'État dans notre pays, il n'y a plus ce soir qu'un gouvernement populaire.

D'une certaine manière, le coup d'État du président de la République peut lui être utile, à condition évidemment qu'il échoue. Et non sans inconscience, comptant sur l'immobilisme de M. Kasa-Vubu qu'il a pu mesurer depuis la proclamation de l'indépendance, il est cette nuit convaincu de l'emporter : il sera le maître. Ainsi sans coup férir, sans avoir dû se salir les mains en liquidant physiquement le moindre de ses adversaires, il aura réalisé ce à quoi il rêvait depuis longtemps. Le régime présidentiel verra le jour demain. On organisera des élections générales, Lumumba se présentera devant le Parlement et son éloquence faisant le reste, il deviendra — comme Sekou Touré en Guinée et N'Krumah au Ghana — le véritable chef de l'État indépendant du Congo en cumulant les fonctions de président de la République et de Premier ministre. Aux yeux du monde entier, il aura préservé sa légende de non-violent. Il ne veut pas de la liquidation physique de ses adversaires et il désapprouve sincèrement les terribles excès auxquels se livrent les jeunesses M.N.C., qu'il a toujours tenté d'empêcher de passer à l'action

directe. Chaque heure qui passe, il regrette de devoir, pour des raisons politiques, couvrir les actes de ses hommes et de ne pouvoir les désavouer hautement.

Pendant huit jours, la situation à Léopoldville sera tragi-comique. Après les discours de cette nuit de folie, le silence retombe sur la capitale. Ni Kasa-Vubu ni Lumumba ne se manifestent. Ont-ils peur de l'irréparable? D'une bataille sanglante? Léopoldville est isolée du monde, la résidence de Lumumba est gardée par la police qui semble lui rester fidèle. On annonce la constitution du cabinet Iléo dévoué au président de la République mais ce gouvernement fantôme ne se présentera jamais devant le Parlement.

La radio est également silencieuse. Les troupes ghanéennes ont reçu des ordres sévères et les observent. Plus un Congolais n'y mettra provisoirement les pieds, mais Radio-Brazzaville diffuse des nouvelles favorables au président de la République.

— La France, dit Lumumba aux journalistes qui vont le voir dans sa retraite, mène une campagne de dénigrement contre le Congo. Nous souhaitons avoir de bons rapports avec elle, mais si les calomnies de Radio-Brazzaville se poursuivent, je vais être obligé de rompre les relations diplomatiques avec Paris.

Mais qui s'en chargerait effectivement? Justin Bomboko, le ministre des Affaires étrangères de Lumumba, espèce de Talleyrand congolais prêt à servir Dieu et le diable — il ne manque pas d'intelligence et il a sauvé la vie de bien des Belges — est l'un des deux ministres qui ont contresigné la déchéance du président du Conseil...

Le 14 septembre au soir, nouveau coup d'État

organisé, semble-t-il, à l'instigation d'un Belge, le colonel Marlière, et d'un casque bleu marocain de formation française, le général Kettani. Le colonel Joseph Mobutu, l'indolent représentant du M.N.C. à Bruxelles avant l'indépendance, est pris d'une énergie soudaine : faisant d'une pierre trois coups, fourrant tout le monde dans le même sac, il suspend de leurs fonctions le président de la République et les deux premiers ministres, Lumumba et Iléo. Tous les comparses du drame sont renvoyés dos à dos :

— J'opère une révolution pacifique, pour laisser à tous le temps de la réflexion et de l'apaisement. Je donne jusqu'au 31 décembre aux hommes politiques pour se mettre d'accord afin qu'ils puissent mieux servir les intérêts supérieurs de ce pays. D'ici là, je ferai appel aux techniciens congolais et aux spécialistes étrangers pour sauver le pays du chaos.

Cette neutralisation des hommes politiques, Joseph Mobutu l'annonce, monté sur une table, au bar de l'hôtel Regina. Il ne l'a pas inventée tout seul. C'est un esprit faible, sans aucun ressort, sans volonté personnelle et sans grand courage. C'est le bras droit de quelle puissance mystérieuse? Il exécute une politique — sage peut-être mais dictée par l'étranger — qu'ont probablement définie les deux officiers, le belge et le marocain, qu'il admire. Quand il était sergent, avant de devenir journaliste et d'être le compagnon de lutte de Patrice Lumumba, il travaillait sous les ordres du colonel Marlière, un des rares officiers qui avaient su nouer des contacts humains avec la troupe congolaise. Nommé par Lumumba au grade de colonel au lendemain de l'indépendance et promu chef d'état-major de l'armée, il entretenait aussi depuis

deux mois des rapports cordiaux avec cet autre officier d'élite qu'est le général Kettani, Saint-Cyrien demeuré ami de la France. Ces deux hommes ont été ses conseillers et lui ont dit leur compassion devant la liquéfaction de l'autorité au Congo. Subjugué, n'ayant pratiquement plus aucun contact avec le Premier ministre (dont il relève, car Lumumba détient aussi le portefeuille de la Défense nationale), trop occupé ailleurs, Mobutu s'est lentement laissé gagner à l'idée d'un coup de balai sur Léopoldville. Il sait qu'il n'a pas l'étoffe d'un homme fort, mais ses deux conseillers lui affirment chaque jour qu'il détient un atout considérable : il a la confiance de l'armée congolaise, ce qui est la stricte vérité. Quand le 14 septembre on lui soumet un plan d'action, il marche de l'avant, en parfait militaire qu'il n'a jamais cessé d'être.

Mobutu a-t-il compris qu'en fait cette action révolutionnaire n'est dirigée que contre le seul Lumumba, dont il se crut pendant longtemps le compagnon fidèle, qu'il représenta à Bruxelles et auquel il procura un avocat lors de son emprisonnement en 1959? On ne peut l'affirmer, mais ce n'est pas exclu. Lumumba, de son côté, mesure la situation avec lucidité. Il est trahi, irrémédiablement trahi par les siens. Il se souvient des paroles qu'un de ses amis belges lui tenait un jour de mai 1959, alors qu'ils arpentaient la grand-place de Bruxelles :

— Je m'étonne que tu puisses avoir confiance en Mobutu qui te représente ici. C'est un ancien agent de la Sûreté belge. Qui te dit qu'il ne te trahit pas?

Plein de confiance, Patrice Lumumba avait répondu :

— Je sais que Mobutu a servi la Sûreté, mais

il faut se replacer dans l'atmosphère dans laquelle nous avons vécu cette époque. Les Belges nous payaient mal, nous devions élever nos enfants dignement, un billet de cent francs permettait d'équilibrer un budget. Mobutu en a eu besoin, et je comprends qu'il ait accepté, comme tant d'autres, de jouer les indicateurs. Maintenant qu'il est chez moi, c'est bien fini. Je lui ai rendu la dignité et il a toute ma confiance. Jamais il ne m'abandonnera.

Il est vrai qu'en cette fin de l'été 1960, à défaut d'une élémentaire reconnaissance du ventre, Mobutu a encore de rares tendresses pour Lumumba. A la veille du coup d'État, des soldats fidèles au président Kasa-Vubu avaient réussi à mettre la main sur le Premier ministre. On l'avait conduit au camp militaire où, heureusement pour lui, Lumumba allait être libéré aussitôt par son oncle, le général Victor Lundula avec l'accord de Mobutu.

Un peu embarrassé d'ailleurs, le colonel Mobutu affirme le lendemain aux journalistes :

— Personnellement je n'ai rien contre lui.

Pendant quelques semaines un calme lourd s'installe sur Léopoldville. Mobutu a fait appel aux étudiants congolais qui poursuivent leurs études en Belgique et leur a demandé d'assurer provisoirement l'administration du pays. Dans ce « collège des commissaires généraux », un seul ministre de Lumumba : Justin Bomboko. Il en assume la présidence, non sans avoir accepté de diriger les Affaires étrangères dans le cabinet fantôme de M. Joseph Iléo.

Plein de lassitude, Lumumba laisse un moment tomber les bras. Dans sa résidence gardée par

des soldats ghanéens et par des gendarmes congolais, il se repose. C'est sa cure de sommeil. Pendant quelques jours, il dort dix heures d'affilée et, pour la première fois depuis un an, il joue avec ses enfants. En juillet, on l'a photographié officiellement, un drapeau derrière lui, et la main sur le code. Pour rire, il fait faire la même photo de Roland, son fils aîné. Il a même l'air insouciant, comme si tout cela ne le concernait plus. Pendant ce temps de toutes parts en Afrique lui parviennent des messages encourageants. Plusieurs pays afro-asiatiques reconnaissent son gouvernement comme le seul gouvernement légal. M. N'Krumah lui écrit :

— Je vous prie, je vous supplie d'être patient et calme. Tout finira bien pourvu que ni vous ni moi ne fassions de démarches précipitées. Soyez, mon cher Patrice, froid comme un concombre.

Cependant, maintenant qu'il est neutralisé, ses adversaires mettent leurs batteries en place. Ils préparent des documents que tout le monde s'accorde à trouver faux, mais dont on publie néanmoins les photocopies. On y voit Lumumba tabler sur la terreur pour s'imposer. Le fouet, les humiliations publiques devront, disent des lettres qu'on lui attribue, venir à bout de toute opposition. En même temps le chef de l'État, tout en étant neutralisé comme son ancien Premier ministre, fait ouvrir contre lui une instruction judiciaire du chef de meurtres, provocation au meurtre et atteinte à la sûreté de l'État. Un mandat d'arrêt est lancé, mais les casques bleus s'opposent à son exécution : les soldats de Mobutu n'entreront pas dans sa villa.

La tension monte d'ailleurs entre les forces du colonel Mobutu et les troupes ghanéennes des

Nations unies. Le chef d'état-major de l'armée décide de chasser les diplomates ghanéens qui continuent à reconnaître Lumumba et qui, dit-il, « transportent des documents lumumbistes ». Des incidents éclatent à l'ambassade du Ghana. Il y a des morts, dont le colonel Kokolo — ce qui permettra de rebaptiser le camp militaire Léopold en camp « Colonel-Kokolo ».

Ayant repris des forces, Lumumba reprend aussi la lutte : il ne dormait que d'un œil. Il recommence à échanger des notes avec M. Hammarskjœld et avec le commandement des Nations unies. Il est, et de loin, plus porté à coopérer avec l'O.N.U. que Mobutu. Mais il ne se contente pas de noircir du papier. De temps en temps, à la stupéfaction des observateurs européens et au nez et à la barbe des forces de police et de l'armée, il entreprend des sorties tapageuses dans la ville indigène. Il parcourt les rues en voiture, muni d'un haut-parleur à magnétophone, entouré de quelques soldats inébranlablement fidèles. Il crie :

— Victoire ! J'ai la victoire, je suis toujours Premier ministre, tous les pays me reconnaissent.

Ailleurs, quand la foule est bakongo et se montre hostile, il hurle, plein d'une fureur dédaigneuse :

— Je vous laisse votre Congo ! Je retourne dans ma province, faire le bonheur de mon peuple !

Et effectivement, le dimanche 27 novembre au soir, alors que Kasa-Vubu et le colonel Mobutu sablent le champagne à Brazzaville, l'auto de Patrice Lumumba toutes lumières éteintes sort doucement de sa résidence, entourée d'un double cordon de casques bleus marocains et de soldats congolais qui laisseront faire. La veille, le chef

du gouvernement avait adressé une requête aux Nations unies :

— Donnez-moi une escorte pour aller à Stanleyville. Ma petite fille y est morte, je dois assister à son enterrement.

Le quartier général de l'O.N.U. avait refusé.

Il a maintenant pris la route à l'insu de tout le monde et c'est une course folle qui commence. Atteindra-t-il Stanleyville où son Vice-Premier ministre, Antoine Gizenga, a pris le pouvoir en son nom? Pendant deux jours il sera introuvable. Enfin un hélicoptère belge « réquisitionné » par Mobutu localisera une caravane de voitures dans le Kasaï, alors qu'il se rapproche à étapes forcées des régions qui lui sont fidèles. Lumumba sait qu'il est découvert. Il annonce à ses compagnons de fuite, Pierre Mulele et Rémy Mwamba :

— Continuez avec Pauline et le gosse. Je m'en vais au-devant des soldats qui viennent m'arrêter. Il faut que ma famille soit sauve.

Deux heures plus tard il est arrêté, garrotté, jeté dans un avion à Port-Franqui, transféré à Léopoldville et de là à Thysville, au camp Hardy, l'endroit où la mutinerie fatale a démarré le soir du 5 juillet. On ne le verra plus. La dernière image que ses confidents ont de lui est celle d'un père soucieux de l'avenir de ses enfants :

— Où vont-ils faire leurs études? Je voudrais qu'ils apprennent l'anglais. J'aurais tant voulu bavarder davantage avec eux. Ils m'adorent, ils voulaient me suivre partout et je n'ai jamais eu le temps de les aimer vraiment.

Si je meurs demain

DANS sa geôle de Thysville, l'homme réfléchit. Captif, peut-être est-il en train de réussir là où, chef de gouvernement, il a échoué. Informé des événements, même au fond de sa prison, il suit avec une satisfaction que son visage ne cherche même pas à travestir la réunification du Congo entreprise sous l'égide de son gouvernement réfugié, homme par homme, à Stanleyville ! Car moins d'un mois après leur installation dans le chef-lieu de la Province-Orientale, Gizenga et les rescapés de l'équipe lumumbiste sont parvenus à contrôler près de la moitié du Congo, et ils prennent leurs dispositions pour étendre leur domination au reste du territoire. Gizenga est un homme secret derrière ses lunettes d'intellectuel. On dit qu'il a séjourné à Prague. Il est intelligent, efficace. Les lumumbistes ont pénétré profondément à l'intérieur du Katanga. Ils se sont emparés de Manono, la cité de l'étain, et

rien ne semble plus pouvoir les arrêter. Mobutu a bien essayé de leur arracher le Kivu, mais sa tentative a lamentablement échoué, et cela a provoqué un nouvel incident international, la Belgique ayant autorisé le transit de détachements de l'armée congolaise par le territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi.

Le gouvernement Gizenga progresse donc à Stanleyville, mais de toute évidence les jours de Lumumba sont comptés. C'est une course contre la montre et son courage physique a beau stupéfier ses adversaires, Lumumba ne se trompe pas lui-même : il a peur. Est-il invulnérable? Crache-t-il les balles? Ses admirateurs le prétendent, mais il est loin d'en être sûr après les sévices qu'il vient d'endurer. Avant d'être définitivement enfermé dans sa cellule, il a eu ces paroles devant plusieurs témoins :

— On veut me tuer. Je mourrai comme Gandhi. Si je meurs demain, c'est qu'un Blanc aura armé la main d'un Noir. J'ai fait mon testament. Le peuple saura que je me suis offert en otage pour sa liberté.

Et s'adressant à la dizaine de ses collaborateurs qui l'entouraient, il a ajouté :

— Vous continuerez mon œuvre.

Au camp Hardy, il bavarde avec ses geôliers, êtres frustes qui ne lui veulent aucun mal. Grâce à eux, quand les officiers congolais dévoués corps et âme à Mobutu se sont éloignés il lui arrive de pouvoir entrer en communication avec ses deux compagnons de captivité : Okito, le vice-président du Sénat, et M'Polo, ministre de la Jeunesse, qu'il a fait colonel en même temps que Mobutu. M'Polo a toujours été le plus bruyant, le plus brutal et le plus insolent des jeunes M.N.C. Il est maintenant complètement déprimé comme

il arrive souvent en ce cas, et c'est Lumumba qui lui remonte le moral. Aux soldats qui vont et viennent autour de lui, il conseille d'être exigeants :

— Vous ne touchez pas votre solde régulièrement, vous n'avez pas de promotion. C'est parce que Mobutu est à la merci des Belges. Il vous prive de la vraie indépendance que je voulais vous donner.

Un fait est certain : au fur et à mesure que les forces lumumbistes progressent comme des araignées dans les diverses régions du Congo et que la tension sociale augmente dans le pays, le colonel Mobutu perd pied. Sa résistance physique est bien moins considérable que celle de Lumumba et déja le pouvoir le fatigue. Le mécontentement gronde dans son armée.

Soudain le 14 décembre, un remue-ménage épouvantable se produit au camp militaire de Thysville. La cellule de Patrice Lumumba s'ouvre devant deux soldats hilares :

— Nous nous sommes mutinés, nous avons enfermé nos officiers, Mobutu ne veut pas nous écouter, on ne nous paie plus, nous en avons assez. Tu es libre et on va voir si tu feras mieux qu'eux.

Lumumba n'en croit pas ses oreilles. Il fait ouvrir les cellules de ses compagnons et se concerte avec eux :

— Il nous faut une voiture et de l'essence. Nous sommes à mi-chemin entre Léopoldville et Kikwit. Kikwit est aux mains des hommes de Gizenga. Si nous y parvenons, nous sommes sauvés...

Mais les mutins sont versatiles. Déjà ils hésitent :

— Tu es libre, mais tu ne peux pas quitter le camp...

La cause est perdue de justesse. Quelques heures plus tard, Kasa-Vubu, Bomboko et Mobutu arrivent en cortège à Thysville et après de longues palabres avec les représentants des révoltés, ils réussissent à rétablir le calme et un semblant de discipline : Lumumba et ses compagnons sont invités à regagner leurs cellules. Alors se produit l'événement le plus insolite de la journée : le président Kasa-Vubu et Bomboko sont reçus, fort courtoisement, par le Premier ministre destitué :

— Nous allons organiser une table ronde sur l'avenir politique de ce pays, dit Kasa-Vubu. Voulez-vous y assister?

Fermement, Lumumba décline. Il songe à ce qui s'est passé dans la république du Congo-Brazzaville, où le président Youlou en 1959 avait emprisonné Opangault, le chef de l'opposition. Quelques mois plus tard Youlou est allé le rechercher pour en faire un des ministres de son cabinet — le neutralisant de la sorte définitivement :

— Je ne veux pas être votre Opangault, dit Lumumba.

Kasa-Vubu s'en va, haussant les épaules. Lumumba, une fois de plus, reste seul avec ses pensées. Prudent, car il ne se fait pas trop d'illusions, il adresse une lettre à Pauline. Ce sera la dernière. Il a une grande satisfaction : deux de ses enfants, les aînés, sont en sécurité au Caire, grâce à l'intervention du président Nasser. Moyennant un bon pourboire, un « matabiche », comme disent les soldats, cette lettre quittera le camp de Thysville :

« Ma Compagne Chérie,

« Je t'écris ces mots sans savoir s'ils te parviendront, quand ils te parviendront et si je serai en vie lorsque tu les liras. Tout le long de ma lutte pour l'indépendance de mon pays, je n'ai jamais douté un seul instant du triomphe final de la cause sacrée à laquelle mes compagnons et moi avons consacré toute notre vie. Mais ce que nous voulions pour notre pays, son droit à une vie honorable, à une dignité sans tache, à une indépendance sans restrictions, le colonialisme belge et ses alliés occidentaux — qui ont trouvé des soutiens directs et indirects, délibérés et non délibérés, parmi certains hauts fonctionnaires des Nations unies, cet organisme en qui nous avons placé toute notre confiance lorsque nous avons fait appel à son assistance — ne l'ont jamais voulu.

« Ils ont corrompu certains de nos compatriotes, ils ont contribué à déformer la vérité et à souiller notre indépendance. Que pourrai-je dire d'autre? Que mort, vivant, libre ou en prison sur ordre des colonialistes, ce n'est pas ma personne qui compte. C'est le Congo, c'est notre pauvre peuple dont on a transformé l'indépendance en une cage d'où l'on nous regarde du dehors tantôt avec cette compassion bénévole, tantôt avec joie et plaisir. Mais ma foi restera inébranlable. Je sais et je sens du fond de moi-même que tôt ou tard mon peuple se débarrassera de tous ses ennemis intérieurs et extérieurs, qu'il se lèvera comme un seul homme pour dire non au colonialisme dégradant et honteux, et pour reprendre sa dignité sous un soleil pur.

« Nous ne sommes pas seuls. L'Afrique, l'Asie et les peuples libres et libérés de tous les coins du monde se trouveront toujours aux côtés des millions

de Congolais qui n'abandonneront la lutte que le jour où il n'y aura plus de colonisateurs et leurs mercenaires dans notre pays. A mes enfants que je laisse, et que peut-être je ne reverrai plus, je veux qu'on dise que l'avenir du Congo est beau et qu'il attend d'eux, comme il attend de chaque Congolais, d'accomplir la tâche sacrée de la reconstruction de notre indépendance et de notre souveraineté; car sans dignité, il n'y a pas de liberté, sans justice il n'y a pas de dignité et sans indépendance il n'y a pas d'hommes libres.

« Ni brutalités, ni sévices, ni tortures ne m'ont jamais amené à demander la grâce car je préfère mourir la tête haute, la foi inébranlable et la confiance profonde dans la destinée de mon pays plutôt que vivre dans la soumission et le mépris des principes sacrés. L'histoire dira un jour son mot, mais ce ne sera pas l'histoire qu'on enseignera à Bruxelles, Paris, Washington ou aux Nations unies, mais celle qu'on enseignera dans les pays affranchis du colonialisme et de ses fantoches. L'Afrique écrira sa propre histoire et elle sera au nord et au sud du Sahara une histoire de gloire et de dignité.

« Ne me pleure pas, ma compagne. Moi je sais que mon pays, qui souffre tant, saura défendre son indépendance et sa liberté. Vive le Congo! Vive l'Afrique! »

PATRICE.

Cette lettre sera l'avant-dernier message que Lumumba parviendra à communiquer au monde. En effet, les rumeurs concernant son évasion ont causé une telle panique à Léopoldville, qu'en une soirée l'exode des Européens a recommencé.

Mobutu donne des instructions pour que le régime du prisonnier soit rendu plus sévère et le 10 janvier un mot parvient par un canal mystérieux au quartier général de l'O.N.U. :

— Nous vivons, écrit Lumumba, dans des conditions absolument impossibles et contraires à la loi. La nourriture que nous recevons est mauvaise et insuffisante, il m'arrive souvent de ne manger qu'une banane pendant trois ou quatre jours. J'ai demandé à pouvoir acheter des fruits avec mon argent personnel, mais le garde militaire a refusé. Je vous prie de faire connaître ma situation au secrétaire général de l'O.N.U. que je remercie pour son intervention en ma faveur.

Le pouvoir de Mobutu continue à s'effriter. On ne se prive guère de dire que c'est un velléitaire et un incapable. Il craint à son tour. Le camp de Thysville est nerveux, une nouvelle révolte peut y éclater d'un moment à l'autre. Au fond, le colonel a mauvaise conscience : il a trahi Lumumba et, comme Judas fuit celui qu'il a vendu, il cherche à s'en débarrasser.

Il a besoin d'argent pour payer les soldats de l'armée nationale. « On » lui offre à condition qu'il livre Lumumba à Tshombé. Il accepte, dit-on, mais comment s'y prendra-t-il?

On jugera du procédé si l'on sait que, plutôt que d'affronter Lumumba à visage découvert, ses bourreaux useront d'un stratagème. Un fonctionnaire de la Sûreté congolaise se rend à Thysville à bord d'un petit avion, se fait conduire à la cellule du captif et lui tient ce discours :

— Une révolte a éclaté à Léopoldville. Kasa-Vubu, Iléo et Mobutu se sont placés sous la protection des Nations unies. On vous attend pour former le nouveau gouvernement.

Le stratagème ne peut être surprenant dans le climat qui pèse sur le Congo. Lumumba n'est même pas étonné :

— Je pensais bien que le régime allait s'écrouler. Allons-y.

Sans méfiance, il s'embarque avec ses deux compagnons de captivité à bord du petit avion qui se dirige vers Moanda sur l'océan Atlantique. A Moanda, les quatre voyageurs — y compris l'agent de la Sûreté, car aucune instruction n'est parvenue en ce qui le concerne — sont battus comme plâtre par des soldats de l'armée Mobutu qui les chargent ensuite — on ne voit pas d'autre mot — dans un D.C. 4 à destination d'Élisabethville. Ce n'est qu'en cours de route qu'on défera les liens du policier : il se vengera sur Lumumba et ses compagnons en les brutalisant copieusement pendant tout le voyage. Pour faciliter l'opération, Lumumba, Okito et M'Polo ont été entravés, attachés les uns aux autres, ficelés de près pour qu'ils ne puissent plus broncher.

Une fois encore — comme le 12 juillet 1960 quand il refusa l'atterrissage de l'avion qui transportait Kasa-Vubu et Lumumba pèlerins de l'unité congolaise — le ministre de l'Intérieur Godefroid Munongo est dans la tour de contrôle. Mais aujourd'hui, il accueillera lui-même le chef du gouvernement central...

Et c'est la fin, les cris : « Il ne faut pas qu'il souille le sol katangais », puis le triste meurtre. Munongo s'est-il chargé personnellement de la besogne? On l'affirme, et l'on fait remarquer qu'il en avait d'ailleurs exprimé l'intention à diverses reprises. Dans le camion, en pleine brousse, entre les termitières, le bourreau noir demande à Lumumba avec le sourire sardonique que l'on imagine :

— Alors, tu es toujours invulnérable? Tu craches toujours les balles?

Il lui enfonce une baïonnette dans la poitrine. Lentement. Posément. Un Blanc donnera le coup de grâce.

Alors commence une tragi-comédie extraordinaire et assez horrible, jouée en grand secret. Lorsque Moïse Tshombé apprend le supplice et la fin de Patrice Lumumba, il en jauge, effaré, les conséquences — car cet homme, dans le secret de son âme, est un modéré. Elles peuvent être funestes, amener des représailles non seulement contre les Blancs qui vivent encore nombreux dans les provinces gérées par M. Gizenga, mais aussi contre les Noirs antilumumbistes; elles peuvent amener aussi une invasion du Katanga par les pays africains qui ont toujours soutenu Lumumba malgré ses excès. Tshombé donne ses ordres : on dissimulera la nouvelle pendant quelques semaines, le temps de voir comment évoluera la situation. Mais que faire d'un cadavre dans ce climat tropical qui pourrit tout ce qu'il touche? La sinistre camionnette où l'on a couché le leader défunt se présente à la nuit tombée devant les laboratoires d'une importante société minière. Les dirigeants belges sont là. On en obtient que le corps soit placé dans un frigo. Quelques jours plus tard pour le conserver plus sûrement, on le plonge dans un bain de formol : ainsi pourrait-il servir éventuellement quand on aura trouvé une explication plausible.

Dans le même temps, le gouvernement katangais multiplie les communiqués à la presse. On rassure le monde, on lui jette en pâture des nouvelles lénifiantes : oui Lumumba se porte bien, oui il a bon appétit. La thèse officielle est qu'il est enfermé

dans une ferme modèle, loin des regards indiscrets. Des médecins (lesquels? on ne le dira pas) ont pu constater qu'il n'a pas subi de sévices, contrairement aux rumeurs lancées par les ennemis du Katanga. On va même jusqu'à publier des photographies de son geôlier, un Belge, le capitaine Lucien Gat, un Anversois qui commande un détachement d' « Affreux », ces volontaires, souvent des têtes brûlées, qui forment le noyau de la légion étrangère du Katanga. Deux mois plus tard, le capitaine Gat rentrera en Belgique, mais il se refusera à toute déclaration.

L'heure approche cependant où il faudra tout de même parler. Déjà le monde entier pressent qu'il est arrivé un malheur à l'ancien chef du gouvernement de Léopoldville. Des bruits alarmants courent l'Occident et l'Orient. Il faut se jeter à l'eau, d'autant plus que des journalistes français et belges serrent de près la vérité et que les envoyés spéciaux de la radio-télévision belge ont poussé l'astuce jusqu'à solliciter du gouvernement katangais l'autorisation d'interviewer Lumumba dans la ferme modèle. M. Munongo se charge d'en finir. Le 10 février, il annonce qu'à la faveur d'un violent orage Lumumba et ses compagnons ont réussi à creuser un trou dans le mur de la ferme, située à Mutshatsha, à vingt lieues de l'Angola portugais. On les recherche dans la brousse.

— Les trois détenus, affirme le communiqué officiel, se sont évadés après avoir assommé et ligoté les deux sentinelles. Une Ford noire de l'escorte de police a disparu, probablement volée par les évadés. Elle contenait de l'essence pour cent kilomètres. Deux fusils ont disparu.

Et le ministre de l'Intérieur conclut par ces mots éloquents :

— Les évadés feront usage de ces armes en cas de découverte.

La mise en scène est soignée mais elle ne trompe personne : le gouvernement katangais va jusqu'à offrir une prime de trois cent mille francs (trois mille nouveaux francs) à qui retrouvera Lumumba mort ou vif. Et deux jours plus tard, dans une petite pièce claire où une employée européenne sténotype ses paroles, le même Godefroid Munongo, descendant du féroce M'Siri, annonce que trois cadavres ont été découverts. Les fuyards, dit-il, ont été massacrés par les habitants d'un petit village. Un médecin belge a établi les trois constats de décès, on les montre aux journalistes, mais on s'empresse d'ajouter que l'on ne peut savoir où se trouve la tombe de Lumumba. Pourquoi? Il ne faut pas qu'elle devienne un endroit de pèlerinage, comme un lieu saint où l'on viendrait prier sur la tombe du prophète.

A mesure qu'il parle de sa voix ronde, bien timbrée, M. Munongo s'anime. Un feu bizarre luit dans ses yeux, quelques gouttes de sueur mouillent son front :

— Évidemment, dit-il, on nous accusera de l'avoir assassiné. Je réponds : prouvez-le. Je mentirais si je disais que le décès de Lumumba m'attriste. Et de toute façon, s'il avait été jugé par un tribunal il aurait été condamné à mort...

M. Munongo vient de classer avec désinvolture le dossier Lumumba. Pour lui l'affaire est close. Mais pour le Congo et pour l'Afrique, tout commence au contraire. Le prophète assassiné rejoint dans la légende un précurseur, Simon Kimbangu, mort lui aussi par une cruelle ironie du sort, dans une prison katangaise. Simon Kimbangu mourut en 1951, après trente années de captivité, en récitant sa prière quotidienne : « Bénissez

toutes les races de la terre, les grands et les petits, les femmes et les hommes, les Blancs et les Noirs. » Dix ans plus tard, Lumumba le rejoint dans la mémoire des nègres qui disent que « les deux grands sorciers noirs se promènent ensemble sur les nuages blancs du ciel congolais ».

Table des matières

De la tombe au berceau 11

Assassinat de Patrice Lumumba. Naissance au Kasaï. Comment il devient « évolué » après avoir été un élève remarqué. Un fossé se creuse entre lui et ses parents. A la découverte du monde. Ses premiers pas dans le journalisme.

« Votre charité chrétienne me crispe ». 23

Ami sincère des Belges, Lumumba leur dit pour la première fois des vérités. Il est le Noir évolué, une « réalisation » belge. Il apprend à exploiter la vanité des Blancs. A Léopoldville, la Mecque des Noirs, il prend conscience de sa négritude. Commis des postes à Stanleyville, il se lance dans la politique.

Je n'ai pris que l'argent volé par les belges..... 41

Rapide ascension de Lumumba à Stanleyville où il est présenté au roi Baudouin. Nationaliste fervent, il « complète » ses revenus et est arrêté au retour d'un voyage en Belgique. C'est la prison. Regret d'avoir été un larron.

Lumumba devient un slogan..... 55

Captif, le Congo bouge sous ses pieds. Trois documents donnent le départ au nationalisme. Libéré, Lumumba devient directeur d'une brasserie et fait de la bière une arme électorale.

Découverte du panafricanisme..... 63

Rencontre avec les nationalistes du Congo, fondation du Mouvement national congolais. L'exemple gaulliste de septembre 1958. L'indépendance de la Guinée. Visite à N'Krumah, son idole.

MIEUX QU'UN DÉMAGOGUE..... 73

Lumumba prouve qu'il est un politicien-né. Après les émeutes de Léo, le 4 janvier 1959, il met au point une tactique : varier son langage suivant les publics. Rencontre avec Mobutu.

CANDIDAT DICTATEUR..... 89

Il jouit à la fois de la bénédiction de l'administration et de l'enthousiasme des Congolais. La Belgique promet l'indépendance. Lumumba, un nègre différent des autres. Ses premières luttes contre les ultras.

CONGO UNI, PAYS FORT!..... 103

Ce slogan des Belges est aussi celui de Lumumba, contre Kasa-Vubu et Tshombé. La Belgique à la recherche d'un interlocuteur valable. Le président du M.N.C. apporte son appui au gouvernement de Bruxelles, mais réclame un gouvernement provisoire au Congo en 1959.

DR JEKYLL ET MR HYDE..... 125

En transes devant les foules, il est prudent avec les Belges. Un effort de synthèse : le programme lumumbiste. « Je suis un Gandhi ». Premier message à M. H., en 1959. La scission de son parti.

« BAUDOUIN VIENT LIBÉRER LUMUMBA »... 145

Arrêté à la suite d'incidents à Stan, Lumumba est sacré martyr. Le second voyage du roi Baudouin au Congo. Bien qu'en prison, il est plébiscité aux élections cantonales de décembre 1959. Emprisonné au Katanga, Lumumba est conspué puis honoré par les Blancs.

« JE PARDONNE AUX BELGES »..... 165

Quand il arrive à la Table ronde à Bruxelles, Kasa-Vubu s'en va. Premiers incidents avec Tshombé qui se laisse manœuvrer par les Belges. Paroles lénifiantes de Lumumba à l'égard de la Belgique. Retour triomphal à Stanleyville. Lumumba grand vainqueur des élections législatives.

« M. EYSKENS AURA ÉTÉ MON NÈGRE »... 181

Victoire au premier Parlement. Un marché avec Kasa-Vubu : il le fait élire président de la République pour devenir son tout-puissant Premier ministre. L'affront fait au roi lors des fêtes de l'indépendance. Le « Premier » belge tente de rattraper les violences de Lumumba.

LA BELGIQUE PERD SON « PARI CONGOLAIS ». 201

La mutinerie de la Force publique dirigée contre Lumumba. La grande panique des Belges en juillet. L'intervention militaire belge. Lumumba tourne comme une toupie folle. Son extraordinaire voyage dans le ciel congolais. Les casques bleus arrivent.

QUAND ON TOMBE DANS UN PUITS..... 217

Appels successifs à l'aide américaine et russe, aux Nations unies et aux Afro-Asiatiques. Lumumba tente de faire dévier l'anarchie née de la mutinerie de l'armée. Voyage aux U.S.A. et en Afrique.

TRAHI PAR LES SIENS..... 233

Deux coups d'État. L'un de Kasa-Vubu, l'autre du colonel Mobutu. Lumumba tente de gagner Stanleyville, son fief. Il est arrêté.

SI JE MEURS DEMAIN..... 245

Sa captivité à Thysville. Nouvelle mutinerie des soldats. Libre pendant six heures. Visite de Kasa-Vubu. Dernières lettres du prisonnier. Transfert au Katanga. Munongo referme le dossier Lumumba, la légende l'ouvre.

UNIVERSITY OF GHANA LIBRARY

DANS LA MÊME COLLECTION

Parus :

Claude Alphandéry. — L'Amérique est-elle trop riche?

Gabriel Ardant. — La Tunisie d'aujourd'hui et de demain.

Adrien Aron. — Les secrets de la philatélie.

Raymond Charles. — L'évolution de l'Islam.

Jacques Chevallier. — Nous, Algériens...

Édouard Depreux. — Renouvellement du socialisme.

Jean Erhrhard. — Communauté ou sécession.

Robert Escarpit. — École laique, école du peuple.

André Fontaine. — L'alliance atlantique a l'heure du dégel.

Général Gallois. — Stratégie de l'age nucléaire.

Georges Hourdin. — Une civilisation des loisirs.

John Kennedy, *président des U.S.A.* — Stratégie de la paix, *avec une préface inédite de l'auteur.*

Raymond Le Bourre. — Le syndicalisme français dans la Ve République.

Ignacio Olagüe. — L'Espagne au XXe siècle.

S.E. Panikkar, *ambassadeur de l'Inde.* — Problèmes des états nouveaux.

René Pleven. — Avenir de la Bretagne.

Alfred Sauvy. — La montée des jeunes.
— Le plan Sauvy.

René Sédillot. — Du franc Bonaparte au franc De Gaulle.

Yvon Taillandier. — Le voyage de l'œil (*Connaissance de la peinture abstraite*).

R. Teldy Naïm. — Faut-il bruler Teilhard de Chardin?

Bernard Winter. — Berlin, enjeu et symbole.

Richard Wright. — Écoute, homme blanc!

C. Wright Mills. — Les causes de la 3e guerre mondiale.

A paraître :

Arthur Kœstler. — Le lotus et le robot.